

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

MÉTAYERS

ET

Fermiers Généraux

De la Basse-Marche

THÈSE POUR LE DOCTORAT

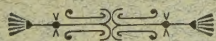
Présentée et soutenue le 8 Novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

JOSEPH PEYRAUD

Président : M. CAUWÈS.

Suffragants : { M. PERREAU, { *Professeurs*.
M. HITIER, }



BELLAC
IMPRIMERIE L. DUPANIER
4, PLACE CARNOT



1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

MÉTAYERS

ET

Fermiers Généraux De la Basse-Marche

THÈSE POUR LE DOCTORAT

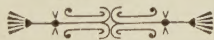
Présentée et soutenue le 8 Novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

JOSEPH PEYRAUD

Président : M. CAUWÈS.

Suffragants : { M. PERREAU, { *Professeurs.*
M. HITIER, }



BELLAC
IMPRIMERIE L. DUPANIER
4, PLACE CARNOT



1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA MÈRE

PRÉFACE

« Le laboureur peut, absolument parlant, se passer du travail des autres ouvriers, mais aucun ouvrier ne peut travailler si le laboureur ne le fait vivre ».

TURGOT (Œuvres I. 9).

La situation de l'agriculture dans un pays est le meilleur signe de sa richesse. Cette industrie, en effet, a, avec la circulation des capitaux et avec le bien-être général de la population, des connexions telles qu'elle peut être prise pour une sorte de baromètre économique. Le perfectionnement de l'agriculture est intimement associé à la sécurité de la propriété, au chiffre de la population, à son bien-être. L'état politique et social des populations est lui-même étroitement solidarisé avec l'agriculture.

Or, l'importance de l'agriculture décroît tous les jours en France : 22 millions d'habitants, plus de la moitié de la population totale, étaient attachés à la terre il y a 50 ans et vivaient directement de l'exploitation du sol. En 1892, on n'en comptait plus que 17 1/2. Aujourd'hui, la « population active », occupée aux travaux des champs, forme à peine le 1/5 de la

population totale, et cela, manifestement par suite de l'émigration incessante des campagnes vers les villes.

Il nous a paru que l'émigration des campagnes et toutes ses conséquences : difficultés de l'existence, dépopulation, antagonisme des classes, pouvaient s'exaspérer ou s'atténuer ou même disparaître suivant le régime auquel on soumet l'exploitation du sol.

Et nous avons été naturellement conduit à nous demander si parmi les différents modes d'exploitation de la terre, le plus ancien, le métayage, n'était pas le plus capable de parer au danger de l'émigration.

L'homme des champs est poussé à abandonner la terre lorsqu'il ne reçoit plus une rémunération suffisante de ses soucis, de ses labeurs, lorsqu'il ne gagne plus assez d'argent pour faire face à ses besoins et surtout se constituer de petites économies pour répondre aux exigences de la vie quand l'heure de la retraite aura sonné pour lui.

Il émigre, le jour où rapprochant son labeur de celui de l'ouvrier de l'usine ou de l'atelier, et plus encore, du fonctionnaire ou de l'employé des grandes administrations, il s'aperçoit que la rémunération de l'un et de l'autre n'est pas la même pour le même effort, qu'ils ont une existence plus tranquille que la sienne, un lendemain mieux assuré que le sien. Il se laisse aller à la pensée qu'il mérite autant qu'eux une existence moins pénible, et par suite se doit, sinon pour lui, du moins pour les siens, de la cher-

cher en dehors de son milieu. Et de cette pensée à sa réalisation, il n'y a qu'un pas à franchir, difficile et périlleux sans doute, mais qui en raison même de sa gravité, est franchi d'une façon décisive et sans esprit de retour.

Le métayage offre-t-il donc au cultivateur une situation suffisamment rémunératrice et élevée, pour qu'il n'ait pas la tentation de quitter son champ ?

N'est-il pas, en outre, le mode le plus capable de parer aux inconvénients de l'exode rural, de donner une solution au difficile problème de la main d'œuvre et de retenir à la campagne le grand propriétaire foncier ?

Car, trop souvent, c'est le grand propriétaire qui donne aux gens de la terre le triste exemple de l'émigration, lui qui si facilement abandonne la campagne pour courir à la ville à la recherche du plaisir et des distractions, livrant terres et gens à des intermédiaires divers : régisseurs ou fermiers généraux.

J. P.



INTRODUCTION

La Basse-Marche

I

Il y aurait quelque exagération à dire que la Haute et Basse-Marche sont pour les historiens et les géographes du dehors une « terra incognita ». Et cependant on pourrait en donner plus d'une preuve.

Lorsque Michelet publia en 1835 son *Histoire de France*, il la fit précéder (1) d'un large tableau où il passait en revue nos provinces. Il consacra quelques lignes seulement au Lyonnais, à l'Albigeois, au Quercy, au Rouergue et au Limousin, mais il ne dit rien de la Marche ni du Bourbonnais.

Rien encore sur notre province dans l'édition parue en 1886 sous le titre : *Notre France*, et dans laquelle M^{me} Michelet fit entrer les nouveaux matériaux recueillis par l'auteur.

D'autre part on répète d'une manière courante que le Limousin a formé deux départements : la Corrèze et la Haute-Vienne, de même qu'on écrit que le département de la Creuse représente l'ancienne province de la Marche.

(1) Tome II.

Ces omissions et ces erreurs ne datent pas d'aujourd'hui.

Dans ses *Antiquités et Recherches des Villes, Châteaux et places plus remarquables de toute la France* publiées en 1610, le savant André Duchesne ne fait aucune mention de la Marche.

Un sieur de Saint-Maurice, dans une *Géographie des Provinces de la France* éditée en 1664 avec privilège du roi, cite parmi les rivières de la Marche « cette partie du Limosin la plus fertile et la plus agréable », la « Dordogne » et affirme « très hautement » que Tulle passait pour la capitale du Bas-Limosin ou du Comté de la Marche. Au xviii^e siècle, beaucoup de géographes confondent la Haute et la Basse-Marche et placent Guéret sur la Gartempe.

Le duché-pairie de Mortemart, situé dans une enclave poitevine de l'ancien diocèse de Limoges est attribué au Périgord par le *Dictionnaire Géographique portatif de la France* publié en 1765. (1)

Enfin Achille Leymarie, archiviste du département de la Haute-Vienne, dans son *Histoire du Limousin* (2) en énumérant les communes de cette province, cite parmi les communes bâtardes : Le Dorat, Magnac et Bellac, semblant ainsi ne plus vouloir tenir compte des anciennes divisions : Haut-Limousin et Basse-Marche.

Il est vrai qu'un trait de l'histoire territoriale de la Marche est l'incertitude de ses limites et le grand

(1) 4 vol. in-16.

(2) *Histoire de la Bourgeoisie*, t. 1, p. 76 à 82. (2 vol. Paris 1845).

nombre de lieux restés « contentieux » entre elle et ses voisines pendant les ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles. L'histoire des derniers temps du Moyen-Age est pleine d'enquêtes et d'informations à l'effet de fixer ses limites entre le Berry et le Poitou et ce n'est pas un des moindres embarras de l'historien de suivre les vicissitudes de ses limites et de relater tous les morcellements et les transferts.

* * *

Ce n'est qu'au ^xe siècle (l'an 944) que fut formée, de terrains enlevés au Poitou et au Limousin, la Marche, *Marca Lemovicina*, ainsi nommée parce qu'elle était sur les confins ou marches du Poitou, du Berry et du Limousin.

Simple marquisat au début, elle fut érigée en comté héréditaire au profit de la maison de Charroux, par le roi Charles III et releva des comtes de Poitiers qui étaient en même temps ducs d'Aquitaine. Un siècle et demi après (l'an 1091) la maison de Charroux finissait en quenouille.

Vendu au roi d'Angleterre, Henri II, par Aldebert de Montgommery, héritier des anciens comtes de Charroux, moyennant six mille mares d'argent, vingt mulets et autant de palefrois, le comté de la Marche resta la propriété des rois d'Angleterre jusqu'en 1199, date à laquelle fut cassé par Edit du roi de France l'acte de vente signé à Grandmont le jour de la Saint-Martin 1177.

Aldebert étant mort à Jérusalem, sans héritier, Hugues IX, de la maison de Lusignan, qui descendait par sa mère des comtes de la maison de Char-

roux, se crut héritier naturel du comte de la Marche. Il entra directement en lutte avec Henri II, roi d'Angleterre, et triompha assez facilement.

Guy de Lusignan, arrière petit-fils de Hugues, laissa par testament le comté de la Marche à Philippe le Bel (1308). Ce roi ne réunit pas cette province à la couronne. Il la donna en apanage à Charles, son troisième fils qui, en montant sur le trône, en 1322, l'échangea pour le comté de Clermont à Louis de Bourbon, petit-fils de saint Louis.

Eléonore de Bourbon, arrière petite-fille de Louis de Bourbon (premier du nom), devenue comtesse de la Marche, en 1438, épousa Bernard d'Armagnac comte de Pardiac ; et le comté de la Marche demeura dans la maison d'Armagnac jusqu'au règne de Louis XI.

Celui-ci ayant fait trancher la tête à Jacques d'Armagnac, comte de Nemours et de la Marche, réunit tous ses biens à la couronne par droit de confiscation l'an 1477. Il donna ensuite le comté de la Marche à Anne de France, sa fille, en la mariant à Pierre de Bourbon.

Suzanne de Bourbon, leur fille, épousa Charles de Bourbon connétable de France, qui par sa révolte perdit tous ses biens.

Louise de Savoie, mère de François I^{er}, prétendit qu'ils lui appartenaient. Mais après plusieurs discussions, le comté de la Marche fut uni à la couronne vers l'an 1531 et n'en fut plus séparé.

Ceci n'empêcha pas qu'il fut donné en engagère à divers seigneurs, et qu'il servit de titre aux fils aînés

des princes de Conti par une disposition particulière du roi.

* * *

Tout d'abord, d'une très faible étendue avec pour capitale Charroux, la Marche engloba plus tard (milieu du ^{xiii}^e siècle), quand la vicomté d'Aubusson lui fut unie, toute la vallée de la Creuse supérieure et eût l'étendue qu'elle garda depuis lors jusqu'à la Révolution.

Cependant, dans l'intérieur de cette province, il y avait des enclaves dont il faut tenir compte.

En 1241, le Poitou avait retenu à lui, comme partie intégrante de l'apanage d'Alphonse de Poitiers, trois grands fiefs, dont l'existence a introduit tant de confusion dans la *Géographie historique du Limousin et de la Marche*, ce sont : les enclaves poitevines de Peyrat-Bourganeuf (720 k. q.), de Rochechouart (780 k. q.) et de Bridiers⁽¹⁾ (1020 k. q.), enclaves qui se sont maintenues jusqu'à la fin de l'ancien régime.

D'autre part, un vicomte de Bridiers avait concédé vers le commencement du ^x^e siècle, à l'abbaye Saint-Martial de Limoges, la ville de La Souterraine et sa banlieue, qui restèrent avec le Grand-Bourg, Saint-Vaury et Bénévent-l'Abbaye, des enclaves Limousines.

De quelles contestations, de quels procès, de quelles revendications, cette trainée de territoires qui coupait la Marche en deux, ne fut-elle pas l'objet au cours des siècles ?

(1) Bridiers était un château féodal, situé aux environs de La Souterraine (Creuse).

Il existe un village de ce nom dans la commune de La Souterraine.

* * *

Au xiv^e siècle, on distingua la Basse-Marche (région de La Gartempe) de la Haute-Marche (région de la Creuse). Guéret devint la capitale de la Marche et Bellac prit le titre de capitale de la Basse-Marche, titre que lui disputa toujours et lui dispute encore Le Dorat.

Déjà, les deux fils aînés de Bozon le Vieux, comte de la maison de Charroux, s'étaient partagés la province. La Basse-Marche échut à Bozon II, qui fut empoisonné dans son château de Rochemaux par sa femme Almodis.

Hugues X, de la maison de Lusignan, avait lui aussi, avant d'aller mourir au siège de Damiette, en 1249, partagé ses Etats et donné à son quatrième fils Guillaume de Valence, les châellenies de Bellac, Rancon et Champagnac.

Enfin, dès 1315, la Basse-Marche, que l'on appelait Marches du Poitou, *Fines vel termini Pictaviorum*, fut érigée en comté avec deux vicomtés : Rochemiaux et Montbas et sept baronnies : Le Dorat, Charroux, Saint-Germain-sur-Vienne, Calaix, Maignat, Mont-Rocher et le Ris-Chauveron (1).

(1) Rochemiaux ou Rochemaux, château près de Charroux (Vienne), appartenait aux comtes de la maison de Charroux.

Montbas, ancien château, situé à l'Ouest de Bellac, à l'heure actuelle commune de Gajoubert.

Charroux, dans la Vienne.

Saint-Germain-sur-Vienne (Charente).

Calaix, ancien château, situé près de l'Isle-Jourdain (Vienne).

Maignat (Magnac-Laval).

Mont-Rocher, ancienne abbaye et baronnie, située dans la commune de Montrol-Sénard.

Le Riz-Chauveron, commune d'Azat-le-Riz.

* * *

Jusqu'au milieu du x^e siècle, l'histoire politique de cette contrée se confond avec celle du Limousin.

Sous la féodalité, l'unité fait défaut et l'histoire de la Basse-Marche n'est que celle de ses petits seigneurs ; ceux de Magnac, de Rancon, celle de ses abbayes ou prieurés et de quelques petites localités qui, comme Bellac, obtiennent des privilèges.

Un grand nombre d'exactions et de violences, exercées par les seigneurs locaux, obligent la royauté à soumettre cette province à la juridiction des Grands Jours de Poitiers (1454), de Thouars (1455), de Bordeaux (1456), de Clermont (1481), de Tours (1533), etc...

Ce sont les habitants des châtelainies de Bellac, Rancon et Champagnac, qui s'insurgent contre leur nouveau maître, Louis de Bourbon, insurrection vite réprimée par le duc de Beaumont, auquel le roi écrit « ses grâces de ce que son bon frère lui a rendu » en sagesse, notamment sur les frontières du » Limosin et du Poitou, en faisant rentrer dans » l'obéissance du roi les châteaux de Bellac, Rancon » et Champagnac, qui redemandaient pour seigneur » la comtesse de Saint-Paul, dame de Valence, » expulsée du royaume ». (Froissart).

« En 1551, le 27 juing, le roi estant à Château- » briant, donne des ordres pour faire cesser les » infinies volleries et destroussemens que se font et » commettent en ce pays-là ». Le coupable était un certain Philippe Bonichaud, seigneur de Monthomar(1).

(1) Monthomar ou Montaumar, aujourd'hui simple village en la commune de La Croix.

A toutes les époques cette région est ravagée par les brigands, les famines et les disettes.

Au ^{xiii}^e siècle, Geoffroy de Lusignan et Aimeric de Rancon appellent à leur secours contre Henri II, roi d'Angleterre, des bandes de pillards, aventuriers brabançons surnommés aussi Cottereaux ou routiers, qui ravagent toute la Basse-Marche.

Au ^{xviii}^e siècle ce sont les faux-sauniers et les compagnons de Mandrin qui remplissent cette province du bruit de leurs exploits.

*
* * *

La Basse-Marche n'exista réellement comme Province que du jour où elle fut une unité administrative, c'est-à-dire du jour où elle eut à sa tête un sénéchal.

Il convient de remarquer qu'au début, en France, les autorités judiciaires ont été associées à l'administration proprement dite et que c'est par la justice que le pouvoir royal se maintint et s'accrut.

Les sénéchaux représentaient à tous égards le pouvoir royal. C'étaient eux qui convoquaient les contingents dus par les vassaux du roi et par les villes. C'étaient eux qui, devenus comptables pour toute la sénéchaussée, devaient verser au trésor royal les sommes par eux recueillies à des dates déterminées. Enfin ils avaient des attributions judiciaires.

Les sénéchaux ne furent point une création de la royauté. Le pouvoir royal ne fit qu'assouplir et réorganiser cette institution.

Jadis en France ceux qui avaient le gouvernement

militaire d'une province ou d'une ville y remplissaient les fonctions de juges avec quelques assesseurs dont ils prenaient conseils.

Les premiers qui rendirent la justice furent donc les ducs et les comtes.

Ceux-ci s'étant rendu propriétaires des gouvernements qu'ils ne tenaient qu'à titre d'office, se déchargèrent alors d'une partie de l'administration de la justice sur des officiers qu'ils établirent en leur nom et qui prirent selon l'usage de chaque lieu les noms de vicomtes, prévôts ou viguiers

Le roi avait lui aussi sur son domaine royal (fort restreint d'ailleurs) des prévôts qu'il avait placés sous la surveillance du grand sénéchal.

Le grand sénéchal faisait des tournées d'inspection annuelles pour contrôler les prévôts.

Plus tard, à mesure que le domaine royal s'agrandissait, on sentit les inconvénients de ce système et dans le cours du XII^e siècle apparaissent les baillis et sénéchaux royaux. (1)

Ces baillis et sénéchaux étaient les anciens officiers des ducs et comtes, dont la fonction avait été d'abord de surveiller les officiers inférieurs : vicomtes, prévôts et viguiers. Lorsque ces seigneuries avaient été réunies à la couronne, le pouvoir royal avait été conduit à leur laisser après l'annexion, l'organisation qu'elles avaient auparavant.

(1) Les deux termes sont, en droit, synonymes ; la qualification de sénéchal était usitée principalement dans le Midi et l'Ouest de la France, celle de bailli dans le reste du pays. Les deux qualifications étaient si bien synonymes que l'on voit le même officier prendre indifféremment l'un ou l'autre titre. (ESMEIN. *Histoire du Droit Français*, titre II, p. 353).

C'est ce qui se produisit sous Louis VII lorsque, en 1137, il fut, par son mariage avec Eléonore d'Aquitaine, devenu maître du Poitou, de la Saintonge et du Bordelais. Le sénéchal du Poitou fut maintenu comme officier royal, au-dessus des prévôts.

Philippe-Auguste rétablit ce sénéchal au lendemain de sa victoire sur Jean-sans-Terre, avec juridiction sur la Marche et le Haut-Limousin, alors que le Bas-Limousin dépendait du sénéchal de Périgueux.

Pendant la durée du gouvernement d'Alphonse de Poitiers sur le vaste apanage que lui avait concédé Louis IX, la sénéchaussée de Poitiers céda une partie de son territoire pour former la sénéchaussée de la Marche.

Enfin, dès la deuxième moitié du ^{xiv}e siècle, la Basse-Marche eut sa sénéchaussée distincte de celle de la Haute-Marche. Le siège de cette nouvelle sénéchaussée fut fixé en 1514, à Bellac. Mais alors que le siège de la sénéchaussée de la Haute-Marche, établi à Guéret, ne fut ni déplacé, ni amoindri, celui de Bellac fut, de 1527 à 1561, donné à l'Isle-Jourdain, puis, en 1562, au Dorat. Il est vrai que dix ans plus tard, en 1572, la sénéchaussée du Dorat reçut un siège secondaire qui fut placé à Bellac.

« Le siège royal de Dorat, dit Louis de Bernage (1),
» parlant de la sénéchaussée de ce lieu, a le plus
» d'étendue ; il a une châellenie royale dans son
» détroit qui est celle de la ville de Dorat, et plusieurs

(1) Louis de Bernage, seigneur de Saint-Maurice, intendant : *Mémoire sur la Généralité de Limoges*, 1698.

C'est une véritable enquête sur le Limousin. Il n'en existe aucune analogue antérieure, car on ne peut considérer comme telle l'état des paroisses de 1688.

» justices de seigneurs, dont les plus considérables
» sont celles du Vigean et de Magnac ».

« Il est à propos de remarquer ici, dit Piganiol de
» la Force, que le chapitre du Dorat a sa justice
» particulière, dont les appellations ne ressortissent
» point à la sénéchaussée de cette ville; mais par un
» privilège particulier sont portées directement au
» Parlement de Paris et au Présidial de Guéret pour
» les matières qui sont au-dessous du premier et du
» second cas de l'Edit. Toute l'étendue de cette séné-
» chaussee est régie par la coutume du Poitou » (1).

« La sénéchaussée de Bellac, ajoute Louis de
» Bernage, comprend trois petites châtellenies,
» scavoir : celle de Bellac qui est unie au siège, et
» celles de Rancon et de Champagnac. Elle n'a que
» six justices de seigneurs, qui sont : d'Arnac, appar-
» tenant à M. le comte de Lusignan; le Deffens, au
» comte de Montbas; Thouron, Chabannes, Nau-
» trec et Bonnat, qui appartiennent à des officiers de
» Limoges » (2).

Sise en pays de droit écrit, la sénéchaussée de

(1) Une note du *Rédacteur Commentateur*, de la coutume de la Marche au sujet de l'expression Haut Païs. nous apprend que : « La Basse-Marche est régie par un droit différent,
» scavoir : Bellac et quelques villes par le Droit Ecrit, et
» Le Dorat avec ce qui en dépend par la coutume du Poitou ».

(2) Rancon, chef-lieu de commune.

Champagnac, village dans la comm^{ne} de Bussière-Poitevine.

Le Deffens, village dans la commune de Bussière-Poitevine.

Arnac, dans la commune de Cieux.

Thouron, commune.

Chabannes, village dans la commune de Saint-Bonnet-de-Bellac.

Nautrec, dans la commune de St-Barbant.

Bonnat, commune du canton d'Ambazac, arrondissement de Limoges.

Bellac relevait pour les affaires civiles du présidial de Limoges (1) et du Parlement de Bordeaux, pour les affaires criminelles du présidial de Poitiers jusqu'en 1636, puis de celui de Guéret et du Parlement de Paris. (Les Parlements jouaient ici le rôle de cours d'appel à l'égard des sénéchaux, comme ceux-ci étaient juges d'appel à l'égard des prévôts ou des juges seigneuriaux).

Les sénéchaux subirent, au cours du temps, de profondes transformations. Elles consistèrent surtout en ce que la confusion des pouvoirs cessa peu à peu ; chaque fonction distincte reçut un fonctionnaire spécial, et les sénéchaux gardèrent la moindre part des attributions qu'ils avaient jadis cumulées. Ils perdirent d'abord leurs attributions financières, puis leurs attributions judiciaires dont ils furent déposés au profit de leurs lieutenants (2).

(1) Sous le règne d'Henri II, en 1551, un certain nombre de bailliages et sénéchaussées reçurent une qualité et une importance nouvelles, sous le nom de sièges présidiaux (Edit de janvier 1551. — ISAMBERT, *Anc. Lois*, XIII, 248).

Ils obtinrent le droit de juger sans appel, en dernier ressort, les causes civiles dont le taux était peu élevé (jusqu'à 250 livres tournois pour une fois ou 10 livres tournois de rente), et dans cette mesure, chaque siège présidial reçut les appels d'un certain nombre de simples sénéchaussées de la région. Ils reçurent aussi compétence particulière pour certaines causes criminelles.

Le présidial de Limoges fut créé en 1553. Au début, il s'étendait sur environ 15 lieues de pays, n'avait dans son ressort aucune sénéchaussée royale, mais plusieurs prévôtés ou justices royales subalternes et plusieurs justices seigneuriales. Les prévôtés étaient celles de Limoges, Solignac, Chalucet, Rancon et Condat. Cette compétence territoriale fut bientôt étendue.

(2) D'abord de simples commis, mandataires constitués par le sénéchal, les lieutenants devinrent permanents, puis leurs fonctions se consolidant peu à peu, ils devinrent des

Ce que les sénéchaux gardèrent jusqu'au bout, ce furent leurs attributions militaires. C'étaient eux qui convoquaient et conduisaient l'arrière-ban.

« Il y a deux sénéchaux dans le gouvernement de
» la Marche, dit Piganiol de la Force (1). Leurs
» fonctions sont d'aller aux sièges des sénéchaussées
» quand il leur plaît, en habit d'épée ou autrement.
» Pour lors, ils y président et le lieutenant-général
» va aux opinions et prononce ainsi : M. le sénéchal
» ordonne, etc... Mais quand on convoque l'arrière-
» ban, c'est le seul sénéchal de la Haute-Marche qui
» commande la noblesse, tant de la Haute que de la
» Basse ; et ce n'est qu'à son défaut que le sénéchal
» de la Basse en a le commandement ».

* * *

Ce qui contribua par dessus tout à donner à la Basse-Marche une physionomie propre, distincte de celle de la Haute-Marche, ce fut son rattachement au point de vue militaire et financier au Limousin.

Sous la monarchie féodale, dans chaque circonscription le représentant général et politique du pouvoir royal avait été le bailli ou le sénéchal, sous la monarchie tempérée ce fut le gouverneur, et sous la monarchie absolue, l'intendant.

La circonscription qui prit alors la plus grande importance fut la généralité, chaque intendant étant d'ordinaire préposé à une généralité.

officiers royaux en titre, payés et nommés par le pouvoir royal. Il y avait en général trois lieutenants : un lieutenant-général, un lieutenant particulier et un lieutenant criminel, auquel on donna dans la suite un assesseur.

(1) Piganiol de la Force, *Nouvelle Description de la France*, à Paris, 1718, vol. v^e.

Les généralités furent au début les circonscriptions auxquelles furent préposés les généraux des finances. Ceux-ci avaient été créés pour l'administration des aides et finances, lorsque la taille fut devenue permanente (en même temps que l'armée). Entre eux furent partagées les provinces réunies à la couronne. Ainsi se formèrent trois, puis quatre généralités. En 1484 il y en avait six. Sous François I^{er} et Henri II les généralités furent successivement portées à 16 puis à 17 et les charges des généraux des finances furent unies à celles des trésoriers de France. Sous Louis XIII il y avait 21 généralités ; il y en avait 35 en 1789.

Ce fut en 1573 que Charles IX établit la généralité de Limoges. Elle fut d'abord une des plus considérables du royaume, mais dans la suite plusieurs élections en furent détachées pour former la généralité de La Rochelle.

Dans les pays où se levait la taille royale, les généralités étaient divisées en un certain nombre d'élections.

La Basse-Marche s'était trouvée rattachée au milieu du xiv^e siècle à l'élection du Haut-Limousin, tandis que la Haute-Marche et la châtellenie du Dognon formaient l'élection de la Marche, à laquelle on ajouta le petit territoire de Montaigut en Combraille.

En 1468, les châtellenies de Charroux, Calaix, et Saint-Germain-sur-Vienne, celles de Bellac, Rancon, Champagnac et Le Dorat furent détachées de l'élection du Haut-Limousin et englobées dans celle de la Marche.

L'édit de 1542 attribua l'élection de la Marche ainsi composée à la nouvelle généralité de Poitiers que venait de créer François I^{er}. Un autre édit de 1551 la rattacha à la généralité de Riom, enfin un troisième de 1587, à la généralité de Moulins.

Mais en 1558 fut instituée l'élection de Bellac. D'abord rattachée à la généralité de Poitiers, elle fut adjointe à celle de Limoges, lors de sa création, en 1573.

Ainsi la Basse-Marche fut maintenue au point de vue financier dans la dépendance du Limousin. Elle le fut également au point de vue administratif.

En effet, dans le dernier état, la généralité de Limoges comprenait dans son ressort la province et le gouvernement du Limousin en entier ; la province et le gouvernement d'Angoumois (à l'exception de la sénéchaussée de Cognac) ; une partie de la province et du gouvernement de la Marche qui consistait à peu près en la moitié qu'on appelait *Basse-Marche* ; enfin une partie du gouvernement du Poitou, celle enclavée dans l'élection de Bourgageuf.

La Basse-Marche avait à sa tête un lieutenant du roy dont la charge avait été créée en 1692. (1) A la tête de la généralité de Limoges se trouvait un intendant.

Si les intendants existaient avant Richelieu, il fut le premier qui sut les utiliser. Dans le cours du XVII^e siècle il en fut établi partout et à la veille de la Révolution il y en avait 32. Ils avaient le titre d'intendants de police, justice et finance. Ils faisaient

(1) Piganiol de la Force.

l'assiette des impositions, les taxes d'office et nommaient des commissaires pour la répartition ; ils connaissaient des droits de contrôle, francs fiefs, amendes, et autres droits de finance, des corvées, des nouveaux établissements de commerce, de la distribution des troupes, des prix et de la répartition des fourrages des gens de guerre ; faisaient faire les achats des denrées pour les magasins royaux ; présidaient à la levée des milices, décidaient des différends qui s'y élevaient ; avaient la police des postes et messageries de leurs départements.

Ainsi formée de territoires qui avant le x^e siècle étaient limousins, rattachée au Limousin tant au point de vue judiciaire que financier et administratif, la Basse-Marche a été de tout temps orientée par ses intérêts propres vers Limoges, alors que Guéret, Aubusson et Felletin l'étaient plutôt vers Moulins.

D'ailleurs les états provinciaux de la Basse-Marche se sont longtemps confondus avec ceux du Limousin.

II

La Basse-Marche n'était pas une vaste province ; elle avait néanmoins une certaine étendue, confinait nous dit Louis de Bernage, « du costé de l'orient à » la Haute-Marche, de celui du couchant à l'Angoumois et partie du Poitou, de celui du septentrion » au Berry et aussi partie du Poitou et du costé du » midi au Limosin ». Il nous déclare aussi qu'elle avait huit lieues d'étendue, mais il n'exagère certainement pas, car sa superficie n'aurait été ainsi que de 102.400 hectares, or les huit cantons divisés en 65 communes d'une superficie totale de 177.766 hectares

qui forment aujourd'hui l'arrondissement de Bellac faisaient intégralement partie (sauf la petite enclave poitevine du duché-pairie de Mortemart) de la Basse-Marche. Et elle englobait encore d'autres territoires !

Ceux-ci ont été annexés aux départements de la Vienne et de la Charente lors de la division arbitraire de 1789. Tels sont les territoires charentais formant au nord-est de ce département le vaste quadrilatère qui entre l'Issoire et la Vienne englobe les communes de Brillac, Saint-Germain-sur-Vienne, Oradour-Fanais, Abzac, (la contrée de Chabanais et Confolens fut détachée au ^{xr} siècle du Limousin pour être réunie à l'Angoumois).

Tels sont encore les territoires actuellement situés dans le département de la Vienne, et avec lesquels ont été constituées les communes d'Asnières, Luchapt, Availles-Limouzine, une partie des communes d'Adriers, Mouter et l'Isle-Jourdain.

Enfin étaient territoires Marchois les enclaves de Charroux et Civray.

C'est ce qui résulte des documents les plus anciens, notamment d'un « procès-verbal (1) de l'assemblée » des Trois Etats de la Basse-Marche, convoqués au » Dorat par Jean de Pompadour, chevalier, seigneur » du lieu de Pompadour, Chenac, du Ris et de » Laurière, chambellan du roy, le second de juing » l'an mil quatre cens quatre-vingtz et six... auquel » jour se sont comparuz et présentez, assavoir est : » les lieutenant... aud. pais de Monseigneur de

(1) Ce procès-verbal est cité par Alfred Leroux (*Nouveaux Documents historiques sur la Marche et le Limousin*, Limoges, 1887).

» Beaujeu comte de la Marche, les sieurs de Mai-
» gnac, Lussac, Brilhac, Montrochier, Availhe,
» Lis... (Lu) chapt, Droucz, Villeflavard, Villecham-
» paigne, le prieur (d') Entrefins et plusieurs autres
» d'églises, tant nobles que des villes, aux-
» quieulx..... » (1).

Lorsqu'on consulte les différentes géographies du département de la Haute-Vienne, on y découvre que ce département a été formé en 1790, d'une « portion plus ou moins grande de quatre des provinces qui constituaient alors la France, le Limousin, la Marche, le Poitou et le Berry ».

Donc, à première vue, la Basse-Marche, contrairement à ce que nous venons d'avancer, non seulement n'aurait cédé aucun territoire au Poitou, mais encore n'aurait pas compris les territoires situés au Nord de l'arrondissement de Bellac et limitrophes des départements actuels de la Vienne et de l'Indre.

Ainsi, d'après A. Joanne, le département de la Haute-Vienne aurait pris : au Limousin, 321.622

(1) Maignac ou Magnac-Laval.

Lussac-les-Eglises, commune (H.-V.).

Brilhac, commune, canton de Confolens (Charente).

Availhe, Availles-Limouzine, sur la Vienne, canton de l'arrondissement de Civray (Vienne).

Luchapt, commune du canton de l'Isle-Jourdain, arrondissement de Montmorillon (Vienne).

Droucz et Villeflavard (Villefavard), du canton de Magnac-Laval (H.-V.).

Villechampaigne, village de la commune de Luchapt.

Entrefins (ancienne abbaye), actuellement village de la commune d'Adriers, canton de l'Isle-Jourdain.

L'abbé Granet, dans sa *Monographie de Bellac*, place La Souterraine dans la Basse-Marche. Or, tous les documents mentionnent cette ville et sa banlieue comme une enclave Limousine.

hectares ; à la Marche, 129.579 hectares ; au Poitou, 94.051 hectares ; au Berry, 27.500 hectares. Si l'on s'en tient à ce dernier chiffre, on voit que le canton de St-Sulpice-les-Feuilles, seul limitrophe du département de l'Indre, aurait été, avec ses neuf communes et ses 23.103 hectares, partie intégrante du Berry, ainsi que plusieurs communes du canton de Magnac-Laval. Quant aux 94.051 hectares, pris dit-on au Poitou, nous voulons bien nous rappeler qu'en l'an 1211, le Poitou avait retenu à lui l'enclave de Rochechouart, d'une superficie de 780 kilomètres carrés, et que le duché-pairie de Mortemart était une autre enclave Poitevine ; néanmoins, plus de 10.000 hectares poitevins auraient dû être distraits pour constituer une partie des cantons frontières de Mézières-sur-Issoire, Le Dorat et peut-être Bellac !

A quelles conclusions erronnées nous conduisent ces calculs ?

Aussi, ces chiffres nous ont-ils paru fort exagérés. D'ailleurs, M. Taboury (1), dans une géographie très complète du département de la Haute-Vienne, après avoir indiqué que quelques communes seulement du Berry et du Poitou, ont été annexées au département de la Haute-Vienne, ajoute que l'arrondissement de Bellac a été formé presque entièrement de la Basse-Marche et que quelques communes du Nord-Ouest « DEVAIENT » appartenir à l'ancien Poitou.

Pour nous, ces communes elles-mêmes dépendaient de la Basse-Marche, à laquelle les départements de

(1) Ancien directeur de l'Ecole primaire supérieure de Bellac (*Géographie de la Haute-Vienne*, Limoges, 1886).

la Vienne et de la Charente ont emprunté d'assez vastes territoires.

* * *

La Basse-Marche, située à l'extrémité occidentale du plateau central, est bien moins accidentée que le Limousin.

Une seule chaîne importante se montre au sud, ce sont les monts de Blond (505 mètres d'altitude), qui font suite aux monts d'Ambazac et séparent les eaux de la Vienne de celles de la Gartempe. Partout ailleurs, les différents cours d'eau ne sont séparés que par de simples collines, dont quelques-unes sont cependant assez accusées : collines de Saint-Priest-le-Betoux, de Droux entre la Gartempe et la Semme, la Semme et la Brame, collines de Saint-Hilaire, d'Arcoulant, plateau de Tersannes entre la Brame et la Benaize. L'altitude moyenne de ces collines ne dépasse guère 400 mètres.

Dans la partie qui avoisine le Berry, les ondulations sont très faibles ; on approche d'un pays de plaine. Telles sont le « Grand-Fa », près St-Léger-Magnazeix et les brandes des communes de Lussac-les-Eglises, St-Martin-le-Mault et Jouac.

Le pays tout entier est incliné du sud-est au nord-ouest.

De nombreux cours d'eau s'échappent des montagnes et des collines, coulent entre des hauteurs souvent très rapprochées, rarement éloignées, ou sont arrêtés dans leur cours rapide pour former des étangs.

Le principal cours d'eau de la région est la Gar-

tempe (170 kilomètres), sous-affluent de la Vienne, par la Creuse. Elle naît dans le département de la Creuse, au sud-sud-est de Guéret, dans des montagnes de 600 à 700 mètres d'altitude. Elle entre dans l'arrondissement de Bellac, après un cours d'un peu plus de 50 kilomètres, y coule de l'est à l'ouest jusqu'au point où, près de Bellac, elle tourne brusquement au nord, suivant ainsi les deux grandes directions de la Vienne, à laquelle elle est presque exactement parallèle. Elle reçoit, dans la Basse-Marche : à droite, la Semme et la Brame ; à gauche, l'Ardour, la Couse, le Vincou, grossi de la Glayeule et de la Bazine.

La Basse-Marche est encore arrosée par la Benaize et son affluent l'Asse, qui vont par l'Anglin grossir la Gartempe, et enfin par l'Issoire, affluent de droite de la Vienne.

Il n'existe aucun lac dans la Basse-Marche, mais les étangs y sont nombreux comme dans tous les pays granitiques, dont le sol retient à la surface les eaux de pluie et les eaux de source. Les plus importants sont : l'étang de Murat, sur l'Asse, entre Lussac-les-Eglises et Saint-Léger-Magnazeix ; le Grand-Etang, l'étang des Planchettes et celui de Boutille, près le Salleron, commune d'Azat-le-Ris ; l'étang de la Côte, traversé par l'Issoire, et l'étang de Cieux, la plus vaste de ces nappes d'eau, au pied méridional des montagnes de Blond.

Les bois, comme les étangs, ont diminué d'étendue à mesure que l'agriculture s'est développée. Ils couvraient autrefois des étendues assez considérables

pour qu'on ait établi dans la Basse-Marche une maîtrise particulière dont le siège était à Bellac (1).

* * *

L'aspect du pays est donc varié. Très riche en arbres, sinon en bois et en forêts, et couvert d'étangs, il possède des coins délicieux ; ses montagnes, quoique d'une faible altitude, produisent de loin un grand effet et ses vallées fraîches et riantes sont très pittoresques. Les paysages de la Basse-Marche, disait E. Reclus, ont un aspect grandiose.

Le charme captivant de cette contrée avait déjà, au XVIII^e siècle, séduit le célèbre voyageur anglais Arthur Young, qui s'était montré moins sensible aux beautés naturelles des provinces qu'il avait traversées au cours de son voyage de Calais à Limoges. En 1787, il écrivait sur son carnet de voyage : « Nous » traversons un ruisseau (2) qui sépare le Berry de » la Marche. Les châtaignes commencent à paraître, » il y en a dans tous les champs et c'est la nourriture » des pauvres..... Variété de collines et de vallons » avec de belles forêts..... Nous couchons à La » Ville-au-Brun (3), 8 lieues..... ».

(1) C. f. Lettre de Colbert à l'intendant de la Généralité. (Janvier, 1670, op. *Lettres de Colbert*).

Les archives de la maîtrise de Bellac subsistent aux *Archives départementales de la Haute-Vienne* (série B), mais un petit nombre d'actes seulement sont antérieurs à la fin du XVIII^e siècle.

(2) L'Anglin, affluent de droite de la Gartempe, qui coule à deux kilomètres au nord-est de l'arrondissement de Bellac.

(3) La Ville-au-Brun, sur la Benaize, est actuellement un simple village de la commune d'Arnac-la-Poste, dans le canton de St-Sulpice-les-Feuilles.

Situé sur la grande route de Paris à Toulouse, c'était au XVIII^e siècle une bourgade d'une certaine importance.

Ainsi, par la suppression du roulage et par suite du dépla-

« Le 5 (juin 1787). Le pays devient plus beau ;
» nous passons une vallée où une chaussée arrête
» l'eau d'un petit ruisseau et en fait un lac qui
» forme un des traits d'une scène délicieuse. Ses
» bords dentelés et ses vagues arrêtées par les bois
» font un effet superbe ; les collines sont uniformes
» de tous les côtés et l'œil prophétique du goût peut
» s'imaginer que l'une d'entre elles, couverte de
» bruyère, est un tapis de verdure.

» La surface générale du pays, pendant un espace
» de cinq lieues, est la plus belle que j'aie vue en
» France ; elle est enclose et bien boisée, le feuillage
» épars des châtaigniers donne la même verdure aux
» collines que les prairies inondées aux vallées. Des
» coteaux éloignés forment le derrière de la scène et
» la rendent intéressante. Le penchant du pays, en
» allant à Bassies, offre une belle perspective...

» Les grandes routes, dans ce pays-là, sont vrai-
» ment nobles et supérieures à celles que j'avais
» déjà vues en France et dans tout autre lieu ».

Young arrivait dans cette contrée au moment le plus favorable. Le pays venait d'être entièrement transformé et embelli par l'« admirable » Turgot pendant son trop court passage à la Généralité de Limoges (de 1761 à 1774). Il avait notamment créé de belles voies dont les deux principales traversaient la Basse-Marche : la grande route de Paris à Toulouse, par Bessines et Limoges, et celle de Limoges à Poitiers, par Bellac.

cement d'intérêts occasionné par les chemins de fer, beaucoup de bourgs ont vu décroître le nombre de leurs habitants et périlcliter leur commerce. Tels les relais de poste.

Moins d'un siècle auparavant, en 1698, Louis de Bernage, seigneur de Saint-Maurice (1), déclare franchement que « généralement parlant, les chemins » dans ce pays ne sont pas beaux, il y a, dit-il, plusieurs endroits où les rochers les rendent difficiles, » d'autres où il y a des bourbiers profonds »

Il eût pu dire encore que ces chemins étaient en outre infestés de voleurs (2).

Au danger des voleurs s'ajoutait celui des loups, contre lesquels, dès 1682, l'intendant de la Généralité faisait exécuter des battues (3).

En 1689, une bête féroce, qui préludait aux exploits de la bête du Gévaudan, avait aussi semé la terreur dans ces campagnes (4).

« Le climat de la Basse-Marche, d'après Louis » de Bernage, est doux et tempéré ». On peut surtout dire qu'il est sain. L'air y est vif et les épidémies très rares.

Le sol de la Basse-Marche est généralement granitique et léger. Dans les vallées et les plaines, il prend plus de consistance et forme une terre franche très riche, très productive et très propre à toutes les cultures. Mais le calcaire fait défaut. Ce n'est qu'aux abords du Poitou et du Berry que l'on en trouve quelques traces.

Si l'agriculture est restée longtemps peu florissante

(1) Loc. cit..

(2) C. f. Une lettre de M. Melon du Verdier à sa femme (nov. 1692), citée par M. René Fage, dans ses *Lettres de Baluze*, à M. Melon du Verdier, p. 13, note 2.

(3) *Lettre de Colbert*, IV, 297.

(4) *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*.

dans cette région, comme dans le Limousin d'ailleurs, ce n'est pas, comme on l'a trop souvent prétendu, que la science agricole n'y était guère avancée, mais parce qu'il était impossible d'apporter à la terre les chaux et phosphates qui lui manquaient.

Le chaulage des terres qui commença à être pratiqué en 1856 et permit au sol de porter du froment produisit dans l'agriculture de la région une véritable révolution. La construction des voies ferrées facilita et généralisa l'usage de la chaux.

Le pays, par sa configuration ne se prête pas à la grande culture et souvent le travail y est difficile. Néanmoins l'agriculture y a pris un très grand développement grâce aux petits soins constants ou répétés tous les jours des petits propriétaires ou des métayers.



CHAPITRE I

Origines du Métayage

§ I. — Traces du métayage jusqu'à la domination romaine en Gaule

I

De tous les systèmes d'amodiation, le colonage partiaire fut le premier en honneur (1). Il précéda le fermage. Celui-ci, en effet, suppose des notions abstraites qui n'ont dû se faire jour que plus tard dans l'esprit des peuples : le prix sera proportionnel à l'étendue et à la valeur du domaine, ce qui implique deux idées simples : l'idée de la valeur productive d'une unité superficielle du sol et l'idée de mensuration.

N'est-il pas de toute évidence que, de même que l'échange précéda la vente, de même on dut à l'origine solder le droit de se servir du sol par l'abandon d'une partie de la récolte ?

Les redevances en argent ne furent possibles que le jour où l'usage des métaux précieux se généralisa, où les monnaies devinrent moins rares et plus communes. Aux époques primitives le prix de la conces-

(1) « Aucun contrat ne peut revendiquer des lettres de noblesse de date plus ancienne, puisque son institution est contemporaine du droit de propriété, ou, tout au moins, suit de bien près son établissement ».

Traité théorique et pratique du Métayage, par MM. Bouissou et Turlin, p. 1.

sion des terres, la majeure partie des impôts, les paiements de toute nature furent nécessairement d'une quantité fixe ou proportionnelle de produits agricoles. C'est ainsi qu'on payait les offrandes à la divinité, les subventions du culte, les tributs aux princes et aux conquérants, les contributions de guerre.

Gasparin croit que le colonage partiaire est d'origine latine; pour lui, c'est Caton qui, le premier, en fait mention.

Sismondi le fait provenir de la conquête germanique (1).

Le colonage ne dérive pas d'une époque, d'un fait, d'une coutume spéciale, mais de la nécessité, de l'état général de la société antique et de l'économie naturelle (2).

II

L'institution du bail à colonage partiaire est fort ancienne. Il était probablement en usage chez les Assyriens, dit Rérolle (3); il l'était certainement chez les Hébreux. On trouve dans le Thalmud divers textes qui ne peuvent s'expliquer qu'en supposant un partage proportionnel de récoltes et qui n'auraient aucun sens, si on admettait qu'il s'agit d'une redevance d'une quantité fixe de denrées. « Le cultivateur ne devra pas tant de mesures de blé, mais

(1) Sismondi : (*Républiques italiennes*, xv, 364, et *Nouveaux principes d'Economie politique*, v).

(2) Dans ce sens : Poggi (*Genii storici delle leggi d'agricoltura*), et Bertagnolli (*la Colonia parziaria*).

(3) Rérolle. (*Du colonage partiaire et spécialement du Mé-tayage*, in-8°, ch. I, p. 9).

» une partie du blé qu'a produit le champ concédé,
» quand même le grain serait petit et maigre ; il
» devra du pavot ou de l'orge suivant qu'il cultivera
» l'une ou l'autre de ces plantes, et il supportera,
» comme le propriétaire, les avaries qui arriveraient
» à la récolte ».

Quelques auteurs ont trouvé trace du colonage partiaire dans l'ancienne Egypte (1). D'autres ont cru le reconnaître à Sparte (2). Il était également usité dans les autres provinces de la Grèce. « Le colonage » partiaire, dit Rérolle, cette espèce d'association » qui pousse le propriétaire et le cultivateur vers un » but commun et aboutit à un partage des bénéfices, » devait être en honneur chez un peuple où floris- » saient les sociétés de toute nature et où l'agriculture » était prospère (3) ».

(1) Hervé. (*Des Matières féodales*, 1-5, p. 221 et 222).

En décembre 1901 et janvier 1902, fut trouvé sur le Grand-Telle, dit l'acropole de Suse, un bloc de diorite sur lequel se trouvait gravé le code des lois de Hammurabi, roi de Babylone, vers l'an 2000 av. J.-C.

On y lit entr'autres choses :

« Si quelqu'un ayant donné son champ à ferme pour culture » contre un revenu, a déjà touché ce revenu et si ensuite un » orage inonde le champ et emporte la récolte, la perte est » pour le fermier.

» Si le propriétaire n'a pas encore touché son revenu, qu'il » ait affermé le champ pour moitié ou pour tiers, il partagera » proportionnellement avec le fermier, le blé qui se trouve » dans le champ ». (V. Scheil. *Textes Elamites et Sémitiques*, 2^e série, Paris, 1882, p. 38).

(2) Tyrtée, cité par Fustel de Coulanges. (*Journal Officiel* du 19 novembre 1879, p. 10.256).

(3) L'agriculture en Grèce était protégée avec un soin jaloux. Les individus qui déplaçaient les bornes pour agrandir leurs héritages, étaient toujours condamnés à de fortes amendes. Dans certaines contrées, on avait même inventé le dieu Terme, afin qu'une telle usurpation de la propriété

Une terre travaillée pour une part de récoltes, au temps de Solon, est dite « *ÉPIMORTOS* », la part du cultivateur se nomme « *MORTÈ* ».

La proportion la plus fréquente dans les partages devait être du quart, car on avait créé un mot spécial pour indiquer cette sorte de colonage « *TÉTRAKIKSÉIN* ».

III

A Rome. — On retrouve le colonage partiaire à Rome. Les historiens, les écrivains, qui se sont spécialement occupés d'agriculture et, ce qui a une force plus probante encore, les textes de loi en font foi (1).

Caton l'Ancien, qui est mort en l'an 145 av. J.-C., nous parle dans son traité d'agriculture de la culture par colon partiaire (2).

Pline le Jeune, qui vécut de l'an 62 à l'an 115 de notre ère, a laissé une lettre célèbre où il parle du métayage comme d'un mode d'amodiation couramment employé par les propriétaires. Il explique que ses fermiers ne paient plus leurs fermages ; que, se voyant endettés et désespérant de se pouvoir jamais libérer, ils ne travaillent plus la terre, ne lui

d'autrui, devenant un sacrilège, fut punie du dernier supplice. Les voleurs de grains ou de bétail étaient censés avoir offensé Cérès ; dès lors, on les considérait comme des victimes agréables à cette déesse et ils étaient pendus.

(1) L. 19, § 3 et L. 25, § 6. Dig.

(2) Caton. *De re Rustica*, ch. 136 et 137 : « Le propriétaire, » écrit Caton, doit surveiller d'une manière sévère, les » vignes, les terres, les arbres et les cultures qu'il laisse au » métayer. Il doit abandonner au colon le foin et les four- » rages nécessaires à l'entretien des bœufs que réclament les » travaux ; tout le reste doit être partagé sans distinction ».

demandent que leur nourriture ; ne paient plus leur propriétaire, se ruinent et ruinent les domaines qui leur sont confiés... Pline a résolu de confier ses terres à des tenanciers qui lui donneront en nature la moitié des récoltes (1).

Au second siècle, Gaius traite du colonage partiaire dans son *Commentaire sur l'Edit provincial*, et Ulpien parle sinon du colonage partiaire, du moins du contrat de cheptel.

En fait, les Romains connaissaient les trois modes d'exploitation du sol : le faire valoir, le fermage et le colonage partiaire.

Si l'on veut étudier les différentes sortes d'amodiation du sol et l'histoire des classes agricoles à Rome, il est bon de se rappeler que la vie agricole y eut trois phases bien distinctes :

Dans la première période, qui s'étend jusqu'à la fin des guerres Puniques (an 146 av. J.-C.), les hommes libres abondent, l'Etat possède d'immenses domaines et ce sont les hommes libres qui exploitent comme colons ces domaines ;

Dans la période suivante, qui finit au moment où commence le règne de l'empereur Constantin, les propriétés privées, les latifundia se développent à l'excès, la simplicité des mœurs s'altère, le travail servile remplace le travail libre. D'une part, le particulier n'emploie que des esclaves pour éviter la conscription militaire ; d'autre part, les productions affluent sur les marchés. Cette double concurrence

(1) Pline. (*Histoire Naturelle* : livre 18, ch. 7, titre 9, lettre 37).

fait que les fermiers s'endettent et que les colons tombent dans un état de basse sujétion. Les uns et les autres s'acheminent parallèlement vers le colonat (1);

ENFIN, la décadence de la société croît de jour en jour. Les charges qui pèsent sur chacun sont écrasantes à raison des prodigalités des Césars. On craint que la misère ne pousse tous les habitants de l'Empire à rompre leurs attaches, à se soustraire à leurs fonctions. C'est alors que l'autorité impériale intervient et qu'elle immobilise l'individu dans son poste. Le colon, fermier ou partiaire libre, intéresse l'Etat à deux points de vue :

1^o Les terres étant désertes, il faut les cultiver, le colon le fera ;

2^o Le colon paie la *capitatio* dont les ouvriers des villes ont été exemptés.

Aussi, administrativement, le colon doit-il être lié à la terre, et il le sera, de même que le curial est fixé à la curie.

Et cependant, comme le curial, le colon, au point de vue civil, reste libre.

A la différence de l'esclave, il a la personnalité juridique ; il a donc une famille légitime et un patrimoine propre. Mais il a perdu la liberté de changer de résidence ou de profession. Il est attaché à perpétuelle demeure, et sa race après lui, au

(1) Fustel de Coulanges indique, lui aussi, comme origine du colonat, les dettes arriérées des fermiers et des métayers, qui se trouvent, à cause de cela, à la discrétion du propriétaire. (*Recherches sur quelques problèmes d'histoire, le Colonat*, ch. I, p. 9-24).

domaine d'un propriétaire foncier; agriculteur forcé, il cultive à son profit une parcelle de ce domaine, moyennant une redevance fixée par la coutume des lieux et qu'il paie au propriétaire. Il n'y a pas d'affranchissement possible pour lui, car l'affranchissement a pour but de conférer la qualité d'homme libre, que le colon possède déjà, et l'assujettissement particulier du colon est imposé par le droit administratif et d'ordre public (1).

§ II. *Période Gallo-Romaine.* — Après la conquête de César, les Romains portèrent dans la Gaule leurs institutions et leurs mœurs et y créèrent des colonies florissantes.

Limoges, au croisement des grandes routes allant de Lyon à Saintes et de Bordeaux à Bourges, à égale distance de la Loire, de la Garonne et de l'Océan, prit une importance considérable. Les riches romains fuyant le théâtre agité de la capitale y trouvèrent un abri suffisamment sûr et un séjour agréable. La partie du Limousin qui devait être la Basse-Marche, était bien pour leur plaisir, tant pour son climat tempéré que pour ses vastes forêts, ses sources limpides, ses nombreuses rivières et ses ruisseaux aux eaux vives et chantantes (2).

Aussi, bientôt s'élevèrent partout de riches villas, où les nouveaux Gallo-Romains menèrent la vie de château qu'ils aimaient tant.

(1) Esmein, *Mélanges*, p. 370 et suiv.

(2) Dans les commentaires de César, dans les itinéraires d'Antonin et dans les cartes de Peutenger, cette région figure sous le nom de « Fines Lemovicum ».

La villa romaine avait une étendue considérable. Elle atteignait souvent 3.000 hectares et n'était presque jamais inférieure à 500 (1).

Au centre, à mi-côte d'une colline, s'élevait l'habitation du maître avec ses dépendances (villa urbana).

En bas se trouvait la villa rustica composée des logements des esclaves cultivateurs, des étables, des granges, du pressoir, du moulin.

Enfin, plus loin et autour, étaient échelonnées de petites maisons, tantôt isolées les unes des autres, tantôt groupées entre elles et formant un hameau (vicus). C'étaient les demeures des tenanciers : esclaves, affranchis, fermiers et colons.

Les terres de la villa étaient divisées en deux parts : l'une était une sorte de réserve cultivée par les esclaves sous la surveillance directe du « monitor ». (Ils formaient un groupe qu'on appelait la « familia. »)

L'autre partie des terres, de beaucoup la plus vaste était divisée en tenures (coloniæ).

A chaque tenure était attachée la famille d'un tenancier.

Les tenanciers étaient de plusieurs sortes : Quelques-uns étaient des esclaves de la familia à qui on avait confié une tenure en récompense d'un service éclatant. Leur condition était meilleure que celle des esclaves de la familia, car ils pouvaient se créer une famille (2).

(1) Fustel de Coulanges. *L'Alleu et le Domaine rural*.

(2) Ces tenures deviendront le servage de la glèbe. (Fustel de Coulanges, op. cit. p. 54).

D'autres, parmi ces tenanciers, étaient des affranchis. Leur condition n'était pas sensiblement différente de celle des esclaves tenanciers.

On trouvait enfin les colons et les fermiers qui détenaient la presque totalité des tenures (1).

Les fermiers étaient des hommes libres qui cultivaient la terre moyennant une redevance fixe. On appelait leur engagement la « locatio conductio ».

Les colons eux aussi étaient des hommes libres « ingenui » (2), et comme les hommes libres, ils avaient la jouissance et l'exercice de tous les droits civils, même du « jus quiritium » s'ils étaient citoyens romains. Ils possédaient le « connubium », pouvaient donc contracter de justes noces sans l'autorisation du maître ; ils avaient une famille et pouvaient recueillir une succession et tester. C'étaient pour la plupart des petits propriétaires victimes des exactions de leurs puissants voisins et écrasés par une répartition trop souvent injuste des impôts devenus très lourds. Les grands propriétaires, les puissants, cherchaient à accroître encore leur domaine en y joignant les parcelles voisines ou enclavées ; et deux moyens étaient à leur disposition : Ils pouvaient audacieusement en prendre possession, ou bien forcer le petit propriétaire à leur vendre son champ en dictant les conditions de la vente. Les malheureux ainsi dépouillés n'avaient que la ressource de se faire les

(1) Fustel de Coulanges. (Op. cit. p. 61).

(2) Fustel de Coulanges. (Op. cit. p. 70).

Glasson (*Histoire du Droit et des institutions de la France*, t. 1, p. 461).

colons d'un grand domaine. Aussi, avant d'en arriver à ces extrémités, les petits, le plus souvent, prenaient-ils les devants, et allaient-ils se mettre sous le « patrocinium », sous la protection d'un « potens », du grand propriétaire de la contrée ; mais cela n'empêchait point la perte de leur propriété. Le potens, en effet, faisait payer le patronage qu'il accordait, et le prix, c'était le champ du protégé. Il y avait bien une vente consentie, mais pour la forme, et dont le prix n'était pas payé. Salvien (1) nous fait apparaître plus clairement encore l'économie de l'opération : le protégé abandonnait son bien au protecteur en toute propriété mais celui-ci lui en laissait la jouissance jusqu'à sa mort ; à la génération suivante le propriétaire n'avait plus devant lui que des colons.

Comme tous les colons du Bas-Empire, le colon gallo-romain fut attaché à la terre par l'autorité impériale, lui, sa famille et ses descendants. Il fallait bien assurer, là aussi, la culture des terres, afin de permettre au propriétaire de payer la « capitatio terrena » !

Dès lors, sa situation ne différa guère de celle de l'esclave tenancier. Il avait, il est vrai, une habitation séparée (casa) et les profits qu'il retirait de la culture lui appartenaient, mais, comme l'esclave, il pouvait être vendu avec la tenure, puisqu'il était éternellement attaché au sol.

Le colon payait à son maître, une redevance, pars agraria, qui variait d'une terre à l'autre et quelquefois même d'un colon à l'autre sur un même domaine.

(1) Salvien (*De Gubernatione Dei*) v. 7-8.

Tantôt cette redevance consistait en argent et tantôt en fruits, et même souvent dans l'un et l'autre. La plus répandue, semble-t-il, était celle en fruits.

D'après Otton (1), le colon devait au maître $1/10$, parfois $1/6$ du grain et les $4/5$ des fruits. Meermann (2) croit qu'on partageait par égales portions. Le colon devait fournir, en outre, des journées de travail ou de corvée. Aucun document ne nous permet de savoir par qui étaient fournis les instruments de culture, les animaux de labour et de trait et les outils. On peut, néanmoins, faire des conjectures et avancer que le propriétaire devait fournir les bestiaux, tandis que le soin de se procurer des instruments de culture (assez rudimentaires certainement) était laissé au colon.

En tous cas, sa condition était assez dure, car à maintes reprises, les empereurs intervinrent pour le protéger.

§ III. *Période Franque.* — Les invasions barbares (ve siècle) n'apportèrent pas un trouble bien profond dans l'organisation de la villa romaine et dans le mode de culture du sol. Le vainqueur respecta la loi plus civilisée du vaincu : les lois romaines survécurent aux invasions et continuèrent à régir les anciens sujets romains. Le colonat fut respecté et accepté par les nouveaux venus. « N'étant pas de création impériale, dit Fustel de Coulanges (3), il

(1) *Thesaurus juris Romani*, I-III, col. 757.

(2) *Supplementum novi Thesauri* (lib. X, nos 22, 24, 25, p. 389).

(3) *Op. cit.*, p. 356.

n'y avait pas de motif pour qu'il disparût avec l'Empire ». Les Germains, entrés en Gaule, ne virent aucune raison pour le supprimer, et les colons n'ont pas profité des invasions pour s'affranchir. Ni l'esprit germanique, ni l'esprit chrétien ne réprouvaient l'institution du colonat. Aucun concile n'en demanda l'abolition. Le concile de Tolède de 619, rappela même aux colons que leur devoir était de rester toujours sur leurs terres.

Les lois dites barbares, aussi bien celles des Bavares que des Burgundes ou des Alamans, reconnaissent le colonat et reproduisent la plupart des lois romaines qui y sont relatives. Par contre, ni la loi Salique, ni la loi Ripuaire, ne parlent du colon, du moins sous ce nom.

La division du grand domaine en deux parties, que l'on a observée déjà dans la villa romaine, s'accentue et devient générale (1). D'une part, c'est le *dominicum* ou *indominicata terra* que le possesseur s'est réservé pour en percevoir directement les fruits ; d'autre part, c'est l'ensemble des tenures distribuées entre des personnes de basse condition jouissant d'une liberté imparfaite.

Cette division du domaine en deux parts est bien marquée dans les Chartes, les formules et les Polyptyques. C'est ainsi que dans le *Polyptyque de Saint-Germain-des-Prés*, on trouve décrit, au premier paragraphe de chaque chapitre, un manse dominical qui est appelé tantôt « *mansus dominicatus* » et tantôt « *mansus indominicatus* ».

(1) Fustel de Coulanges. Op. cit. p. 360.

« Le mot mansus, dit Fustel de Coulanges (1),
» servait dans la langue du temps à désigner les
» lots indépendants les uns des autres et sur chacun
» desquels vivait et travaillait un petit tenancier...
» On le retrouve durant tout le Moyen-Age... Il est
» même resté jusqu'à nos jours dans la langue de
» quelques provinces sous la forme « mas ou mes ».
» Il vient visiblement de la langue que la Gaule
» parlait au temps de l'Empire... Il a son origine
» dans le verbe latin maneo et a ainsi même étymo-
» logie que le mot manant. Le manant est l'homme
» qui habite; le manse est l'habitation ».

Il y avait des manses d'esclaves, des manses d'affranchis, des manses de lites, et des manses de colons.

La condition des esclaves tendait à s'améliorer principalement sous l'influence de l'Eglise (2), et la coutume devait peu à peu assimiler aux colons, les esclaves agricoles.

Les liti ou lidi (3) étaient des colons d'origine

(1) Op. cit. p. 366.

(2) L'Eglise reconnaissait comme légitime le mariage de l'esclave, pourvu qu'il eut été contracté avec le consentement du maître; et elle défendait aux maîtres d'enlever à l'esclave ce qu'il avait ramassé par son travail et son économie. Elle punissait aussi le maître qui tuait son esclave sans juste cause et sans qu'un jugement fut intervenu. Mais l'esclave, même marié, pouvait toujours être vendu; tout ce que fit la législation séculière, ce fut qu'elle défendit de vendre les esclaves aux païens, en dehors des frontières; elle ordonna aussi que la vente eut lieu en présence de l'évêque ou du comte, ou de leurs suppléants.

(3) Esmein. *Histoire du Droit*, p. 85; Thévenin, *Textes*, n° 74, p. 93.

germanique. Leur condition ressemblait fort à celle du colon romain (1).

Lites, affranchis et colons formaient une classe intermédiaire, de plus en plus nombreuse que l'on avait pris l'habitude de désigner sous le nom de population quasi servile. Ils possédaient la personnalité juridique, mais subissaient, comparés aux hommes libres, certaines infériorités.

Le colon de l'époque franque était l'ancien colon romain ou le descendant des colons romains soumis encore à la loi romaine ou à quelque régime analogue. Cette classe devait être une des plus nombreuses ; il y avait des colons sur les terres de l'Eglise où s'était conservé l'usage du droit romain et dans les domaines royaux ; il s'en trouvait aussi dans les possessions privées.

On se demande souvent si l'invasion germanique a rendu leur condition meilleure ou pire. Si l'on se place au point de vue du fait, il est difficile de répondre avec précision : on voit, d'une part, les colons maltraités et dépouillés par leurs maîtres, ou dans les possessions royales par les officiers du fisc ; ils avaient, d'autre part, une certaine aisance, possédaient des serfs, donnaient des fêtes, pillaient les propriétés voisines et opprimaient leurs voisins plus faibles et plus pauvres qu'eux. Mais en droit leur sort n'avait pas changé et leur état contenait les mêmes éléments de liberté et de servitude qu'en droit romain. Ils avaient les droits de famille, car la

(1) Les lites figurent souvent dans les *Leges* et dans les documents mérovingiens et carolingiens.

plupart des colons de Saint-Germain-des-Prés étaient mariés. Ils avaient aussi les droits de propriété, car ils joignaient à leurs tenures d'autres biens, acquis par achat, donation ou succession, qu'ils pouvaient transmettre à leurs héritiers et même laisser par testament à des étrangers.

En somme la condition du colon comme celle du lite ne différait pas beaucoup de celle de l'esclave qui par la coutume et l'influence de l'Eglise allait être transformé en serf.

Le *colon* est toujours réputé homme libre, mais il n'en reste pas moins attaché légalement à la terre et par voie indirecte au propriétaire de la terre qu'il appelle du nom de maître.

Toutefois il cultive sa tenure comme il l'entend. Il n'est soumis à aucune surveillance et les fruits qu'il recueille lui appartiennent. Il doit seulement une redevance au propriétaire.

Cette redevance a ceci de particulier que le propriétaire ne peut l'augmenter. De tous les documents il semble résulter qu'elle se présentait à la fois sous deux formes : une part de fruits fournie par le colon et un certain nombre de journées de travail pour le maître. Le principe, qui, ici, paraît tout dominer c'est que la terre du propriétaire doit avant tout être cultivée, c'est le trait caractéristique de la culture à cette époque, et pendant tout le Moyen-Age.

Ces journées de travail fournies par les colons comme par les lites et les affranchis consistent à faire les *rigæ*, les *curvadæ*, les *manoperæ*. Beaucoup doivent les corvées, les mains-d'œuvre, charrois, coupes

d'arbres, autant qu'il leur en est commandé « facit » omne servitium sibi injunctum, facit manopera in » prato, in messe, ubi vel ubicumque necessitas » fuerit ».

Quant à la quotité de la redevance en fruits, il est assez difficile de la déterminer en l'absence de textes précis. On lit parfois dans le *Polyptyque* d'Irminon (1) : « Arat ad medietatem, laborat ad medietatem » « Tenet eum Amallaicus colonus..... arat » ipsam terram ad medietatem, donat (ou solvit) » denarios iv de capite suo, pullos et ova ». Il s'agit ici de véritables métayers. Guizot (*Civilisation en France*, iv p. 7) nous cite un document de l'année 819 qui mentionne la culture à mi-fruits sur les terres seigneuriales. C'est le texte de la donation d'un manoir faite par Haganon à l'abbaye de Saint-Martin de Tours : « Je donne à l'abbé Fridegies notre manoir » seigneurial... avec les hommes qui demeurent là » et que nous y avons établis pour y vivre comme

(1) Charlemagne voulut connaître l'état des terres et l'état des personnes dans son empire. Il ordonna qu'il fut fait de chaque domaine un court inventaire, où fut marqué avec l'étendue et la nature des terres l'état social de chaque habitant. Ses instructions furent exécutées sur les domaines du fisc et sur ceux des monastères et des évêchés.

A cette époque, des milliers de domaines eurent leur description.

Les descriptions des divers domaines d'un même propriétaire, par exemple d'une abbaye, étaient réunies dans un registre à plusieurs feuillets, que l'on nommait « polyptyque ».

Les polyptyques les plus connus sont :

Celui de Saint-Germain-des-Prés, rédigé au ix^e siècle, du temps de l'abbé Irminon ; il a été publié par Guérard, en 1843, avec de savants prolegomènes, et, de nouveau, en 1886, par M. Longnon.

Celui de Saint-Remi, de Reims.

» des colons... et nous ordonnons que ces hommes
» cultiveront la terre, les vignes, et toutes choses à
» mi-fruits, et qu'on ne leur demandera rien de plus,
» et qu'après ils n'auront point de trouble à souffrir ».

En définitive les obligations du colon ou de l'esclave en redevances et en corvée sont le plus souvent de même nature, de même que leurs manses ne diffèrent pas essentiellement l'un de l'autre. D'où, cette conséquence, qu'il ne faut pas être surpris de voir s'égaliser, au siècle suivant, la condition de tous ces hommes qui vivaient côte à côte sur les domaines des riches, c'est-à-dire des grands propriétaires.

§ IV. *Période Féodale.* — I. *Le Fief.* — Le seigneur féodal pouvait concéder, par inféodation, une partie de sa terre, à charge de foi et d'hommage : c'était la tenure noble ou fief.

Le fief est l'unité constitutive du groupement féodal et comme la cellule de cet organisme. Mais le groupe féodal n'est pas seulement constitué par le seigneur et ses vassaux, d'autres personnes y sont encore rattachées, mais pour y jouer un rôle secondaire et subordonné : ce sont les cultivateurs : vilains ou serfs.

Ce sont d'abord des vilains de franche condition, qui ont reçu des concessions de terre, soit du seigneur chef du groupe, soit de ses vassaux ; mais ces concessions sont d'une tout autre nature que le fief ; elles sont faites moyennant des prestations de valeur pécuniaire, en argent ou en nature et on les appelle tenures roturières.

Ce sont aussi des serfs qui sont attachés aux terres du seigneur ou à celles de ses vassaux et dont les tenures sont dites « serviles ».

Toutes ces personnes ne sont point des membres actifs du groupe féodal. Elles n'ont de rapport direct qu'avec celui dont elles sont les tenancières ou à la terre de qui elles sont attachées, et leur état comporte plus de devoirs que de droits. Ce sont elles qui, par leur travail et leurs redevances, fournissent aux besoins économiques du groupe féodal tout entier.

II. *Les tenures roturières.* --- Les tenures roturières ou concessions de terres faites aux membres inférieurs du groupe féodal présentaient des combinaisons nombreuses et variées. Les principales étaient la censive, le champart, la rente féodale.

Les services dus par les tenanciers consistaient en prestations de valeur pécuniaire : une somme d'argent ou des fruits de la terre périodiquement fournis. Le lien qui unissait le tenancier au seigneur était donc ici réel et non personnel. En dehors de cela, la tenure roturière copiait le fief. Le domaine était divisé en deux fractions : domaine direct et domaine utile. Viagères et inaliénables à l'origine, ces tenures devinrent patrimoniales, comme le fief et à peu près aux mêmes conditions.

Le champart était peu connu dans le Limousin, mais très usité dans le Poitou et la Marche, sous le nom de « droit à terrage ou agrier à perpétuel ».

Le bail à champart conférait au bailleur le droit d'exiger une portion de la récolte d'un champ ou

d'un héritage, campi partus. Elle se levait sur les fruits des terres baillées à champart, « tant en bled, » orge, avoine, pois, fève, chanvre, qu'autres fruits ». (*Coutume de la Marche*, article 331).

Le bail à champart était perpétuel. Le champarteur avait le domaine utile, le seigneur ne conservant que le domaine direct.

Au point de vue du partage des fruits, le champart était fixé tantôt à la dixième, tantôt à la douzième, tantôt à la treizième gerbe. Le champart portait exclusivement sur les fruits de la terre, en exceptant toutefois les prés et les bois qui n'y étaient pas sujets, et jamais sur le produit des bestiaux.

Le seigneur terrager était averti dès que la récolte était faite. Il avait alors un laps de temps très court pour se rendre sur les lieux et prendre connaissance de ce qui lui revenait. « Celui qui tient terre à » terrage d'aucun seigneur doit requérir son seigneur » de qui il tient les dites terres, ou son commis, de » venir terrager le bled quand il est scié, lequel » seigneur est tenu d'aller terrager après la dite » requeste et dans vingt-quatre heures ». Art. LXIV de la *Coutume du Poitou* (1).

Le terrage devait être porté dans la maison du bailleur et dans son entier. Par suite, si en chemin, il était dû des droits de péage et autres semblables, c'est le champarteur qui les devait acquitter.

Enfin, le champarteur, par le fait même qu'il avait

(1) *Commentaires sur la Coutume du comté et pays du Poitou*, anciens ressorts et enclaves d'iceluy, par M^e Pierre Liège, avocat en Parlement et doyen au siège présidial de Poitiers, 1645.

le domaine utile, pouvait céder ses terres ou les sous-louer, mais il ne pouvait établir sur ses terres qu'une charge simplement foncière, la céder, par exemple, par un bail à rente foncière. Le champarteur était tenu de cultiver ou faire cultiver les terres sous peine de se les voir retirer par le bailleur. (Art. 331 de la *Coutume de la Marche*).

III. *Tenures serviles*. — Les tenures serviles ou terres concédées par un seigneur à ses serfs, présentaient une grande analogie avec les tenures roturières. C'étaient, de part et d'autre, des services de même nature qui étaient dus par le tenancier. Mais elles en différaient, cependant, par deux traits importants : dans la tenure roturière, l'origine de la concession étant un contrat, les prestations étaient fixes, arrêtées par la convention. Dans la tenure servile, au contraire, il y avait une simple grâce du concédant et souvent la coutume admettait que l'autorité seigneuriale pouvait arbitrairement imposer la tenure comme la personne du serf. D'autre part, la tenure servile ne devint jamais héréditaire ni aliénable.

Dans la pure société féodale, la classe des serfs comprenait la plus grande partie de la population agricole... En elle s'étaient concentrées et fondues les classes servile et quasi servile de la Monarchie Franque. Les descendants des anciens colons, lites et affranchis, étaient devenus des serfs, et au cours des x^e et xi^e siècles, l'esclavage avait été transformé en servage par la Coutume.

Quelle que fût leur origine ou leur dénomination

locale, la condition de tous les serfs était la même en un point juridiquement essentiel: ils avaient la personnalité juridique et pouvaient, par conséquent, fonder une famille et avoir un patrimoine.

On dit communément que le serf était attaché à la glèbe à perpétuelle demeure. Cette définition très juste, en ce qui concerne le colon gallo-romain ne s'applique pas exactement au serf. C'est à une seigneurie, et non à une parcelle de terre déterminée qu'était attaché le serf.

D'ailleurs, la situation faite aux serfs variait à bien des points de vue. Il y avait, en effet, plusieurs catégories de serfs. Les uns étaient dits « serfs de corps et de poursuite », d'autres « serfs de servitude simplement personnelle » ou « serfs de servitude réelle ». C'étaient les mieux traités, car leur servage n'était que la conséquence d'une tenure servile qu'ils possédaient. Dès lors, s'ils abandonnaient cette tenure, ils dépouillaient par là même la condition servile et pouvaient désavouer le seigneur. Il est vrai, toutefois, que la plupart du temps, la Coutume n'ouvrait la liberté à ce serf que si, outre sa tenure servile, il abandonnait au seigneur tout ou partie de ses autres biens meubles et immeubles (1).

Le serf payait des redevances extrêmement variées, dont les trois principales étaient le chevage, la taille et la corvée, outre les redevances qu'il devait acquitter à cause de sa tenure.

Le chevage (*capitalicium*, *cavagium*, *census capitis*)

(1) Esmein. (Op. cit. p. 226 et suiv.).

était une capitation, une somme fixe (1) que le serf payait tous les ans au seigneur à une date déterminée : c'était la reconnaissance périodique et solennelle de la servitude par le serf.

La taille était un véritable impôt direct que le seigneur levait sur le revenu et les économies du serf.

Les corvées étaient des journées de travail que le serf devait gratuitement au seigneur, dans des conditions déterminées par l'usage des lieux.

Au début les serfs étaient complètement à la merci du seigneur ; on les disait « taillables haut et bas », « taillables et corvéables à merci ». (2) Mais assez souvent la fixité s'introduisit, soit par voie d'abonnement, soit par l'effet de la Coutume.

Ce qui caractérisait surtout la condition du serf, outre l'attache à la seigneurie, c'étaient les incapacités qui pesaient sur lui. Elles étaient au nombre de deux principales, représentées par le droit de « formariage » (3) et le « droit de mainmorte » (4) : l'une

(1) Cette somme était ordinairement peu importante, assez souvent deux ou quatre deniers, ou quelques livres de cire. Esmein, p. 228.

(2) *Beaumanoir*, XLV, 36, 37.

(3) Le mot par lui-même (*foris maritagium*) indique un mariage que le serf voulait contracter en dehors de la population servile de la même seigneurie : il voulait épouser soit une personne de franche condition, soit une personne de condition servile, mais dépendant d'un autre seigneur. La Coutume défendait de semblables mariages, sauf autorisation du seigneur.

(4) Le serf pouvait librement acquérir des biens, sauf les tenures nobles et même parfois les roturières.

Il pouvait, en principe, aliéner entre vifs les biens qu'il avait acquis, mais il était incapable de transmettre à cause de mort ; c'est ce qu'on exprimait en l'appelant homme de main-morte, car la main était prise dans le vieux langage comme l'organe de la transmission. (Ce droit, très rigoureux, ne se maintint pas longtemps).

concernant les droits de famille et l'autre le patrimoine.

Sous l'influence de sentiments religieux ou de raisons d'intérêts pécuniaires, beaucoup d'affranchissements de serfs se produisirent à la fin de cette période ; c'est de l'année 1315 (1) que date la première ordonnance royale, autorisant moyennant finances l'affranchissement des serfs relevant directement du roi.

La Coutume amena de plein droit, dans bien des pays, la disparition du servage, en abolissant par la désuétude les droits et incapacités qui caractérisaient la condition servile. Comme antérieurement aux ^{x^e} et ^{xi^e} siècles, elle avait transformé l'esclave en serf, de même, elle transforma au ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles, le serf en roturier. Cela fut d'autant plus facile que les seigneurs purent garder sur leurs anciens serfs une partie des droits qui avaient antérieurement pesé sur eux.

Il faut cependant rappeler que le servage continua d'exister dans quelques contrées de la France, notamment dans la Marche où les articles 128 et suivants de la Coutume, qui le régissaient, étaient restés en vigueur ; dans le Nivernais, le duché de Bourgogne, la Franche-Comté, l'Auvergne, le Bourbonnais (2). La Basse-Marche suivait la Coutume du Poitou et le servage y fut aboli très tôt.

(1) Edit de Louis X le Hutin.

(2) D'après M. Autorde, la condition des serfs, dans la Marche, n'était pas très rigoureuse ; leurs relations avec les seigneurs se bornaient à des règlements d'intérêts purement

Là même, où le servage avait été maintenu, la condition servile fut améliorée.

Le préambule de l'édit du 8 août 1779 porte que le roi Louis XVI aurait voulu « abolir, sans distinction, ces vestiges d'une féodalité rigoureuse », que « l'état des finances ne lui permettait pas de racheter ce droit aux mains des seigneurs », mais qu'il l'abolissait complètement et sans indemnité sur les terres de la couronne et invitait les seigneurs à suivre son exemple à l'égard de leurs serfs.

C'est dans la nuit du 4 août 1789 que fut décrétée la liberté des derniers serfs.

Les paysans étaient restés maintenus dans le servage jusqu'à la Révolution.

Pour certains auteurs, le serf, astreint à des corvées et à des redevances fixes, devait, du jour où il fut libre, se transformer en cultivateur à parts de fruits, en colon. C'est l'opinion d'Adam Smith.

matériels, de redevances attachées à la terre plutôt qu'à la personne.

(Autorde : *Le servage dans la Marche*, depuis la publication de la *Coutume* jusqu'à la Révolution. *Bulletin de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, 1891, p. 135 à 150).

« En la Marche, dit la Coutume, toutes les personnes sont » franchises et de franche condition, et ceux qui sont nommez » et reputez serfs et mortuables au dit païs, c'est à cause » des héritages qu'ils tiennent et possèdent, quand les dits » héritages sont de la dite condition serve ou mortuable ».

Coutumes vénérables du Haut Païs du comté de la Marche, publiées et accordées es-présences de nous, Roger Barme, président, et Nicole Brachet, conseiller du roi, notre sire, en sa cour du Parlement, commissaires en cette partie ; la dite publication faite en la ville de Guéret au dit comté de la Marche, présens à ce en grand nombre plusieurs des gens d'Eglise, nobles, praticiens et bourgeois, tant de la dite ville que des autres villes du dit haut païs d'icelui comté, le 22^e jour du mois d'avril 1521, après Pâques.

Il est vraisemblable, disent-ils, que les seigneurs devaient se soucier assez peu de recevoir la moitié des fruits qu'on récoltait sur leurs vastes domaines, car après la quantité suffisante pour nourrir leur famille et les gens de leur service et la réserve nécessaire pour parer à toute disette, qu'auraient-ils fait de l'excédent presque considérable ? D'ailleurs pour les seigneurs, la terre n'était-elle pas un moyen de puissance plutôt qu'un moyen de subsistance ? Ils n'avaient qu'un but : augmenter leur territoire pour accroître la terreur qu'ils inspiraient et affermir par là leur autorité.

Ainsi, il faudrait donc admettre suivant ce raisonnement, qu'au Moyen-Age, la terre était cultivée par le système des corvées et moyennant des redevances fixes, et conclure que la culture à part de fruits et, en particulier le métayage, étaient ignorés !

Mais si nombreux qu'aient été les serfs au Moyen-Age, ils ne constituaient point à eux seuls toute la population rurale. A côté d'eux, en effet, en plus ou moins grand nombre, se trouvaient des hommes francs. Ces tenanciers libres étaient le plus souvent désignés sous le nom de vilains (vilani) ; on les appelait encore roturiers (rustici) ou hommes de poeste (homines potestatis). (1)

IV. *Tenures foncières.* — Les tenures féodales n'étaient pas les seules qui existassent à cette épo-

(1) Le mot vilain dans les textes du xiii^e siècle, dit M. Esmein (op. cit. p. 241), désigne tantôt les roturiers des campagnes et tantôt les serfs.

que. Il en était une autre classe, très importante et très féconde en types variés : les tenures purement foncières. C'étaient de simples amodiations de la terre, et elles n'impliquaient aucune supériorité du concédant sur le concessionnaire. « La Révolution les » traita autrement que les tenures féodales ; tandis » qu'en définitive, par les lois de la Convention, dit » M. Esmein, elle abolit sans indemnité toutes les » tenures féodales, elle laissa généralement, au con- » traire, subsister les tenures foncières, sauf faculté » de rachat pour le tenancier ».

Parmi ces tenures, les unes étaient des baux perpétuels ou à très long terme, dans lesquels le droit du preneur était très fort. Les autres avaient transféré au tenancier, non pas seulement la jouissance, mais encore la pleine propriété de la terre ; seulement le bailleur se réservait une rente annuelle, et le droit de percevoir cette rente avait le caractère d'un droit réel qui pesait sur le fonds en quelques mains qu'il passât.

Le plus souvent, ces tenures foncières se superposaient aux tenures féodales, grevant, entre les mains du possesseur, la propriété d'une double charge ; celui, par exemple, qui acquérait une censive du censitaire à charge de rente foncière, devait le cens au seigneur et la rente au crédit-rentier. Aussi devinrent-elles aussi gênantes que les tenures féodales elles-mêmes. La propriété foncière dans beaucoup de mains se trouvait ainsi accablée de charges diverses, résultant du système des tenures, sans compter l'impôt royal et la dime payée à l'Eglise qui vinrent

bientôt alourdir le fardeau supporté par le peuple des tenanciers (1).

Et cependant, à l'origine, ils avaient été bienfaiteurs, ces baux perpétuels ou à longue durée qui furent en France, jusqu'en 1789, la condition commune du sol. Ils facilitèrent l'exploitation des grands domaines seigneuriaux qui seraient en partie demeurés incultes sans ce secours ; ils rendirent possibles les travaux agricoles qui exigent de la persévérance, et en outre ils répondirent le mieux aux désirs des populations rurales auxquelles ils assurèrent la stabilité de leurs tenures, en attendant la consolidation définitive de la propriété ; ils favorisèrent l'accès des paysans aux bienfaits de la possession de la terre et leur garantirent la transmission du fruit de leur labeur à leur postérité.

M. Garsonnet classe les baux perpétuels ou à longue durée en trois catégories distinctes :

- 1^o les baux qui ne transfèrent pas la propriété ;
- 2^o les baux qui transfèrent le domaine utile comme le bail à cens seigneurial et l'emphytéose ;
- 3^o les baux qui transfèrent la propriété, bail à rente foncière et ses variétés, etc...

Parmi les premiers, le « *bail à métairie perpétuelle* » était autrefois très fréquent dans la Marche (Basse et Haute-Marche) et le Limousin. Il a été interdit par la loi du 18 juillet 1889, article 1^{er}.

Quelle était la nature de ce bail dans l'ancien droit ? Constituait-il une aliénation de fonds à charge

(1) Voir le tableau détaillé de ces charges dans Boncerf, *Les inconvénients des droits féodaux*, Londres, 1776.

de redevance, ou bien n'était-il qu'un simple bail d'une durée illimitée ?

Comme le bail héréditaire d'Alsace, l'albergement du Bugey, le bail à locatairie perpétuelle du Languedoc, le bail à complant de la vallée de la Loire ou de Saint-Jean-d'Angély, le bail à domaine congéable de Bretagne, qui sont eux aussi des baux perpétuels ou à long terme, le bail à métairie perpétuelle de la Marche et du Limousin ne conférait qu'un simple droit réel de jouissance au preneur, à l'exclusion du domaine utile. Au contraire la locatairie perpétuelle de Provence, le bail à complant de La Rochelle, déplaçaient la propriété. — En un mot, le bail à métairie perpétuelle ne donnait au preneur que les droits d'un métayer ordinaire et le laissait soumis aux mêmes obligations. Ainsi le preneur n'avait pas le domaine utile et ne pouvait exercer les actions possessoires et pétitoires qui n'appartiennent qu'au propriétaire. Tout comme le métayer ordinaire, il cultivait à moitié fruits, était chargé de payer les tailles et les rentes et était tenu à diverses obligations accessoires. Il ne devait pas vendre les bestiaux sans l'autorisation du maître, il ne pouvait couper les arbres du domaine et devait se contenter du bois mort et des branches pour ses clôtures et son chauffage. Le propriétaire conservait la direction et la surveillance de la culture, en même temps qu'il était seul chargé de la réparation des bâtiments.

Mais là où la condition du preneur à métairie perpétuelle s'écartait sensiblement de celle du métayer ordinaire, c'était en ce qui concernait la qualité de

son droit qui n'était pas personnel mais réel. Le bail se transmettait en effet du colon à ses descendants : les filles n'étaient point exclues. Lorsque l'une d'elles épousait un étranger, elle conservait son droit à la concession. Quand la famille devenait trop nombreuse ceux de ses membres qui s'en séparaient recevaient une indemnité des autres, mais il n'était pas permis d'augmenter le nombre des habitations et d'aggraver ainsi la charge du propriétaire, il ne devait y avoir sur le domaine qu'un seul feu. Le propriétaire avait le droit d'interdire toute cession de bail au tenancier et de refuser son consentement à tout acte de cette nature. Si le colon passait outre, le bailleur avait le droit de congédier le nouveau venu. En outre, le bailleur pouvait lui retirer l'héritage s'il le dégradait ou cessait de le cultiver pendant trois ans. L'article 331 de la coutume de la Marche est ainsi conçu :

« Si aucun a baillé aucune terre à droit de terrage
» ou agrier à perpétuel, et celui à qui elle est baillée
» laisse la dite terre en friche, sans la labourer par
» trois cueillettes, telles que les semblables terres
» ont accoutumé porter, celui qui a baillé la dite
» terre la peut reprendre, et la remettre en son
» domaine ou bailler à autre, déclaration sur ce faite
» par juge compétent; et néanmoins pourra conclure
» ses dommages et intérêts pour les années passées,
» — et à semblable des métairies perpétuelles ».

Le bailleur avait le droit dans ce sens d'expulser le colon, pourvu qu'il lui abandonnât un tiers du domaine en pleine propriété, ou qu'il lui versât une somme représentant la valeur de ce tiers. Le métayer

avait donc un droit éventuel sur une partie de l'immeuble ; mais ce n'était qu'une indemnité du préjudice causé par son expulsion et non un véritable démembrement du domaine.

De son côté, le colon ne pouvait se retirer sans cause légitime. Cependant, s'il venait à décéder, ne laissant pour représentants que des femmes ou des enfants mineurs, ceux-ci n'étaient pas obligés de continuer l'exploitation.

La communauté de famille, autrefois si répandue, se retrouvait toujours dans ce genre de métairie.

Ces baux à métairie perpétuelle se sont maintenus pendant très longtemps dans la Marche et le Limousin. La plus ancienne baillette sur le métayage, dans la région qui ait été retrouvée, est une baillette de métairie perpétuelle. Elle date de l'année 1448 et concerne divers domaines de Royères (Creuse).

Nous ne possédons aucun document qui nous permette de savoir si le bail temporaire existait au Moyen - âge. Les Archives départementales de la Haute-Vienne et de la Creuse, dont les inventaires ont été publiés, contiennent d'ailleurs très peu de documents relatifs au Moyen-Age. Les anciens fonds des couvents et des abbayes, qui ont été versés à ces archives, contiennent surtout des contrats d'accensement, mais très peu de contrats de métayage. Nous déplorons que le temps ne nous ait pas conservé les contrats passés par les particuliers.

Nous ne serions pas d'ailleurs éloigné de penser que le bail à colonage temporaire ait été inconnu ou peu pratiqué à cette époque, où les concessions

de propriété, de jouissance, de rente foncière, de privilège se faisaient pour une durée indéfinie. On peut très bien comprendre qu'on ait introduit dans les contrats de colonage cette perpétuité qui était l'un des éléments ordinaires de toute convention.

« Comment, d'autre part, dit M. Troplong, le bail » temporaire aurait-il pu trouver des biens empressés, lorsque les concessions perpétuelles étaient un » aiguillon à peine suffisant pour donner à la terre » les ouvriers dont elle manquait. Le bail à ferme ou » à métairie temporaire ne pouvait donc naître » qu'avec la liberté de la classe agricole ».

Quoiqu'il en soit, il est de toute évidence que le colonat partiaire s'est conservé dans le Limousin (1) à peu près tel qu'il était sous la domination romaine, et qu'il y est resté le mode de culture le plus usité, même à l'époque féodale.

Ceci s'explique par ce fait que les traditions romaines, qui avaient pénétré au cœur de ce pays, s'y sont mieux conservées que partout ailleurs. En effet, le pays est d'un accès difficile : les rivières ne sont point navigables, et les chemins deviennent bien vite impraticables. Les cours d'eau, toujours à sec pendant la sécheresse, se gonflent démesurément pendant l'hiver et dégénèrent facilement en torrents. Ils quittent leurs lits, s'épandent dans les vallées où

(1) Il ne faut pas oublier que ce n'est qu'au x^e siècle que fut détachée du Limousin la province qui, au xiv^e siècle, devait se diviser en Haute et Basse-Marche. Au ix^e siècle, le Limousin avait à peu près l'étendue totale des trois départements actuels : Haute-Vienne, Creuse et Corrèze.

ils creusent de profonds ravins. Dès le ^{vii}^e siècle, les admirables voies romaines dont on découvre des restes remarquables sur tous les points de la Basse-Marche (1), étaient ruinées faute d'entretien. Les seuls moyens de communication avec les pays avoisinants étaient par là même rompus. La province dût vivre d'une vie propre et continuer les pratiques que lui avaient léguées les Romains, de même qu'elle continua pendant très longtemps à parler cet idiome limousin si voisin de la langue romane que certains auteurs les prétendent identiques (2).

M. Achille Leymarie pense, lui aussi, que le

(1) Châteauponsac. — Outre la voie romaine de Saintes à Clermont et à Lyon, qui traversait le Limousin et passait par Clermont, il en existait une autre très importante qui allait de Limoges à Poitiers, par Mas-Vergnes, Saint-Gence, Cieux, Mortemart, Nouic, Gajoubert, l'Isle-Jourdain.

(2) « Le principal document, dit M. A. Leymarie, sur lequel on s'appuie pour démontrer l'antiquité de la langue romane, le serment de Louis le Germanique, fait en 842, aux sujets de Charles le Chauve, c'est-à-dire aux Aquitains dont les Limousins faisaient partie, contient un grand nombre d'expressions que l'on retrouve dans les pièces les plus anciennes, écrites en langue Limousine, qui nous soient parvenues ».

M. Leymarie fait encore une remarque, que nous croyons devoir reproduire ici et qui est relative à l'essor donné aux lettres au ^{xi}^e siècle par les troubadours :

« On voit, dit-il, en parcourant les deux manuscrits qui contiennent la vie et les ouvrages des poètes provençaux, que sur plus de cent dont il est parlé, dix à peine sont sortis de la Provence proprement dite ; le reste appartient aux autres provinces méridionales, et le Limousin en peut revendiquer une douzaine pour sa part ».

Gaucelm Feydit, Bernard de Ventadour, Guirautz de Borneil, qui inventa la chanson, trois parmi les plus illustres d'entre les poètes provençaux, sont des Limousins.

Guirautz de Borneil, « si fo de Lemozi, de l'Encontrada d'Esidueil, d'un ric castuel del viconste de Lemoges », allait par les cours, menant deux cantadours qui chantaient ses chansons (anava per cortz e menava dos cantodors que chantavan las soas chansos).

colonage partiaire n'a pas cessé d'être pratiqué dans le Limousin depuis l'époque gallo-romaine. « Ce mode de culture, dit-il, continue cependant de subsister sur certains points du sol où les Coutumes romaines avaient poussé de profondes racines ; dans les contrées méridionales, particulièrement où la population gallo-romaine avait été refoulée, et où les Barbares ne pénétrèrent que très tard, les propriétaires continuèrent de faire exploiter leurs domaines par des colons partiaires qui s'y sont perpétués jusqu'à nos jours. Mais ce fut là l'exception... » (*Histoire des Paysans en France*, p. 130).

Le métayage n'a donc pas cessé d'être en honneur dans la Basse-Marche pendant la féodalité. Nous n'en voulons comme preuve que le développement intensif pris par ce contrat dès le xve siècle, développement qui n'a été possible que par la continuité d'usages anciens et bien établis.

A côté de la métairie perpétuelle qui était un bail perpétuel ne conférant que la jouissance, on trouvait dans la Basse-Marche un bail perpétuel conférant la pleine propriété : « *le bail à rente foncière* ». Par le bail à rente foncière, le propriétaire d'un fonds l'aliénait moyennant une rente perpétuelle ; cette rente n'impliquait aucune réserve du domaine éminent au profit de l'aliénateur, aucune supériorité des fonds qu'il gardait sur ceux dont il disposait ; le bailleur ne retenait qu'un droit réel immobilier qui lui garantissait le paiement régulier des arrérages à la façon d'une hypothèque. Toutefois il ne dépendait pas

de l'acquéreur, débiteur de la rente foncière, d'éteindre celle-ci en remboursant le capital. La rente foncière n'était pas rachetable : le débiteur avait, dit-on, vendu, moyennant un fonds de terre, le droit d'exiger de lui des arrérages ; il ne pouvait le racheter. Il n'avait que la faculté de déguerpir s'il désirait se soustraire pour l'avenir au paiement des arrérages.

Le bail à rente foncière était, d'après Locré, la tenure la plus répandue en France vers 1789. Le décret du 18-29 décembre 1790 déclara les rentes foncières rachetables ; le bailleur put être exproprié moyennant indemnité.

§ V. *Du XV^e siècle à nos jours.* — De nombreux livres de raison et registres de famille, les papiers conservés soit dans les études de notaires, soit chez les particuliers, les cartulaires des anciennes abbayes prouvent que dès la fin du xv^e siècle, loin d'être une quantité négligeable, les métayers formaient la majorité des petits cultivateurs dans la Basse-Marche

C'est dans les *Livres de Raison*, registres de famille et journaux individuels Limousins et Marchois, publiés par M. Louis Guibert en 1888, que l'on trouve la plupart des documents susceptibles de nous renseigner sur l'histoire du métayage et sa situation dans notre région au xv^e siècle.

On possède une quantité considérable de baillettes dressées aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles. De leur analyse, il ressort clairement que le contrat de colonoage présentait déjà tous les traits qui le caractérisent de nos jours.

Aux ix^e, x^e et xi^e siècles, il n'était nullement

question, dans les Polyptyques, de cheptel. Au xv^e siècle, on voit entrer cet élément dans tous les baux. Les propriétaires ont dû, pour se procurer des travailleurs sur leurs terres incultes, leur faire certaines avances et leur prêter les bestiaux qu'exigeait la culture de leurs terres.

Mais le cheptel vif est encore seul connu. Les instruments de travail étaient, il est vrai, très rudimentaires, et le métayer les fabriquait lui-même la plupart du temps.

Dans le cheptel vif lui-même, les bœufs, vaches et veaux étaient seuls l'objet d'une évaluation, les brebis et les ruches étaient comptées et n'entraient pas dans l'estimation.

Ces animaux composant la souche du cheptel restaient la propriété du maître et celui-ci en touchait le montant lorsqu'on les vendait. Seuls les bénéfices réalisés sur les animaux « faits de croit » étaient partagés entre le propriétaire et le cultivateur.

Quelle était la part du colon dans ce partage et dans celui des fruits ?

Il est difficile de le savoir jusqu'au xv^e siècle. Mais à partir de cette époque le métayer cultive à moitié fruits (*ad medium lucrum*). Nous avons cependant trouvé une baillette dans laquelle il est fort bien spécifié que les « blés et fruys se partiront (partage-
« ront) par tiers... assavoyr audit escuyer (le proprié-
« taire) ung tiers et aux preneurs (les colons) les
» deux tiers.... » (1)

(1) Baillette du 31 mars 1573, par le seigneur de La Mothe, d'une métairie de Tersannes (Haute-Vienne). *Archives de l'Hôpital de Magnac-Laval* (H.-V.), série B, 12.

On peut considérer que ce partage fut une exception motivée par des circonstances particulières et non pas dans les usages de la région.

§ VI. *Développement du métayage.* — A la fin du xvi^e siècle, en 1599, année où l'on imprima le *Théâtre d'agriculture et mesnage des champs* d'Olivier de Serres le fermage était le mode d'exploitation le plus usité. C'était le seul en honneur dans les propriétés « du roi, des princes, des grands seigneurs des com-munautés, des pupilles et autres... (1) ».

Moins de deux siècles plus tard, Turgot prétendait que le métayage s'appliquait aux 4/7 du territoire, Arthur Young, aux 7/8, et Adam Smith, aux 5/6 (2).

Ce développement extraordinaire pris par le métayage est dû à des causes multiples.

La pauvreté des cultivateurs et la rareté du numéraire ne permettaient de demander le plus souvent que des redevances en nature.

(1) Olivier de Serres fut le premier à prôner le métayage : « Voulez-vous, écrivait-il, vous décharger de l'importune » peine et souci du mesurage sans abandonner votre bien à » la merci du fermier ? Baillez-le à cultiver à demi-fruits, » au 1/3, au 1/4, ou à d'autres conditions acceptables selon » le pays. (Op. cit. Edition de 1804).

(2) Taine, dans ses *Origines de la France contemporaine*, t. I, p. 445, écrit qu'en 1789, le bail à colonage partiaire était le mode d'exploitation des 7/8 de la France.

A. Young, « La tenure par métayers est peut-être celle des 7/8 des terres de France ; elle comprend presque toute la Sologne, le Berry, la Marche, le Limousin, l'Anjou, la Bourgogne, le Bourbonnais, le Nivernais, l'Auvergne, etc.. On la trouve même en Bretagne, dans le Maine, en Provence et dans toutes les provinces méridionales ».

Le système d'imposition adopté par la royauté ne fut pas également sans influence sur le développement des modes de tenure tant à cause de sa grande variabilité qu'à cause de son caractère d'impôt sur le revenu.

Enfin l'élévation constante du taux des salaires, la rareté et la cherté de la main d'œuvre furent pour beaucoup dans l'extension prise par le métayage. Elles rendirent impossible l'exploitation directe des terres d'une certaine étendue.

D'après Young (1) le prix de la journée était de 2 à 3 sous au commencement du xvi^e siècle ; de 12 à 18 en 1760, de 20 à 25 à la veille de la Révolution (2).

« Sur les bords de la Loire, dit Boullay (3), on paie la journée des vendangeurs 12 sous en 1710 ; 18 en 1714, 22 en 1720 ».

D'après Albert Babeau (4) : Alors que sous Louis XIV, on donnait aux valets de ferme de 22 à 30 livres par an, plus une paire de bas, une paire de sabots ou de souliers et une chemise, sous Louis XVI, un maître charretier recevait 150 livres de gages et autant pour indemnité de nourriture.

La rareté des travailleurs faisait accroître leurs gages en même temps que leurs exigences : « Ils » veulent gagner en un jour, disait-on dans le Berry,

(1) *Voyages en France* (II, 270 à 272).

(2) Le sou était la vingtième partie de la livre et valait 12 deniers (de cuivre).

(3) *Manière de bien cultiver la vigne dans le vignoble d'Orléans* (3^e édition, 1723, p. 556 à 559).

(4) *La Vie rurale*, p. 116

» de quoi vivre sans rien faire durant plusieurs
» jours. Les cultivateurs sont les esclaves de leurs
» valets et reçoivent comme un bienfait le peu de
» travail qu'ils obtiennent. Cependant, les gages de
» ces hommes qui deviennent de plus en plus
» mauvais, renchérissent d'années en années ».



CHAPITRE II

Condition des Métayers

PARTICULIÈREMENT A LA FIN
DU XVIII^e SIÈCLE

§ I. — Ressources du métayer

I

Malgré l'importance prise par le métayage, il n'y eût peut-être jamais d'institution qui fut combattue avec plus d'ardeur. Les agronomes, les économistes et tous les publicistes qui s'occupèrent de cette question au XVIII^e siècle et dans la première moitié du siècle dernier, s'accordèrent pour en démontrer les inconvénients.

Adam Smith déclarait que le métayage donnait des résultats déplorables, à cause du manque nécessaire de capitaux (1).

J.-B. Say, Hippolyte Passy, cherchèrent à montrer qu'il était un obstacle aux améliorations agricoles et qu'on avait intérêt à ne pas le pratiquer.

Tous s'accordaient à dire qu'il était une cause de ruine pour le propriétaire et la source de toutes les misères du cultivateur. Pour Turgot, les provinces exploitées par métayers, provinces qu'il appelle pays de petite culture sont « celles où il n'existe point » d'entrepreneurs, où un propriétaire qui veut faire

(1) Adam Smith, II, p. 138.

» valoir sa terre ne trouve pour la cultiver que de
» malheureux paysans qui n'ont que leurs bras ; où
» il est obligé de faire à ses frais toutes les avances
» de la culture : bestiaux, instruments, semences,
» d'avancer même à son métayer de quoi se nourrir
» jusqu'à la première récolte ; où par conséquent,
» un propriétaire qui n'aurait d'autre bien que sa
» terre serait obligé de la laisser en friche. C'est
» dans ce pays (ajoute-t-il), que le proverbe : « Tant
» vaut l'homme tant vaut la terre », est exactement
» vrai, parce que la terre par elle-même n'y a
» aucune valeur ». « Après avoir prélevé la somme
» et les rentes dont le bien est chargé, le propriétaire
» partage avec le métayer le reste des fruits, suivant
» la convention qu'ils ont faite entre eux. *Le pro-*
» *priétaire qui a fait les avances court tous les*
» *risques des accidents de récolte, des pertes de*
» *bestiaux* ; il est le seul véritable entrepreneur de
» culture. Le métayer n'est qu'un simple manœuvre,
» un valet auquel il abandonne une partie des fruits
» pour lui tenir lieu de gage ». « Mais le propriétaire
» n'a pas dans son entreprise les mêmes avantages
» que le fermier qui les conduit lui-même avec
» attention et avec intelligence. Le propriétaire est
» forcé de confier toutes ses avances à un homme
» qui peut être négligent ou fripon et qui n'a rien
» pour en répondre (1) ».

Il considérait, en définitive, le métayage comme un mode de culture inférieur, tenant le milieu entre l'exploitation par des esclaves et l'exploitation par

(1) Turgot (*Œuvres*, 1-544).

des fermiers, comme un pis aller, un système transitoire devant céder la place au fermage.

Quant à A. Young, il écrivait en 1787 : « Au premier coup d'œil, il paraît que ce sont les propriétaires qui souffrent le plus du système de cultiver par métayers ; mais après un sérieux examen, on trouve les tenanciers dans la plus grande pauvreté et quelques-uns même dans la misère.

» Dans le Limousin, les métayers ne sont guère considérés que comme des domestiques que l'on renvoie à loisir et qui sont obligés de se conformer en tout à la volonté de leurs seigneurs ; on compte que la moitié des tenanciers doivent beaucoup au propriétaire, de sorte qu'il est souvent obligé de les renvoyer avec la perte de ces dettes, pour empêcher que ses terres restent en friche ».

De tous les documents, de tous les mémoires, il ressort clairement que le paysan marchois, comme le paysan limousin d'ailleurs, n'a pas dû être heureux durant le Moyen-Age et pendant les trois siècles qui ont précédé l'administration si féconde de Turgot. Dans tous les livres de cette époque qui traitent de son agriculture, ce n'est qu'un concert de lamentations ; et, dans la plupart des auteurs le gentilhomme aussi bien que le paysan limousin sont pour la grossièreté de leurs mœurs et l'extrême simplicité de leur vie un sujet de raillerie autant que de pitié.

Sans doute, comme le dit Rérolle « il est des époques où l'on aime à se plaindre et il en est d'autres

où il paraît naturel de se vanter ». Ainsi à la veille de la Révolution il semble qu'on se soit plu à exagérer ses maux afin de les mieux guérir. Cette tendance poussait le paysan à multiplier ses doléances, elle animait le Tiers-Etat dépositaire de ses vœux ; elle inspirait les économistes, plus soucieux des penchants de leur cœur que des lumières de leur raison. « Les paysans exagéraient leur misère pour obtenir un dégrèvement d'impôts. La taille se cotait d'après l'apparence de fortune des contribuables ; les cultivateurs n'avaient qu'un désir : paraître le plus pauvre. L'intendant grandissait la misère de ses administrés pour obtenir une diminution de taxes, diminution qu'il pouvait espérer puisque la répartition se faisait arbitrairement entre les provinces ».

Certes il y eût de l'exagération : à coup sûr la condition du colon valait mieux que celle des serfs ses ancêtres, hommes de poursuite, gens de mainmorte, attachés à la glèbe, taillables et corvéables à merci, enlacés dans tous les liens du réseau féodal. Il n'était point comme eux pillé et maltraité à chaque instant par les gens de guerre ; il n'avait plus à supporter les maux terribles qui, pendant la guerre de Cent Ans, les guerres de Religion et la Fronde se firent cruellement sentir.

Mais cette condition du métayer était-elle bonne ? Elle variait vraisemblablement suivant les régions et les qualités morales du maître. En tous cas ce n'est qu'en faisant le tour de la métairie, en analysant les ressources du métayer qu'il nous sera possible de voir la situation qui lui était faite.

II

La métairie comprend l'habitation du métayer composée généralement d'une seule pièce peu ou point éclairée, rarement de deux et d'un grenier. A côté, souvent sous le même toit : la grange et les étables.

On ne cultive comme céréales que le seigle, le blé noir et le maïs. On récolte peu ou point de froment : l'humidité du sol ne lui est pas favorable.

« A Boismandé (1), dit Arthur Young, il y a beaucoup de terres sablonneuses qui ne produisent que du seigle, et les récoltes sont extrêmement pauvres ; j'en ai vu plusieurs qui ne donnaient pas plus d'un quartier par acre (2), cependant le sable est bon, mais il est tout en jachères. Le produit est de huit boisseaux de 25 livres par boissérée. A La Ville-au-Brun le bon sable rend 5 boisseaux par boissérée ».

Quant aux légumes, on ne connaît que la rave et le chou : la pomme de terre (3) n'a pas encore fait son apparition, encore moins le topinambour, tous

(1) Boismandé, village du canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles (H.-V.).

La Ville-au-Brun, village déjà cité.

(2) L'acre est une mesure de superficie anglaise qui vaut 4050 mètres carrés (40 ares 50 centiares).

(3) Barny de Romanet, dans son *Histoire de la Généralité de Limoges*, qu'il écrivait en 1822, dit à ce sujet :

« Que de résistance n'a-t-il pas fallu vaincre pour dompter le dédain de nos riches, et amener sur leur table cette pomme de terre jadis si méprisée, aujourd'hui accueillie et recherchée par tout le monde. Cette plante fut introduite dans le Limousin sous l'administration paternelle de Turgot. Peu cultivée en principe, elle s'est multipliée extraordinairement après la disette de 1794 ».

deux si répandus aujourd'hui. Dans certaines contrées, on cultive en grande quantité de l'ail, dont il se fait un certain commerce dans l'Angoumois, la Saintonge et la Gascogne. Les arbres fruitiers, bien que le climat leur soit propice, y sont rares et présentent peu de variétés. Le châtaignier seul donne assez régulièrement et à foison des fruits qui sont la nourriture du paysan durant tout l'hiver. A ce sujet, Louis de Bernage, seigneur de Saint-Maurice, écrivait, en 1698, dans un mémoire sur la *Généralité de Limoges* :

« Il est bon de remarquer ici qu'il ne se fait point
» de pain de châtaignes, comme on le croit à Paris
» et dans la plupart des lieux éloignés du Limousin,
» ce fruit n'estant pas propre à estre moulu et ne
» pouvant se lier comme la farine de blé ; mais cela
» n'empesche pas qu'il ne tienne lieu de pain aux
» habitants de la campagne, qui le font bouillir
» après avoir osté la première écorce et les dépouil-
» lent encore en cuisant de la seconde peau, en sorte
» qu'ils mangent ces châtaignes pour toute nourriture,
» qui les rendent mesme assez robustes et assez
» durs au travail ».

Il ajoute qu'outre les païs de châtaignes, près du Limousin, il y a dans la Basse-Marche des vignobles aux environs de Bellac et du Dorat. Il s'agit vraisemblablement de l'admirable coteau de La Croix, au pied duquel serpentent les eaux limpides de la Gartempe.

Les prairies naturelles sont très belles et le fourrage suffisamment abondant. D'ailleurs, Young admirait

déjà le talent d'« arrosement » des paysans Limosins. « Tous les endroits des montagnes qu'il est possible » d'arroser le sont, et avec une attention qui prouve » combien ils sentent l'importance de cette pratique. » L'eau est conduite très haut sur le penchant des » collines, et, dans plusieurs endroits, je ne puis » même conjecturer d'où on la faisait venir ».

De ces diverses cultures, le métayer tire peu d'argent. A une époque où de terribles famines sévissaient fréquemment dans toute la France, il devait dans les bonnes années accumuler les denrées pour parer aux mauvaises récoltes de l'avenir.

On se demande même comment le paysan pouvait subsister quand, en même temps que disette de blé, il y avait disette de châtaignes ?

Sans doute, il existait une autre source de revenus : les bestiaux. Le bœuf limousin était même déjà très apprécié, ainsi que le cheval. Quant au mouton, il était réputé de qualité inférieure. « C'est ici la plus » petite race que j'aie jamais vue, dit Young, en » parlant des moutons limousins et marchois. Ce » sont de pauvres animaux, mais le mouton et la » laine sont bons ».

Hélas ! le produit de ces bêtes (qui étaient et sont encore la principale richesse du pays) fut d'une ressource relativement minime pour le métayer, du moins aux xv^e et xvi^e siècles.

En effet, à cette époque, on ne pouvait compter dans les bénéfices communs la plus-value acquise par les animaux qui composaient la souche du cheptel et qu'on vendait au courant du bail, car ces

animaux de souche appartenaient en totalité au propriétaire. Les bénéfices seuls réalisés sur les animaux « faits de croît », étaient partagés (chacun agut sa part, portent les livres de compte). Quant aux autres bénéfices provenant de la vente du cheptel de souche, le maître note soigneusement qu'il les prend en déduction du cheptel (et yen ay pris tout l'argent en déduction de cheptau).

Dès la fin du ^{xv}^e siècle, heureusement, cette distinction entre les animaux de souche et ceux de croît n'existe plus. Seul, l'usage de ne pas comprendre dans l'estimation du cheptel les brebis et les ruches, persiste encore.

Avec ce maigre revenu, ajouté au produit des céréales, des châtaigners et du jardin, la famille du métayer doit vivre. Une économie très serrée, l'utilisation immédiate des matières premières pour la confection des vêtements, et le paiement presque toujours fait en nature des objets dont l'achat est indispensable, lui permettent de trainer « sa misérable existence ».

Le métayer paye avec du blé le meunier et le maréchal. Il fabrique la plupart des instruments de culture bien rudimentaires qu'il emploie. Le chanvre et le lin qu'il cultive lui donnent la toile. La laine des brebis filée par les femmes sert à la confection des vêtements de la famille, ou bien est échangée contre le gros drap ou « droguet » fabriqué dans le pays.

Au ^{xvii}^e siècle cette condition ne s'améliore pas. Pour s'en rendre compte, il suffit de parcourir l'*Etat*

des paroisses de la Généralité de Limoges (1) et le mémoire de l'intendant L. de Bernage dressé en 1697 pour l'instruction du duc de Bourgogne (2). Encore dans ce dernier ne trouve-t-on exprimée qu'une partie de la vérité ; car, dit Boulainvilliers (3) « M. de » Bernage est de ceux qui, ayant daigné répondre » avec quelque précision, s'étaient ménagés d'une » telle manière en se communiquant que la conscience du prince n'en pouvait être éclairée, ni son » jugement instruit ».

L'*Etat des Paroisses* constate que tous les ans la gelée et la grêle causent de grands dommages dans beaucoup d'endroits. Il rapporte que sept grandes disettes ont désolé la Généralité pendant le *xvii^e* siècle et particulièrement qu'en 1685 « les vignes furent » toutes gelées pendant les nuits des 6 et 8 juin et que » la sécheresse qui fut dans toute l'élection fit que le » paysan ne recueillit pas de blé pour ensemen- » cer les terres, ni de fourrages pour nourrir le bétail... » Cela causa une grande mortalité et les peuples y » étant extrêmement pauvres, la plus grande partie » furent obligés de « mendier leur vie ».

En 1688 on souffre encore des suites de cette terrible année.

La misère augmente encore dans la première moitié du *xviii^e* siècle. La lugubre famine de 1709 a des suites désastreuses. Les campagnes sont abandonnées

(1) Registre manuscrit n° 114 de la Bibliothèque communale de Limoges, rédigé en 1688).

(2) Op. cit.

(3) *Etat de la France* (préface, p. 40).

et les villes se peuplent à leur détriment d'une foule de malheureux. Tout ce qui est jeune déserte ce pays où l'absence de routes rend le commerce impossible, où les impôts, malgré la stérilité du sol, suivent une incessante progression, où l'on meurt de faim dès qu'une récolte vient à manquer. C'est par centaines que l'on compte les émigrants de chaque paroisse.

On lit dans un mémoire adressé à Turgot : « Voilà » une famille sans pain ; le peu qu'elle a luy est enlevé » par les huissiers des tailles qui commettent cent » exécutions militaires contre ces misérables et qu'on » peut appeler véritables harpies. Il faut déguerpir » le tènement. Le maître qui se flatte encore d'un » meilleur sort, les retient, les nourrit, paie pour » eux tailles et rentes, les console et les encourage : » celui-ci se ruine et est obligé d'envoyer ce colon » et de laisser son domaine inculte... ».

Il convient d'ajouter à cela les exigences écrasantes de la corvée et le fléau de la milice.

Campagnes abandonnées (1) où « des nuées de » vagabonds fatiguent la pitié et la vue », villages tombant en ruines, terres incultes, partout la désolation, tel est le tableau qui s'offre aux regards de Turgot à son arrivée dans la généralité de Limoges.

Cette détresse l'émeut, il veut secourir ce malheureux peuple. Pour cela, il ne ménage ni son temps

(1) Au dire d'un financier qui écrivait au début du xvi^e siècle les procès-verbaux de visite de l'élection de Limoges prouvaient que le 1/5 des fermes ou métairies était absolument inculte et abandonné, sans habitants et sans bestiaux, de sorte qu'il ne s'en tirait aucune chose. (*Mémoires de M. de Fougerolles*, en 1711, cité par le comte de Boulainvilliers : *Mémoires présentés au régent*, II, 152).

ni sa peine, et avec une bonté et une persévérance dont on a peu d'exemple, il met au service des humbles l'influence que lui donne à la cour sa réputation d'honnête homme et d'économiste distingué. Il fit tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer le sort de cette classe délaissée et pourtant si intéressante des métayers : au cours de la cruelle année 1770, des propriétaires, effrayés par la modicité de leurs récoltes et la cherté des grains, s'étaient décidés à renvoyer une partie de leurs métayers, ne voulant pas suppléer à l'insuffisance de la portion qui revenait à ceux-ci dans la dernière récolte. Turgot prit immédiatement une mesure énergique. Le 28 février 1770, il rendit une ordonnance en vertu de laquelle les « propriétaires de domaines étaient tenus de garder et nourrir jusqu'à la récolte prochaine les métayers et colons qu'ils avaient au 1^{er} octobre dernier, ainsi que leur famille, hommes, femmes et enfants ». Ils devaient reprendre ceux qu'ils avaient renvoyés, dans la huitaine du jour de la publication de l'ordonnance. « Les propriétaires » de biens fonds, disait-il, partageant avec tous les » citoyens aisés, l'obligation qu'imposent la religion » et l'humanité de soulager les pauvres, cette obligation devient plus stricte encore et appartient » plutôt à la justice qu'à la charité, lorsqu'il s'agit » d'un genre de pauvres avec lesquels ils sont liés » par des rapports plus particuliers, fondés sur les » services même qu'ils sont dans l'habitude d'en » recevoir; ces pauvres, au moment où la misère les » a frappés, s'épuisaient par les plus durs travaux à

» mettre en valeur les biens de leurs maîtres,
» lesquels doivent à ces travaux tout ce qu'ils pos-
» sèdent. A ces motifs d'humanité et de justice se
» joint pour les propriétaires la considération de leur
» véritable intérêt ».

Grâce à ces mesures, il put arrêter l'émigration qui s'annonçait effrayante et conserver à la province ses laboureurs.

§ II. *Influence du mode de tenure sur la condition du métayer.* — Il faut donc reconnaître que durant les trois derniers siècles de la royauté, la condition ordinaire des métayers ne fut pas bonne.

Mais leur misère provenait-elle du mode de tenure?

La condition des colons ne fut pas plus mauvaise que celle des autres paysans, et en particulier des fermiers à ces mêmes époques. On pourrait peut-être même aller jusqu'à prétendre que, en raison de la communauté d'intérêts qui les liaient, le cultivateur à part de fruits trouvait plus facilement que tout autre, secours et protection auprès du propriétaire, son seigneur.

« Le métayer sait que si la récolte manque, écri-
» vait Turgot (1), son maître sera obligé de le nour-
» rir pour ne pas voir abandonner son domaine.
» Le maître est sans cesse en avance avec lui.
» Lorsque l'avance est grossie jusqu'à un certain
» point, le métayer hors d'état d'y satisfaire, aban-
» donne le domaine. Le maître, qui sent que les
» poursuites seraient inutiles, en cherche un autre

(1) Op. cit. 1, p. 345.

» et se trouve fort heureux quand, celui qui le quitte,
» non content de lui faire banqueroute, ne lui vole
» pas le reste de ses effets ».

On pourrait citer bien des exemples montrant les propriétaires secourables à leurs métayers dans la détresse. Tous les registres de famille gardent précieusement trace des avances en argent ou en nature faites par le propriétaire à son métayer. Entre autres, un registre conservé aux archives de l'hôpital de Magnac-Laval, série E, 6, indique que de 1763 à 1773, les avances à un métayer se sont élevées à 5074 livres 16 sous, et à chaque ligne revient la phrase « pour s'acheter du « bled ».

D'autre part, il est à remarquer qu'au XVIII^e siècle, en France, le campagnard était plus libre que le citadin. L'autorité administrative, à l'inverse de la féodalité, se faisait principalement sentir dans les villes. Tandis que les artisans étaient sous une dépendance étroite, le métayer, fils des anciens serfs, descendant des mainmortables vivait modestement de sa charrue dans le paisible oubli des champs.

Grâce au colonat, il échappe au salariat, au chômage, à la faim ; il peut utiliser immédiatement ses bras et ceux de ses enfants. Sa famille est assurée d'un gîte dans la métairie, elle vit de son travail, elle s'y loge et c'est tout ce qu'elle demande (1). Le

(1) Il serait intéressant de rechercher qu'elle était dans la métairie la situation de la femme. Il semble qu'elle s'était peu améliorée et que le chef de famille la considère comme son unique servante. Elle est souvent assujettie aux travaux les plus pénibles, et quelquefois elle laboure la terre.

Si sa femme et son cheval tombent malades, le cultivateur

métayer a le modeste bonheur auquel il peut aspirer par ce temps de pauvreté, et malgré sa misère et ses haillons, l'absence de toute ambition fait qu'il s'endort dans la plus complète insouciance. D'ailleurs, les obligations auxquelles il est astreint par bail sont assez douces, ainsi qu'on peut le constater dans toutes les baillettes.

§ III. *Le mélayage et les impôts.* — La plus lourde charge qui pesa sur le paysan en France durant les trois derniers siècles de la monarchie fut celle des impôts.

Les impôts avaient un double défaut : d'une part, leur mode de répartition et leur assiette étaient très défectueux ; d'autre part leur quantum était beaucoup trop élevé.

Les gens de loi étaient les sangsues de l'homme du village, ils étaient les auxiliaires rapaces des usuriers de la ville. Les campagnards redoutaient par dessus tout les commis, les aides et les collecteurs. En Li-

fera venir le maréchal, mais il se gardera d'appeler le chirurgien.

La maîtresse de maison et ses filles ne mangent qu'après que le dernier des valets de labourage s'est emparé de la portion qui lui convient et ne se mettent jamais à table.

Aussi, fatiguées, déformées de bonne heure, c'est à peine si leur costume de travail les distinguent des hommes près desquels elles labourent.

Cf. Babeau : *Le village sous l'ancien régime* (p. 229).

Rossi : *Statistique générale de la France* (p. 311).

A. Young : *Voyages en France* (t. 9).

Texier-Olivier : *Haute-Vienne* (p. 99),

mousin, les paysans disaient communément dans leurs prières : « Délivrez-nous de tout mal et de la justice ».

Écrasants sous Louis XIV, les impôts étaient plus exagérés encore, s'il est possible, dans les dernières années du XVIII^e siècle. A titre d'exemple Turgot (1) cite cinq domaines de l'élection de Tulle (2) : « L'im-
» pôt des vingtièmes se monte à 113 livres 1 sou ; la
» taille, la capitation et autres accessoires, sont de
» 621 livres 12 sous 5 deniers. Le roi retire donc de
» ces fonds 734 livres 13 sous 5 deniers. Le proprié-
» taire qui les a affermés 800 livres et a payé 113
» livres 1 sou n'a de net que 686 livres 19 sous. La
» part du roi est de 734 livres 13 sous 5 deniers soit
» 56 1/2 0/0, celle du propriétaire de 685 livres 19
» sous soit 42 1/2 0/0 ».

Le plus lourd parmi les impôts était la taille (3).

A côté de la taille seigneuriale, redevance annuelle que payait le serf à son seigneur, coexistera bientôt la taille royale qui n'entraîne plus la présomption de servitude. Elle n'atteint que les roturiers et les serfs, les clercs et les nobles en sont exempts. Tandis que la taille seigneuriale décroît, la taille royale se développe avec une incroyable rapidité. Bientôt, elle sera

(1) Op. cit., I, p. 550.

(2) L'élection de Tulle dépendait de la Généralité de Limoges, ainsi que la Basse-Marche.

(3) Le nom de ce subside venait de ce que les collecteurs, pour la plupart illettrés, se servaient d'un petit morceau de bois fendu en deux, et sur lequel ils pratiquaient des entailles pour marquer les sommes qu'ils recevaient. L'un des fragments du baton leur servait de rôle, l'autre était laissé au débiteur en guise de quittance.

Bouhier, t. II, p. 594.

si « crue, dit Coquille, qu'il n'y aura rien de reste pour les seigneurs ». Les paysans n'avaient échappé aux obligations seigneuriales que pour tomber sous le poids plus écrasant encore des impositions royales.

Suivant quelles proportions sont payées par le colon et le maître les impositions et les redevances seigneuriales ?

D'après Olivier de Serres, on n'aurait dû mettre à la charge du colon partiaire que « la moitié des » tailles, censes et autres ordinaires charges y » échéans ». Cette règle très équitable ne paraît pas avoir été suivie dans le Limousin et la Basse-Marche, et bien qu'on lise dans les *Décisions du Palais* (Parlement de Bordeaux), de Lapeyrère, que régulièrement le payement de la rente et autre charge réelle appartient au propriétaire et non au métayer, il semble plutôt ressortir des baillettes des xvii^e et xviii^e siècles que le propriétaire avait coutume d'en imposer le paiement au colon, tout au moins pour une partie.

Dans une baillette du registre des Péconnet, citée par M. Sauzet (1), nous lisons :

« Payeront, les dits métayers, toutes tailles et » impositions ordinaires et extraordinaires ». De même dans une autre baillette du même registre du 28 mars 1789, il est dit « que toutes impositions » royales et seigneuriales, même tous vingtièmes, » seront payés par les métayers », et comme dédommagement le propriétaire leur abandonne toutes les châtaignes.

(1) Thèse, Paris, 1893.

Par contre, dans un bail du 20 avril 1780, également cité par M. Sauzet, il est stipulé qu'on « pré-
» lèvera sur les récoltes et avant-partage, les $\frac{2}{3}$ de
» dix boisseaux de froment, les $\frac{2}{3}$ de trois boisseaux
» de seigle, les $\frac{2}{3}$ de dix boisseaux ras d'avoine de
» rente seigneuriale dhue tant au seigneur comte
» de M..., qu'à plusieurs autres seigneurs... ».

Dans une baillette du 14 avril 1673, de la métairie de Bosbérot, près Magnac, par damoiselle Magdelaine Pasquet à Pierre Blanchet, il est dit que « se payeront toutes rentes et tailles par moitié » tandis que d'après une autre baillette du 29 mars 1757, de la métairie de la Nigonnerie, appartenant à messire Louis Benoist de St-Martin, chevalier seigneur de Bagnac, les sieurs Pageot, preneurs, devront payer « ainsi qu'ils » s'y obligent solidairement, les tailles et autres » impositions royales qui y seront mises et imposées » pendant le cours du dit bail, fors et à exception » de la somme de vingt livres, qui sera payée par » chacun au dudit bail par le dit seigneur bailleur ; » les rentes seigneuriales dues sur la dite métairie » seront prises en commun sur le linceul (1) par » chacun au dudit bail... ».

La dime était toujours prélevée avant le partage.

On peut dire qu'en général, le métayer ne supportait pas seul le lourd fardeau des impositions. D'après Turgot lui-même, c'est seulement après prélèvement de la somme et des rentes dont le bien est chargé,

(1) Lorsqu'on battait au fléau, l'aire de la grange était en général recouverte d'une grande toile ou drap (linceul), dans lequel on ramassait le grain une fois la paille enlevée.

que le propriétaire partage avec le métayer le reste des fruits suivant la convention qu'ils ont faite entre eux. Et l'éminent intendant du Limousin nous apprend comment on fut amené à ne pas mettre toutes les impositions à la charge du métayer : « La » taille, nous dit-il, n'avait été d'abord qu'une espèce » de capitation personnelle assez légère, dont les » villes étaient exemptes. Lorsque l'augmentation » obligea de la répartir en proportion des facultés » des taillables, on taxa ceux qui exploitaient les » terres, à raison de leurs exploitations. C'était un » moyen d'éluder les privilèges de la noblesse.

» Tant que l'imposition fut modérée, le métayer y » satisfait en prenant un peu sur son aisance, mais » l'impôt ayant toujours augmenté, cette part du » cultivateur a si fort diminué qu'à la fin il s'est » trouvé réduit à la plus profonde misère.

» Cette misère est telle que, dans la plupart des » domaines, les cultivateurs n'ont pas, déduction » faite des charges qu'ils supportent, plus de 25 à 30 » livres à dépenser par an pour chaque personne (je » ne dis pas en argent; mais en comptant tout ce » qu'ils consomment en nature sur ce qu'ils ont » récolté); souvent ils ont moins et lorsqu'ils ne » peuvent absolument pas subsister, le maître est » obligé d'y suppléer.

» Quelques propriétaires ont bien été, à la fin, » forcés de s'apercevoir que leur prétendu privilège » leur était beaucoup plus nuisible qu'utile et qu'un » impôt qui avait entièrement ruiné leurs cultivateurs » était retombé en entier sur eux; mais cette illusion

» de l'intérêt mal entendu, appuyée par la vanité,
» s'est soutenue longtemps et ne s'est dissipée que
» lorsque les choses ont été portées à un tel excès,
» que les propriétaires n'auraient trouvé personne
» pour cultiver leurs terres s'ils n'avaient consenti à
» contribuer avec leurs métayers au paiement d'une
» portion de l'impôt. Cet usage a commencé à s'in-
» troduire dans quelques parties du Limousin, mais
» il n'est pas encore fort étendu ; le propriétaire ne
» s'y prête, qu'autant qu'il ne peut trouver de
» métayer autrement. Aussi, même dans ce cas, le
» métayer est toujours réduit à ce qu'il faut pré-
» cisément pour ne pas mourir de faim ».

La généralité de Limoges était une des plus mal-traitées. Turgot estime que les impôts y étaient, à son époque, de 48 à 50 % du produit total. La part du roi était égale à celle du propriétaire, au moins en temps de paix, car les frais de guerre, de milices de garde-côtes et le troisième vingtième élevaient souvent beaucoup plus la part du souverain.

Le métayer, dont le propriétaire consentait à supporter la moitié des rentes, tailles et autres impositions, se trouvait dans une situation bien supérieure à celle du fermier.

« Le fermier » prenait d'ordinaire l'engagement de payer la taille et tous les autres droits que pouvait devoir la terre. Nous lisons, en effet, presque toujours dans les « *baux à ferme* », la clause suivante qui semble de style : « Le preneur paiera » sans diminution du prix cy-après, les vingtièmes » et sols par livres à quoy le bailleur se trouvera

» imposé, sous quelque nom que ce soit, pendant le
» cours du présent bail, pour raison des fonds
» amodiez ; ensemble, les écus, rentes, corveez,
» autres droits et devoirs fonciers et seigneuriaux
» qui peuvent être dus et affectez sur les dits biens,
» envers tous seigneurs qu'il appartiendra, que le dit
» preneur a dit bien sçavoir et connaître, même tous
» les cens et autres devans échéans pendant le cours
» du dit bail ». Le fermier, toujours besoigneux,
pouvait-il augurer des augmentations probables des
prestations pour imposer à son puissant propriétaire
des conditions qui lui eussent permis de retirer un
honnête bénéfice de son exploitation ? En définitive,
il subissait les conditions qu'on voulait bien lui
dicter. Aussi, toute augmentation d'impôts avait pour
lui des conséquences infiniment plus désastreuses
que pour le métayer.

§ IV. *Autres avantages du métayage.* — Le métayage, à d'autres points de vue, avait d'heureux effets qu'ignorait le fermage.

C'est ainsi qu'il retenait les maîtres dans leurs domaines. Babeau déclare que jusqu'au xviii^e siècle, les grands propriétaires ont eu la coutume de résider dans leurs terres et de s'occuper de la personne de leurs métayers.

Le propriétaire vivait au milieu de ses métayers, partageait leurs plaisirs et leurs souffrances ; il redoutait les mêmes fléaux, les mêmes intempéries ; les événements qui augmentaient son bien-être accroissaient l'aisance de ses gens. Cette commu-

nauté d'aspiration, d'espérances et de craintes avait resserré les liens qui unissaient le propriétaire au cultivateur, elle avait fait naître chez celui-là une amitié protectrice, chez celui-ci un attachement profond.

Le propriétaire vivait plus largement sur ses terres qu'il n'eût pu le faire à la ville voisine. Sans doute, ce mode de jouissance multiple était parfois embarrassant, il eût été plus commode de recevoir une somme fixe en deux termes, à la Saint-Jean et à la Noël, mais cette somme eût été très faible et avec elle il n'aurait pas pu se procurer la même quantité de denrées et de produits variés pour la consommation de sa maison.

Aussi, peut-on dire qu'Arthur Young, observateur perspicace d'ordinaire, a porté *à priori* un jugement que rien ne justifiait, lorsqu'il a prétendu qu'en Limousin le métayage était la véritable circonstance qui faisait le malheur et la ruine du pays. Il nous raconte, au cours du récit de son passage à Limoges, qu'il apprit l'existence dans cette ville d'une Société d'agriculture, qui devait son origine à Turgot « ce célèbre patriote »...

.... « Je m'informai particulièrement, dit-il, si les » membres de cette Société possédaient des terres » d'où on pourrait juger s'ils entendaient leur sujet. » On m'assura qu'ils en avaient; mais la conversation ne tarda pas à éclaircir la question : ils » avaient des métayers autour de leurs maisons de » campagne et c'était considéré comme s'ils » cultivaient leurs propres terres; de sorte qu'ils

» tirent une espèce de mérite de la véritable circons-
» tance qui fait le malheur et la ruine du pays. Dans
» toutes les conversations d'agriculture que nous
» eûmes dans le voyage depuis Orléans, je ne trouvai
» aucune personne qui parût sentir les vices de ce
» système ».

Puis, dans les considérations générales, Young ajoute (1) : « Ce sujet (le métayage) ne doit pas
» demander beaucoup de temps, car il est impossible
» de prononcer un seul mot en faveur de cette
» coutume, et il y a mille arguments contre elle.
» Tout ce qu'on pourrait dire en sa faveur, c'est que
» la nécessité n'a pas de loi, que la pauvreté des
» fermiers est telle, que le propriétaire se trouve
» absolument obligé de fournir toutes les provisions
» de la ferme; autrement que ses terres resteraient
» incultes. C'est un cruel fardeau pour un pro-
» priétaire d'être ainsi forcé de courir la plupart des
» dangers des cultivateurs, de la manière la moins
» éligible, en confiant sa propriété à des gens géné-
» ralement ignorans, souvent négligens et quelque-
» fois... méchans ».

Young a poussé l'exagération un peu loin. Tout au plus pourrait-on dire que, durant les derniers siècles de la royauté, l'agriculture fut complètement mise de côté et que le peuple des campagnes sur lequel retombait en définitive la plus lourde part des impôts fut très misérable.

(1) *Voyages en France*, pendant les années 1787-1788-1789 et 1790, entrepris plus particulièrement pour s'assurer de l'état de l'agriculture, des richesses, des ressources et la prospérité de cette nation, par Arthur Young.

Certes, le métayage était lui-même incompris ou dénaturé ! Mais cette union réelle du capital, du travail et des intelligences, qui constitue le caractère essentiel de cette institution, était-elle réalisable ?

Les capitaux se consacraient peu ou point à l'agriculture. Les propriétaires ne se livraient guère aux études agricoles. Enfin et surtout l'esprit d'association faisait totalement défaut. Trop de distance séparait les contractants pour qu'ils puissent comprendre la nécessité d'un effort commun. Les uns étaient trop faibles, les autres trop puissants. Sans doute, au point de vue juridique, on discutait bien sur la nature du contrat de métayage : dans certaines régions, selon la coutume en vigueur, on le considérait comme se rapprochant du fermage, dans d'autres du contrat de société ! Mais quant à faire du métayer un associé véritable, on n'y songeait guère.

La marquise de Mirabeau écrivait : « Ils sont ce qu'on les fait ».

Faut-il ajouter avec Young que ce qu'on en faisait, c'était des valets le moins exigeants possible ?

Le métayage traversait une crise qui n'a pas épargné les autres classes agricoles, il est vrai. Il en est sorti peut-être un peu amoindri, mais comme il était profondément entré dans les usages, il allait prendre bientôt une grande extension et revêtir peu à peu le caractère d'association qui est le propre du contrat.



CHAPITRE III

Situation actuelle du Métayage

DANS LA BASSE - MARCHE

I

Un Limousin, Rougier Châtenet, dans une statistique générale de la Haute-Vienne, dressée en 1808, constate l'état misérable de ce département. Il y avait alors 34.981 personnes s'adonnant à la culture dans 6.181 domaines ou métairies qui couvraient les 6/10 du territoire. Le nombre des métayers était donc très faible. La véritable cause était l'émigration des jeunes gens fuyant les réquisitions et la conscription qui pesaient lourdement sur les campagnes.

D'ailleurs, depuis la sage administration de Turgot, l'agriculture n'avait fait aucun progrès dans la Haute-Vienne. La construction des routes, négligée pendant toute la période révolutionnaire, n'avait été reprise que depuis peu de temps. Le transport des engrais était toujours très cher et les propriétaires n'étaient pas assez riches pour faire les dépenses qu'exigeait l'amélioration des terres. Tout au plus pouvaient-ils, avec leurs faibles revenus, maintenir le sol dans son état de fertilité médiocre. Les frais d'exploitation représentaient, en effet, les 4/5 des produits. Rougier Châtenet calculait que le produit des terres et des bestiaux était pour toute la Haute-

Vienne de 28.060.000 fr. et que les dépenses d'exploitation s'élevaient à 22.448.000 fr. Restait pour le produit net 5.612.000 fr. Cela donnait un revenu de 10 fr. par hectare et d'un peu plus de 29 fr. par habitant des campagnes (1).

On ne se faisait pas faute d'attribuer ce piètre résultat au vieux système de culture du pays. « Les » métayers, dit Rougier Châtenet, n'ont aucun espoir » de s'enrichir et sont privés de toute émulation ; » ils ne demandent qu'à subsister et leur insouciance » augmente encore par la certitude que s'ils ne » recueillent pas de quoi se nourrir, le propriétaire » le leur fournira pour ne pas laisser son bien » inculte, et que s'ils s'endettent envers lui, il n'aura » aucun moyen de se faire payer. Ainsi, la culture » ne peut faire de progrès ; la misère poursuit sans » cesse la classe intéressante des laboureurs ».

Ce dédain pour le métayage était général en France et a persisté pendant très longtemps. J.-B. Say, Bastiat, Rossi, de Tracy, considéraient ce genre d'amodiation comme très inférieur, et de Gasparin n'y voyait qu'un moyen transitoire pour arriver au fermage. Tous préconisaient surtout le faire valoir direct par le propriétaire, secondé de maîtres-valets (2).

(1) Rougier Châtenet : *Statistique générale de la Haute-Vienne*, de 1808, p. 391.

(2) Dans l'enquête de 1867, le sénateur président la Commission d'enquête de l'Aisne, du Pas-de-Calais et du Nord, s'exprimait ainsi : « On a, dans ce pays, l'honneur et le bonheur de ne pas connaître le métayage. Ici, le propriétaire » et le fermier sont trop intelligents pour admettre cet » absurde contrat qui est un obstacle à tout progrès, enlève

A partir de 1856, époque à laquelle, grâce à la construction des voies ferrées, le chaulage des terres commencera à être pratiqué dans la Haute-Vienne, on pourra s'apercevoir que l'état déplorable de l'agriculture dans notre département n'était pas dû au mode d'exploitation des terres.

Néanmoins, le métayage restera en défaveur encore longtemps. Les propriétaires de métairies, quoique dirigeant la culture de leurs domaines et prenant une part active aux améliorations, n'étaient même pas regardés comme méritant le titre d'agriculteurs. Aussi, seuls, les propriétaires faisant valoir directement purent-ils prendre part au concours qui eût lieu en 1862, à Limoges (premier concours pour la prime d'honneur). En 1870, lors du second concours pour la prime d'honneur dans la Haute-Vienne, les propriétaires de métairies étaient reçus à exposer et M. Eugène Muret pouvait faire en toute sincérité et sans réserve, dans le *Journal de l'Agriculture*, l'éloge du métayage.

Le métayage sortait enfin de l'écart où le reléguaient dédaigneusement les économistes et les agronomes, et apparaissait au premier rang parmi les systèmes de culture comme digne de fixer l'attention des propriétaires fonciers et susceptible de réaliser les plus grandes améliorations. Depuis lors, les

« toute initiative à l'exploitant, ne lui laisse point assez de
» durée pour lui permettre des améliorations, et lui ôte
» même la dignité de cultivateur pour ne lui laisser que le
» rôle d'un valet de labour qu'on paie avec une portion de la
» récolte. Les pays à colonage et à métayage sont et seront
» toujours en fait de culture les plus arriérés de tout l'Em-
» pire ». (Enquête, v. 20).

métayers ont montré qu'ils étaient capables de lutter avantageusement avec les fermiers et les propriétaires pratiquant le faire valoir direct, tant pour la bonne tenue et l'accroissement de production de leurs terres que pour l'amélioration des races de bestiaux.

A un autre point de vue, le métayage n'a cessé de faire des progrès. Dans beaucoup de provinces, où il y a cinquante ans à peine le fermage seul était connu et pratiqué, le métayage a fait de nombreux adeptes qui l'ont introduit avec enthousiasme sur leurs terres.

Au congrès des Sociétés savantes de 1898 (section économique et sociale), dans la séance du 12 avril, on a voulu faire revivre la vieille querelle du fermage et du métayage. On a soutenu que le premier de ces modes d'exploitation seul pouvait constituer un instrument de progrès et s'adapter à la culture des pays riches, tandis que le deuxième, exclusivement approprié aux contrées pauvres et déshéritées, était impuissant à produire de sérieuses améliorations agricoles. C'étaient là de pures théories auxquelles l'expérience de chaque jour inflige d'éclatants démentis. De même qu'on a pu dire que ce sont les hommes qui font nos institutions, en ce sens que ces institutions valent surtout par la manière dont ceux-ci les dirigent et les pratiquent, de même, au point de vue agricole, le métayage et le fermage empruntent leurs mérites respectifs aux qualités personnelles des cultivateurs, qui appliquent ces deux systèmes d'exploitation de la terre. A qui ose prétendre que le métayage est propre aux pays pauvres, on peut

répondre que le département de l'Allier, le Toulousain, ne connaissent et ne pratiquent que ce mode et que ce ne sont point là des pays pauvres.

A qui ose dire que ce système ne peut être que transitoire et doit faire place au fermage, on peut montrer l'accroissement continu des exploitations par métayers dans beaucoup de régions en France et particulièrement dans la Haute-Vienne.

En 1882, d'après la statistique décennale, on comptait en France 968.328 fermiers. Dans dix-huit départements, le nombre de ces fermiers atteignait 15.000. Les métayers, trois fois moins nombreux, étaient à la même époque au nombre de 341.576 et dépassaient le chiffre de 12.000 dans six départements.

Mais alors qu'on comptait en moyenne, en France, en 1882, 74 fermiers contre 26 métayers pour 100, dans la Haute-Vienne la proportion était renversée et on comptait 35 fermiers contre 65 métayers.

Les métairies que M. de Tourdonnet évaluait à 8.337 en 1876, étaient en 1882, dans la Haute-Vienne, au nombre de 10.073, contre 2.739 fermes louées. Sur une superficie totale cultivée de 396.954 hectares pour l'ensemble du département, les 10.073 métairies en occupaient 154.620, alors que la superficie totale des fermes était seulement de 36.477 hectares.

D'après la « *Statistique décennale agricole de 1892* », l'augmentation pour les métayers paraît insignifiante pour la France entière : 2.592. Ils étaient au nombre de 341.596 en 1882, ils sont 344.168 en 1892 cultivant 3.767.000 hectares. Mais cette petite augmentation

répond à huit diminutions ou stagnations, contre trente-neuf augmentations, et par suite à des mouvements intérieurs beaucoup plus forts. En diminution de 12.000 environ dans toutes les parties de la région du Nord, les métayers sont, par contre, en augmentation dans le Centre : 4.900, et surtout dans le Midi : 11.000 de plus qu'en 1882. Il faut toutefois faire exception pour le Sud-Est, où ils se trouvent en diminution. Il est du reste à remarquer que tout l'Est, du Nord au Sud de la France, ne compte que des diminutions peu considérables. Il y a lieu de signaler, dit le rapporteur de l'enquête, comme présentant des augmentations élevées, la Haute-Vienne et la Haute-Garonne.

La Haute-Vienne nous apparaît pour ainsi dire comme la terre classique du métayage.

En 1892, le nombre des métairies y était de 12.396 avec une étendue moyenne de 14 hectares 46 ares.

Voici le tableau comparatif des systèmes de culture dans le département de la Haute-Vienne, pour les années 1882 et 1892 :

	ANNÉE 1882		ANNÉE 1892	
	Nombre des exploitations	Etendue moyenne	Nombre des exploitations	Etendue moyenne
Culture directe	45.546	4 ^h 32 ^a	35.132	5 ^h 56 ^a
Fermage	2.739	13 ^h 28 ^a	5.812	9 ^h 03 ^a
Métayage.....	10.073	15 ^h 32 ^a	12.396	14 ^h 46 ^a

Les exploitations par métayage ont donc augmenté en nombre et en superficie totale. Mais l'étendue moyenne a baissé un peu.

En 1898, la Société d'agriculture de la Haute-Vienne évaluait de la manière suivante la proportion des différents modes d'exploitation agricole :

60 % métayage direct entre propriétaires et colons.

20 % métayage exploité par fermiers généraux.

15 % culture directe.

5 % fermage direct.

Ces chiffres, on le voit, sont en ce qui concerne le métayage, bien supérieurs à ceux fournis par les statistiques de 1882 et 1892.

D'après l'enquête Ruau, dont les résultats ont été publiés au *Bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles* (numéros de mars à juillet 1909), le faire valoir direct serait assez important dans la Haute-Vienne. Par contre, le fermage ou le métayage (avec ou sans fermiers généraux), qui s'appliquent surtout, dit le rapport, aux moyennes et aux grandes exploitations, seraient demeurés sensiblement stationnaires depuis vingt ans. Et même, toujours d'après cette enquête, le métayage paraîtrait subir un léger recul, alors qu'on constaterait plutôt un certain accroissement de fermage surtout autour des villes et dans quelques cantons.

II

De la petite enquête à laquelle nous nous sommes livrés, mais dans l'arrondissement de Bellac seulement, il ressort que les renseignements donnés par

l'enquête Ruau sont inexacts, si on les applique à cette région.

Les très petites propriétés ou propriétés parcel-laires, celles de moins de deux hectares, sont très nombreuses.

Il n'est pas de paysan, pas d'ouvrier de la campagne qui, derrière sa maison, n'ait son jardin et souvent un petit pré ou une parcelle de terre.

Mais la petite propriété, celle qui ne dépasse pas dix ou douze hectares, a tendance à diminuer dans tout l'arrondissement et même à disparaître dans certains cantons. Ceci s'explique par la disparition simultanée des professions associées à l'agriculture. Le petit propriétaire ne trouvant plus à occuper dans des fonctions suffisamment rémunératrices les loisirs que lui laisse la culture, loue ses champs et émigre. Ses enfants ne manquent pas de vendre l'héritage paternel, aucun lien ne les rattachant plus à la terre. Il arrive très fréquemment aussi que le petit propriétaire arrondit son bien par l'adjonction des parcelles de ses voisins. Dès qu'il le peut, il prend un métayer, vit de ses rentes ou se fait fermier général et toujours envoie ses enfants travailler à la ville.

Quant à la moyenne propriété, elle gagne ce que perd la petite, et est, d'autre part, reconstituée par division de la grande, qui est dépecée de plus en plus par les marchands de biens.

En ce qui concerne les modes d'exploitation, la petite propriété est directement mise en valeur par le propriétaire. Les communes où la petite propriété

et, par suite, la culture directe sont prédominantes, sont celles où le sol est très accidenté : celles des cantons de Bessines, Châteauponsac et Nantiat.

Quelques riches propriétaires font cultiver par valets une partie de leur propriété qu'on dénomme généralement « réserve ». Mais ce ne sont là que des essais d'exploitations modèles, propres à exciter l'émulation des métayers voisins. Leurs terres sont considérées comme des champs d'expérience et leurs animaux comme des bêtes de concours. Loin de les féliciter de leurs efforts, leur savoir gré des sacrifices qu'ils ont su bien souvent s'imposer (c'est un peu grâce à eux que la culture a pris une extension considérable dans tous nos cantons), les propriétaires voisins les plaignent volontiers de courir à leur ruine aussi allègrement.

Le fermage est pour ainsi dire inconnu dans l'arrondissement de Bellac : les domaines donnés à ferme à un cultivateur qui les met en valeur lui-même sont très rares. Quelques petits propriétaires prennent à bail le « bien » de leur voisin, mais il ne s'agit, le plus souvent, que d'une location verbale pour une courte durée et moyennant un prix très faible de quelques parcelles qu'ils joignent à leurs exploitations. Les bâtiments et les animaux restent en dehors de ces conventions.

L'exploitation par métayers est, au contraire, très répandue dans l'arrondissement de Bellac.

Voici les chiffres tels qu'ils nous ont été révélés par l'enquête faite dans toutes les communes de l'arrondissement :

CANTONS	SUPERFICIE		NOMBRE DE MÉTAIRIES
Bellac	19.873 ^h	58 ^a 30 ^c	292
Bessines	15.763 ^h	55 ^a 85 ^c	107
Châteauponsac.....	17.742 ^h	50 ^a 35 ^c	120
Le Dorat	28.895 ^h	22 ^a 37 ^c	386
Magnac-Laval	22.091 ^h	91 ^a 30 ^c	298
Mézières-sur-Issoire..	25.975 ^h	62 ^a 67 ^c	442
Nantiat	24.301 ^h	25 ^a 14 ^c	289
St-Sulpice-l.-Feuilles .	23.102 ^h	26 ^a 95 ^c	209
TOTAL.....	177.765 ^h	92 ^a 93 ^c	2.143

Si on prend comme étendue moyenne des métairies le chiffre de 50 hectares qui nous a été indiqué, on voit que les 2.143 métairies occupent dans l'arrondissement une superficie totale de 107.150 hectares.

D'après M. Reclus, professeur départemental d'agriculture, la moyenne des exploitations serait de 30 à 35 hectares dans l'arrondissement de Limoges, et de 60 à 70 dans celui de Bellac (1). Ce dernier chiffre est, d'après nos recherches, un peu fort.

La métairie de la Basse-Marche, située quelquefois au milieu d'un village, le plus souvent isolée, comprend la maison d'habitation du métayer et les bâtiments nécessaires à l'exploitation : granges, étables, hangars. Les terres, prés, pacages, sont pour la plupart situés aux alentours.

Son étendue est très variable : certaines exploi-

(1) Chiffres cités par M. Pascaud, conseiller à la cour de Chambéry :

« *Le Métayage en France, ses avantages économiques et sociaux* (revue générale du Droit, de la législation et de la jurisprudence en France et à l'étranger, 1898, t. xxii) ».

tations ont à peine 20 hectares, alors que d'autres atteignent le chiffre élevé de 60 et même de 80 hectares.

Le pays, sans être des plus fertiles, se prête à toutes les cultures, sauf à celle de la vigne qui ne réussit guère et seulement sur les coteaux les mieux exposés.

La culture des céréales a pris une importance considérable depuis une vingtaine d'années. Mais la richesse du pays consiste surtout dans l'élevage du bétail, notamment de ces taureaux et bœufs limousins, si appréciés dans le monde des agriculteurs. Les cantons de Magnac-Laval et Le Dorat se livrent avec succès et profit à l'élevage du cheval d'armes destiné surtout à la cavalerie légère.

L'outillage agricole employé dans les métairies est assez rudimentaire : point ou peu de charrues perfectionnées comme la « Brabant », à plus forte raison pas de défonceuses à vapeur. Au point de vue gros outillage, on n'emploie encore que les faucheuses simples ou combinées, très rarement les faneuses et les moissonneuses javeleuses ; les lieuses, encore rares, n'existent que sur les grandes exploitations. Les semoirs sont très peu employés ; il en est de même des distributeurs d'engrais, d'ailleurs lents, trop coûteux, et généralement mal adaptés à la configuration du sol trop accidenté ou trop pierreux.

Quant au battage des grains, il se fait partout par des entrepreneurs (à raison de deux ou trois par commune) qui suivent les exploitations.

Les familles des métayers sont nombreuses et il

existe des communautés de métayers. Quand il y a communauté, le père assure verbalement une somme fixe à son fils : 200 à 300 fr. par an. Dans d'autres cas, ce fils a le droit d'élever pour lui une génisse, des moutons. Il arrive également qu'il soit admis à partager les bénéfices. En général, l'avantage qui lui est fait, est moins fort que le salaire qu'il gagnerait s'il travaillait à son compte. Néanmoins, sa situation ne peut être qu'excellente au milieu des siens.

La famille ne suffit pas toujours au domaine; presque partout, il y a au moins un valet et une servante à l'année. Le premier est payé de 400 à 450 francs; la seconde, de 200 à 250 francs.

Quelle est la nature de ce contrat de métayage, si répandu dans la Basse-Marche, comment se forme-t-il, quelles sont les conditions qui servent de base aux relations entre propriétaires et métayers, telles sont les questions à examiner après un rapide examen de la situation du métayage.



CHAPITRE IV

Conditions du Contrat de Métayage

DANS LA BASSE-MARCHE

§ I. — Généralités

I. *Définition.* — Le Code civil ne parle qu'accessoirement du colonage partiaire : il se borne à dire dans l'article 1763, au titre du Louage, que celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le bailleur, ne peut ni sous-louer, ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail. Il ajoute dans l'article 1764, qu'en cas de contravention, le propriétaire a le droit de rentrer en jouissance et que le preneur est condamné à des dommages-intérêts résultant de l'inexécution du bail. Il contient, en outre, au chapitre 4 du même titre, qui a pour objet le bail à cheptel, trois articles (1827 à 1830) qui traitent des règles particulières au cheptel donné par le propriétaire au colon partiaire.

Lors de la rédaction du Code civil, la Cour de Lyon avait signalé le silence gardé par le Code sur ce contrat. Et comme conclusion de ces observations, la Cour de Lyon proposait sous le titre « de la Société de culture à portion de fruits », quinze articles destinés à la régler.

La loi du 18 juillet 1889 a eu pour but de combler

la lacune du Code civil et de déterminer les règles particulières au colonage partiaire et celles qui lui sont communes avec les baux ordinaires.

L'article premier est ainsi conçu : « Le bail à » colonage partiaire ou métayage, est le contrat par » lequel le possesseur d'un héritage rural le remet » pour un certain temps à un preneur qui s'engage » à le cultiver sous la condition d'en partager les » produits avec le bailleur ».

Cette définition est très insuffisante, car elle ne nous donne pas une notion exacte du contrat. Il est indispensable de la compléter :

Le métayage est un mode d'exploitation du sol au moyen d'une association entre un propriétaire et un cultivateur. Le premier fournit la terre, une partie du capital d'exploitation et l'intelligence directrice, l'autre fournit son travail et quelquefois une partie du capital d'exploitation. Le propriétaire prélève sur la récolte et les bénéfices une fraction représentant la rente du sol et l'intérêt des capitaux engagés dans l'exploitation, tandis que l'autre fraction est attribuée au cultivateur comme représentant le fruit de son travail et de son industrie. Cette portion est ordinairement de moitié, d'où pour le cultivateur le nom de métayer et pour le fonds lui-même celui de métairie.

II. *Nature.* — Pour bien des auteurs et notamment pour M. F. Bernard (1), le métayage ne serait qu'un mode de salaire particulier qui élèverait socialement la position du cultivateur. Il semble difficile d'adopter cette manière de voir. Le métayer ne peut être

(1) *Système de Culture*, p. 141.

assimilé à un ouvrier. L'ouvrier n'a pas de responsabilité dans l'entreprise. S'il participe quelquefois aux bénéfices, cette participation ne s'étend jamais aux pertes ni à la direction.

Il est assez inutile de s'arrêter à discuter la pure question de doctrine de savoir si le contrat de culture à part de fruit est un fermage ou une Société. Les jurisconsultes ont été très divisés sur ce point. De nombreuses discussions publiques ont eu lieu, tant devant le Sénat que devant la Chambre, à ce sujet. La doctrine, d'après laquelle le contrat de colonage à part de fruits serait un contrat de louage, a été soutenue avec autant d'énergie que celle qui veut y voir une Société.

Il paraît impossible, d'une part, d'affirmer d'une manière absolue que le colonat partiaire n'est qu'un bail ordinaire, et il paraît impossible de dire également que le colonat partiaire n'est qu'une Société.

La loi de 1889 n'a pas voulu trancher la question. Aujourd'hui, celle-ci n'offre plus qu'un intérêt singulièrement restreint, puisque la loi actuelle a déterminé les règles qui devaient être appliquées au colonage partiaire.

Mais en dehors de toutes règles établies par les textes, il faut s'attacher à la commune intention des parties lorsque celles-ci l'ont exprimée dans un acte, et à défaut d'instrument écrit, la rechercher dans les usages suivis par les exploitations similaires dont les parties ont eu l'exemple sous les yeux, et qu'elles sont censées avoir voulu copier; en un mot, prendre

dans les cas douteux le guide le plus sûr qui est l'usage des lieux.

§ II. *Usages de la Basse-Marche.* — I. *Entrée en jouissance.* — Le bail signé, le métayer entre dans le domaine à la Saint-Martin (11 novembre) (1).

Pourquoi cette date ? Il semble au premier abord qu'il n'y ait aucun intérêt à la choisir plutôt qu'une autre ? Loin de là, car une date mal choisie peut être le point de départ de difficultés considérables.

Ce n'est point arbitrairement que le 11 novembre a été désigné pour l'entrée et la sortie des métayers dans notre région ! A cette époque les travaux agricoles sont terminés, les fourrages depuis longtemps dans le fenil, les grains battus, les semences achevées. Le travail va ralentir dans la métairie car l'hiver approche, et le colon jouissant d'un certain loisir va pouvoir s'habituer au nouveau domaine.

Cependant cette date donne lieu à des complications qui ne sont pas sans inconvénients. Ainsi la récolte vient d'être confiée à la terre par le métayer sortant : qui va la recueillir ? à qui appartiendra-t-

(1) Cette date varie un peu dans les provinces voisines, dans le Limousin particulièrement. Ainsi, l'entrée et la sortie des métayers sont fixées aux premiers jours de novembre ou les derniers de décembre dans le canton sud de Limoges, à la première quinzaine de novembre dans le canton nord, ainsi que dans les cantons d'Ambazac, de Rochechouart et de Saint-Léonard ; le 1^{er} novembre ou le 25 mars dans le canton de Châteauneuf ; huit jours avant la Toussaint et huit jours après dans le canton de Pierrefeu.

Les commissions cantonales de 1855 blâmaient toutes un usage aussi défectueux, et réclamaient pour tout le Limousin une date uniforme pour l'entrée et la sortie du colon. La plupart d'entre elles étaient d'accord pour désigner la date du 1^{er} avril comme l'époque la plus favorable de l'année.

elle ? à celui qui a fait le travail et qui quitte la métairie ? ou au preneur ? Les deux systèmes sont suivis à côté l'un de l'autre dans la Basse-Marche :

Là où le colon a pris la récolte à son entrée, il l'abandonne à sa sortie.

Dans le canton de Mézières et partie du canton de Bellac, au contraire, l'usage prive le métayer de la récolte qu'il trouve à son entrée dans le domaine et l'oblige à revenir l'année d'après sa sortie, partager la récolte dont il avait confié la semence au sol. Mais cette obligation pour le colon sortant de revenir chercher sa part de récolte, outre qu'elle peut lui être difficile à remplir s'il est allé se fixer au loin est dans la pratique la source de discussions pénibles à l'occasion du battage des grains. Il est vrai qu'il y a tout lieu de craindre la négligence du colon sortant qui ne revient pas chercher la récolte et qui, par suite, n'a aucun intérêt à faire de profonds labours ni à confier à la terre une semence de choix.

Enfin de très grosses difficultés se présentent toujours lors de l'estimation du cheptel et surtout des fourrages.

Aussi M. Ratouis de Limay préconisait-il la date de la Saint-Jean (24 juin) afin que le métayer sortant ait à revenir sur l'ancien domaine moins longtemps après sa sortie (1). Mais les propriétaires des régions où cet usage est suivi, particulièrement ceux de certains cantons de la Creuse (ancienne enclave poitevine de Peyrat-Bourganeuf) se plaignent amèrement

(1) Ratouis de Limay. *Le métayage et les baux à colonage partiaire dans le département de l'Indre* (1896).

que leurs foins sont peu soignés par le métayer sortant, et engrangés dans les conditions les plus déplorables.

On milite ardemment dans certaines régions en faveur de la Saint-Michel (29 septembre) date à laquelle se font les changements de métayers dans les Charentes et le Poitou. Nous croyons que cette date est fort sagement choisie et peut être préférable à celle du 11 avril indiquée par les commissions cantonales de la Haute-Vienne. A cette époque les foins sont coupés, les regains eux-mêmes engrangés, la moisson vient d'être battue et le partage des grains est fait. Il y a un moment d'accalmie dans les travaux de la ferme. Le métayer n'a plus qu'à songer à ses labours, à préparer ses terres pour les semailles. Tout est terminé, rien n'est commencé : l'année agricole vient véritablement de finir.

Si le changement a lieu à cette date, plus de difficultés, plus de discussions pénibles, point de récolte à revenir chercher, plus de fraudes sur les fourrages !

II. *Apports.* — A son entrée dans la métairie, le 11 novembre, le métayer prend possession des bâtiments, prés, terres, excepté celles ensemencées en blé par son prédécesseur qui ne lui seront délivrées qu'au mois d'août suivant.

Il apporte à l'association son travail et celui de sa famille. Si ce travail n'est pas suffisant, aux besoins de la culture, le colon a recours à des domestiques : le bail a le soin fort souvent de fixer le nombre

d'hommes qui doivent de tout temps demeurer dans le domaine.

Outre la jouissance du fonds et la jouissance des bâtiments, le propriétaire livre au métayer un cheptel qui comprend non seulement des têtes de bétail, mais aussi les instruments aratoires, semences, etc... Le premier porte le nom de cheptel vif, le second celui de cheptel mort. De là dans le langage courant l'habitude de dire « les cheptels d'un domaine ».

Le cheptel vif comprend les animaux nécessaires à l'exploitation de la métairie, animaux de travail et animaux d'engrais : bœufs, moutons, porcs et quelquefois chevaux. L'espèce et la quantité varient suivant la situation et l'importance de chaque domaine. (Les animaux de basse-cour, volailles et lapins n'en font jamais partie et appartiennent au métayer).

Le cheptel mort est constitué par les instruments de culture, semences, fourrages. Les engrais n'en font pas partie. Dans les Charentes au contraire où le colon sort le 29 septembre, c'est-à-dire avant d'avoir fait ses labours et par conséquent avant d'avoir employé ses engrais, il est nécessaire, pour éviter toute dilapidation, de comprendre les engrais dans le cheptel. D'ailleurs l'espoir d'une plus-value importante est pour le métayer un stimulant à augmenter les engrais, ce qui ne peut être qu'un bien.

Le colon doit, à sa sortie, rendre compte du capital d'exploitation qu'il a reçu et en laisser un composé identique ou de même valeur.

Voici comment on procède pour que les droits de chacun soient sauvegardés : Le métayer entrant et le

métayer sortant choisissent chacun un expert. Le propriétaire la plupart du temps se désintéresse de l'opération, car il pense avec raison que ses intérêts sont suffisamment sauvegardés par les intérêts opposés des deux métayers. On procède ensuite à l'expertise. L'estimation commence par le cheptel vif : bœufs, chevaux, porcs, brebis. En ce qui concerne celles-ci, l'ancien usage de les prendre au nombre s'est maintenu dans certains cantons. Si ce nombre s'est considérablement accru, l'habitude est d'estimer le surplus au prix invariable de deux francs par tête. Le métayer ne bénéficie pas de leur augmentation de valeur ; peu lui importe dans ce cas l'amélioration de la race. Aussi nombre d'agriculteurs intelligents ont-ils abandonné cette coutume injuste.

On passe ensuite à l'estimation du cheptel mort : instruments aratoires, machines agricoles, charrettes, tombereaux, harnais, etc...

Les fourrages sont-ils estimés ? Il est difficile de faire l'évaluation des vastes « barges » de foin contenues dans les greniers de la métairie. Les fraudes sont faciles, et les apparences peuvent être trompeuses, et cependant s'ils ne sont pas estimés, le métayer sortant n'a aucun intérêt à en laisser beaucoup ; il en fait consommer outre mesure dès qu'il a reçu ou donné son congé pour grossir la valeur de son cheptel. De sorte que son remplaçant risque fort de ne trouver ni foin ni paille. Aussi prend-on de plus en plus l'habitude de faire estimer les fourrages qui sont cubés.

A quel cours est faite l'estimation du cheptel ? Au

cours moyen des foires et marchés de l'année, mais en ce qui concerne le cheptel vif, on fait subir au métayer sortant une déduction du 1/10, à cause du dépérissement des bêtes trop bien nourries en vue de l'estimation, tandis qu'on impose au preneur l'estimation intégrale.

Si les deux experts ne peuvent tomber d'accord, on nomme un tiers-expert, qui peut être, au besoin, désigné par le juge de paix. Son estimation ne peut dépasser la plus haute ni être inférieure à la plus basse des estimations déjà faites.

L'estimation par expert, excellente en principe, est dans la pratique la source de nombreuses difficultés. Elle a soulevé, en 1855, de vives critiques de la part des Commissions cantonales de la Haute-Vienne et donné naissance à des vœux à peu près identiques. Et tout d'abord, c'est la bonne foi, l'impartialité, le savoir des experts qui ont été incriminés. Chacun, dit-on, persuade son client qu'il soutiendra bien ses intérêts et prend rarement sa seule conscience pour juge. L'un évalue trop haut, l'autre trop bas : de là une différence parfois très sensible entre les deux estimations. Rarement, les parties acceptent de transiger. Un tiers-expert est presque toujours nécessaire.

Et comme dans chaque canton, les experts sont peu nombreux et que la fonction de tiers-expert est assez lucrative, ils s'entendent entre eux pour devenir tiers à tour de rôle. « Ce sont, disait la Commission » cantonale de Nieul (arrondissement de Limoges), » ce sont des hommes de peu de loyauté : les hommes

» honorables n'acceptent pas ces missions. Lorsque
» le juge doit nommer un tiers-expert, il trouve
» rarement un homme qui lui inspire confiance.
» Cependant, ces hommes dont l'ignorance égale la
» présomption perçoivent de 15 à 20 fr. pour leurs
» opérations ».

Toutes les Commissions cantonales du département de la Haute-Vienne sont unanimes à demander qu'il soit donné au juge de paix juridiction pour la commission des experts. Celle de St-Mathieu va même jusqu'à formuler le vœu qu'il soit désigné dans chaque canton un certain nombre d'experts jurés, auxquels serait dévolu le droit d'estimer les cheptels. Celle d'Ambazac voudrait que tout individu qui refuserait cette honorable mission de confiance en fut exclu à l'avenir comme indigne de la remplir.

Le législateur de 1889 ne s'est pas occupé de ces desiderata. Il y aurait là cependant une réforme importante à accomplir.

Lorsque les experts ont enfin fait concorder leurs chiffres, il y a lieu d'établir le compte entre le métayer sortant et le propriétaire. En effet, ce n'est plus, la plupart du temps, le métayer rentrant qui rembourse comme autrefois au métayer sortant son excédent de cheptel, c'est le propriétaire. La souche des cheptels se trouve donc sans cesse augmentée. Supposons que le cheptel ait été estimé 15.000 fr. et que la souche de cheptel, c'est-à-dire le cheptel pris à son entrée par le métayer sortant, soit de 10.000 fr., l'excédent est donc de 5.000 fr., dont la moitié reste acquise au propriétaire et l'autre moitié doit être

remboursée au métayer sortant. (On peut toutefois, l'obliger à recevoir un certain nombre de têtes de bétail représentant cette même valeur). Ces 2.500 fr. qu'il doit toucher devraient, en fait, lui être versés par son successeur. Dans notre région, c'est le propriétaire qui paie de ses deniers personnels. La souche du cheptel se trouve donc accrue d'autant, et le nouveau métayer devra à son tour, représenter, le jour de son départ, un cheptel de la même valeur, sinon il sera tenu à un remboursement en espèces (1).

III. *Partage.* — Les produits du domaine sont partagés par moitié. A défaut de conventions contraires, c'est d'ailleurs la règle établie par la loi du 18 juillet 1889, article 2. Dans le projet du gouvernement, on attribuait au preneur la jouissance exclusive du jardin annexé à l'habitation et de l'émondage des haies. La Commission du Sénat n'admit pas ces exceptions. Ceci n'a cependant pas empêché qu'il entrât dans les usages de laisser au métayer la jouissance complète des produits récoltés dans le jardin et de la rame des arbres de la propriété.

Olivier de Serres conseillait déjà le partage par moitié. « Si le métayer fait tout le mesnage des » blés à ses dépens, c'est-à-dire qu'il laboure et

(1) A côté de ce système où le cheptel appartient au propriétaire, il est d'autres régions, en France, où on suit des usages différents :

Ainsi, dans l'arrondissement de Vendôme, le bailleur et le métayer sont co-propriétaires du cheptel vivant ; chacun en apporte la moitié.

Dans le Perche, le métayer est propriétaire de tout le bétail et pour avoir le droit de l'entretenir sur la métairie, il paie un loyer appelé Rente de cour.

» ensemence les terres, qu'il sarcle les blés, les
» moissonne, qu'il en charrie les gerbes dans la
» grange ou en l'aire, selon le climat, les y entasse,
» les batte ou foule jusqu'à en rendre le net ; lui
» estant par le seigneur fournis la moitié du bétail
» et outils du labourage, la moitié des semences,
» toutes les pailles laissées avec quelques « journées »
» de prés et autres pasquis, sans desbourcer argent
» pour son bétail de labour, la moitié des fruits des
» arbres ; ne paye le métayer que la moitié des
» tailles, censes et autres ordinaires charges y
» eschéans. J'estime la condition raisonnable, si en
» la cueillette les gerbes ou les grains sont partagés
» par moitié entre le seigneur et le métayer, ny
» ayant en icelle aucun ou bien petit hazard pour
» des parties (1) ».

Le partage entre le métayer et le propriétaire se fait en nature pour les grains et immédiatement après le battage à la machine, mais seulement après prélèvement de la quantité nécessaire aux semences. Le partage se fait au contraire en argent pour le bétail vendu, et seulement lorsqu'on arrête les comptes, soit à la fin de l'année, soit deux fois par an (2).

(1) Théâtre d'agriculture et mesnage des champs.

(2) Il est des récoltes qu'il est d'usage de laisser au métayer, soit pour la nourriture du bétail, soit pour les besoins de la famille. On abandonne généralement au colon pour engraisser le bétail, les topinambours, les pommes de terre, les raves, les châtaignes, les grains autres que le seigle, le froment et l'avoine. Quand le propriétaire en exige une partie, le colon a le droit d'en prélever une quantité égale qui lui appartient et qu'il peut vendre. Le reste doit être consommé dans le domaine.

Quelques auteurs, propriétaires bien intentionnés, ont émis l'avis qu'il serait fort juste, là où n'existe pas de prestation colonique, de faire varier la quote-part du colon dans le profit afin de proportionner les gains aux apports respectifs des parties. Quoique conforme au droit strict, cette théorie pourrait être contraire à l'équité.

Dans certaines régions où l'on tient à partager les fruits par moitié, mais où l'on veut rétablir l'équilibre entre l'apport en travail du métayer et l'apport en capitaux du propriétaire, on fait verser au colon annuellement une somme fixe en dehors de tout partage : c'est la prestation colonique.

D'après Duranton, cette prestation représente le loyer du métayer et sa part dans l'impôt foncier ; elle correspond à des profits que le métayer retire seul et sans partage. Il jouit d'un logement, d'un jardin ; il prélève sur le laitage, souvent sur la récolte de pommes de terre, une quotité assez importante qui entre dans son alimentation. Il est clair, dit-on, qu'il doit une indemnité à raison de ces prélèvements ; aussi, lorsque la valeur de la prestation ne dépasse pas la valeur de ces profits particuliers, il est évident qu'elle rétablit plutôt qu'elle ne rompt l'équilibre des parts. M. de Larminat (1), président honoraire de la Société d'agriculture de l'Allier, estimait que la contenance ordinaire des domaines, dans la région qu'il occupait, étant de 60 à 70 hectares, la prestation colonique

(1) P. 34, 1888.

devait varier entre 250 et 400 fr. Voici sur quelles données il basait ses chiffres :

Moitié de l'impôt foncier du domaine : 60 hectares, à 3 fr.....	90 »»
Loyer du jardin et du verger, 50 ares, à 80 fr. l'hectare.....	40 »»
Consommation des pommes de terre, évaluée à 24 hectolitres, à 3 fr.	72 »»
Bois pris sur les têtards et les baies	40 »»
Laitage pour moitié seulement de sa valeur	412 50
Intérêts à 4 % de la moitié des 6.000 fr. de premières dépenses d'améliorations faites par le bailleur.....	120 »»
Total dû pour les avantages dont le pre- neur jouit seul.....	474 50

Est-ce bien exact, est-il juste que le propriétaire stipule quelque avantage en outre de la portion de récolte qu'il s'est réservée ?

Si le métayer habite sur le domaine, ce n'est point un libre choix de sa volonté. D'autre part, pourquoi la prestation n'est-elle pas proportionnelle à la fertilité du jardin, à la commodité de la maison ?

IV. *Redevances et charges accessoires.* — Dans la Basse-Marche on ne connaît pas la prestation colonique, mais par contre les métayers sont tenus de remettre au bailleur diverses denrées, des œufs et de la volaille, quelquefois du lait et du beurre, toutes choses destinées aux besoins de l'existence journalière du propriétaire et de sa famille.

Si la prestation colonique est critiquable, (et elle a été critiquée si violemment que l'usage en a été prohibé en Russie par un décret du ministre de l'intérieur, du 1^{er} décembre 1827, interdit en Roumanie par la nouvelle législation agraire promulguée en l'année 1864 et abandonnée en Espagne) (1) ; ces stipulations accessoires d'œufs, beurre, lait et volailles paraissent justes. Leur usage est également favorable aux deux contractants. Le propriétaire s'assure la possession de vivres sains et non fraudés, et le colon est heureux d'avoir le droit d'élever sur le domaine de nombreuses volailles dont la vente procurera à la métayère de quoi subvenir aux petites dépenses de sa toilette ou du ménage.

En outre le bailleur exige presque toujours des charrois et quelquefois des journées de travail. Les vieilles baillettes contiennent toutes des clauses nombreuses et explicites à cet égard. Le bailleur fournissant les animaux de trait, il serait difficile de lui contester le droit d'en user. Il en abusera rarement, car il a tout intérêt à ce que le métayer consacre son temps à la culture et à ce que ses bœufs travaillent peu. On a cependant critiqué ces stipulations de services corporels ; on y a vu une continuation du servage, oubliant les différences qui existent entre les obligations qui dérivent du contrat et celles qui sont imposées. On a cru que ces corvées, incompatibles avec la dignité humaine, rappelaient les plus mauvais jours de la féodalité. On a écrit que le métayer servait de domestique à son maître, qu'il faisait sa cui-

(1) *Rérolle*, p. 528.

sine, le logeait, le nourrissait, l'hébergeait lui et ses amis (1). On s'est égayé aux dépens de l'agriculture « embéguinée, surchargée, de reliques et faisant x fonctions de servante au profit des hobereaux... »

Ces critiques peuvent être légitimes, quand on se trouve en présence d'exagérations ridicules, mais ce n'est pas un motif suffisant pour prohiber la clause de prestation de services. Ce serait bien inutilement entraver la liberté des conventions. D'ailleurs le métayer est aujourd'hui assez fort pour repousser des conditions qui ne lui paraissent pas acceptables comme exorbitantes ou contraires au droit.

V. *Impôts.* — A ces petites charges qui pèsent sur le métayer dans la Basse-Marche, il convient d'en ajouter une très lourde qui lui incombe entièrement : le paiement des impôts.

Le colon partiaire est tenu, en vertu de l'article 3 de la loi du 21 mai 1836, de fournir la prestation exigée pour l'entretien des chemins vicinaux, et il doit la fournir seul, car elle a été considérée par le législateur comme une charge de l'habitation. Dans la Haute-Vienne, cette contribution est acquittée en argent, elle ne reste donc à la charge du colon qu'en tant qu'elle représente les journées qu'il doit personnellement ; quant à la taxe représentative des journées dues à raison des bestiaux et charrettes, elle est payée par moitié.

En outre, d'après les termes mêmes de l'article 12 de la loi du 4 frimaire an VII, l'impôt des portes et

(1) *Journal de l'Agriculture*, n° du 17 avril 1880.

fenêtres étant une charge de l'habitation, sera dû par le colon ; l'administration peut donc le poursuivre directement, et c'est lui qui devra le supporter en définitive.

Dans la Basse-Marche, on lui impose encore le soin de payer la contribution foncière.

L'article 147 de la loi du 3 frimaire an VII, dit bien : « Tous fermiers sont tenus de payer en l'ac-
» quit des propriétaires, la contribution foncière
» pour les biens qu'ils auront pris à ferme, et les
» propriétaires seront tenus de recevoir le montant
» des quittances de cette contribution pour comptant
» sur le prix des fermages ».

Le métayer serait donc, en l'absence de tout contrat, tenu de payer la contribution foncière, sauf son recours contre son propriétaire. Mais comme il ne doit rien en principe au propriétaire, il ne saurait donc obtenir son remboursement par le procédé indiqué dans l'article 147. Cet article est donc inapplicable à notre espèce.

Dans les usages locaux de la Basse-Marche, cet impôt est néanmoins payé par le métayer ou supporté par lui en définitive.

On peut cependant prétendre que l'impôt foncier est une charge de la propriété et qu'il est dû par le propriétaire.

Les auteurs qui estiment que le métayage est une association déclarent que l'impôt foncier étant une charge de la jouissance doit être supporté par la Société, qui profite de cette jouissance, c'est-à-dire par les deux parties.

C'est une question très discutée que celle de savoir à qui, en droit, doit incomber le paiement de l'impôt foncier. La loi du 18 juillet 1889 ne s'est pas expliquée sur ce point. Il convient donc de s'en tenir aux conventions ou en leur absence, aux usages (1).

Mais pour nous l'impôt foncier grevant la propriété devrait être toujours supporté par le propriétaire.

Nous négligeons à dessein de parler de toutes les conditions proprement juridiques du contrat : obligation du propriétaire de faire jouir le cultivateur, obligation du métayer d'habiter la métairie, de cultiver en bon père de famille, d'employer chaque chose à l'usage auquel elle est destinée, d'effectuer les réparations locatives, etc..., pour nous en tenir aux obligations purement économiques.

VI. *Frais d'exploitation.* — Le propriétaire qui a droit à la moitié des productions de la métairie, doit aussi supporter la moitié des frais d'exploitation.

Bien entendu, nous réservons les frais de culture proprement dits, c'est-à-dire les frais de main-d'œuvre. De même que le propriétaire fournit la jouissance de son domaine, de même le métayer fournit la main-d'œuvre.

Mais les fournitures nécessaires à l'exploitation, achats, de semences, pailles, fourrages, engrais, ainsi que les

(1) L'enquête faite par la Société des Agriculteurs de France nous apprend (p. 395 et s.) que dans certaines régions, notamment dans l'Aude, la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, etc., le colon paie la moitié de l'impôt foncier, que dans d'autres, notamment dans la Mayenne, la Vendée, la Vienne, il en paie la totalité.

achats de bestiaux, qu'ils soient considérables ou peu importants, sont faits en commun (1).

C'est également à frais communs que se fait l'entretien du matériel, des instruments de culture et des machines agricoles.

Quant au battage des grains les conditions varient. Il n'est pas rare de voir dans deux domaines voisins, un métayer supporter seul le coût de ce battage et l'autre n'en payer que la moitié ou un tiers ou même ne rien payer

VII. *Durée.* — Dans la Basse-Marche, l'usage des baux annuels ou avec faculté de résiliation en se prévenant trois mois à l'avance est presque seul adopté. C'est là, d'ailleurs une coutume extrêmement répandue, ainsi que le montre le rapport sur l'enquête ouverte en 1879 par la Société des agriculteurs de France. On la trouve dans les départements de l'Allier, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Corse, Creuse, Dordogne, Gironde, Haute-Vienne, etc...

Malgré ces baux annuels les métayers restent très longtemps sur le domaine. Ils savent d'ailleurs quels sont les inconvénients des changements fréquents.

On a critiqué la durée annuelle du bail. Cette critique n'est pas fondée. Une durée plus longue ne présenterait aucun avantage pour les contractants ;

(1) Il nous paraît intéressant, au point de vue pratique, de noter ici un jugement du tribunal de Marmande, du 4 janvier 1887, rapporté dans la *Gazette du Palais*, du jeudi 3 février 1887, et aux termes duquel la dette du propriétaire et du colon partiaire envers un tiers qui a fait des fournitures pour l'exploitation commune, n'est point solidaire. Chacun d'eux n'est personnellement tenu qu'au paiement de la moitié du prix de ces fournitures.

bien plus, elle pourrait créer de graves difficultés. Tout d'abord, si le métayer est honnête et consciencieux, il ne sera pas congédié par le maître, qui fera plutôt des sacrifices pour le retenir. Et d'autre part, si le domaine est assez grand pour nourrir sa famille, et si le propriétaire possède assez de capitaux pour en assurer convenablement l'exploitation, le métayer ne songera pas à le quitter. Sa stabilité est, en outre, suffisamment garantie par la crainte des ennuis et des dépenses qui accompagnent d'ordinaire un changement : pour le colon, la difficulté de trouver un autre domaine à sa convenance, le transport de son mobilier, et pour le propriétaire le désir d'éviter les négligences que le métayer sortant apporte dans ses travaux, les gaspillages et les frais qui sont le cortège habituel des estimations. En fait, il faut toujours un motif grave pour provoquer le départ du métayer. Car les propriétaires qui usent trop facilement de la faculté de donner congé, acquièrent une mauvaise réputation dans la région qu'ils habitent et ne peuvent recruter que des métayers malheureux dont on ne veut pas ailleurs.

D'ailleurs, si le bail était garanti pour une durée de plusieurs années, la situation des contractants ne serait pas égale. Le propriétaire se verrait obligé de respecter les termes du bail, alors même qu'un métayer peu scrupuleux et ne possédant pas d'avances, pourrait impunément, et à son gré, abandonner la culture, puisque le maître n'aurait pas contre lui un recours efficace. Les propriétaires n'accepteraient plus comme métayers que ceux

qui présenteraient des garanties pécuniaires suffisantes.

Enfin, le contrat de métayage exige une entente de tous les instants entre le propriétaire et le métayer. Il ne faut pas que le propriétaire soit exposé, s'il avait affaire à un métayer négligent ou récalcitrant, à assister impuissant pendant des années au dépérissement de son bien. De son côté, le métayer a tout intérêt à n'être pas lié par un long engagement et à pouvoir abandonner le domaine, le jour où, pour un cas de force majeure, il lui devient difficile de continuer la culture, ou si le maître refuse de faire des améliorations nécessaires, ou ne peut fournir un capital d'exploitation suffisant. Si l'on ne peut s'entendre, il vaut donc mieux se séparer immédiatement que de laisser durer une situation pénible et intolérable, à cause des rapports journaliers qu'elle impose.

D'ailleurs, la meilleure réponse qu'on puisse faire à cette critique est celle-ci : on a cité souvent l'exemple de familles de métayers qui ont vécu, de père en fils, sur la même terre pendant des siècles. Comme le dit fort bien Le Play, c'est le triomphe du provisoire.

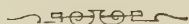
Certains métayers, avides de réaliser, pour leur part, la plus-value qui peut survenir dans le cheptel vivant, du fait d'une hausse dans la valeur du bétail, demandent fréquemment leur congé pour arriver à l'estimation de ce qui leur revient, et touchent alors de l'argent comptant qu'ils vont replacer ailleurs. Ce peut être, du reste, pour les métayers, un moyen

légitime de se faire rembourser leur part de plus-value, si le propriétaire est récalcitrant ; une menace de départ peut amener simplement le propriétaire à lui payer cette part. Mais en général il règne entre les parties une grande confiance qui rend l'association durable.

Telles sont les conditions générales du contrat de métayage dans la Basse-Marche.

La situation qui est ainsi faite au colon est-elle, au point de vue social, inférieure à celle des autres agents de la production agricole ou industrielle ?

N'est-elle pas au contraire supérieure et propre à rattacher le colon à la terre qui le nourrit ?



CHAPITRE V

Le Métayage au point de vue social

Si nous en croyons le comte de Gasparin (1), l'action du métayage aurait été si puissante, qu'elle aurait transformé notre caractère national : « que l'on » compare, nous dit-il, le commandement impérieux » des peuples tels que les Anglais qui n'ont jamais à » traiter qu'avec des domestiques qui leur obéissent, » pour un prix déterminé ou avec des fermiers chez » lesquels ils n'ont rien à voir quand le bail est con- » senti, avec celui des peuples chez lesquels le pro- » priétaire exerce une action limitée, mais constante » sur ses terres, et où il est obligé d'user de conseil » bien plus souvent que d'ordres, et l'on compren- » dra comment ces relations diverses ont pu modifier » le caractère de la nation tout entière, en réunissant » dans une espèce d'égalité les démarcations de pou- » voirs qui se confondent si souvent ».

Cette association du propriétaire avec son métayer a certainement apporté une grande modification dans les rapports sociaux entre ces deux classes et puissamment contribué à leur harmonie.

(1) De Gasparin : *Du métayage*, p. 65.

Mais ce n'est point là le seul heureux effet du métayage.

En effet : accessible à tous même au plus pauvre, il offre un asile aux familles qui ne possèdent rien, rattache au sol celles qui sont honnêtes et laborieuses et leur permet, par des moyens honorables de s'élever à une condition meilleure.

§ I. *Le métayage et la condition du colon.* — 1. Le métayage élève la condition du cultivateur dans l'échelle sociale.

On considère le métayer bien plus qu'un simple ouvrier ; il a une position stable, c'est un « homme établi ». Au besoin, il obtiendra plus facilement crédit. Il mariera ses enfants plus avantageusement. Il n'est pas rare que le métayer devienne propriétaire du petit « bordage » où il se retirera quelque jour. Tout au moins, il possède quand il se retire un petit pécule qui, mieux que la pension de retraite du petit employé, lui permettra de couler sans inquiétude et dans une modeste aisance les dernières années de sa vie.

» Qui ne voit, dit M. Le Breton (1), comment bien le colonage partiaire est plus favorable
» aux hommes laborieux et sans fortune, qui veulent
» s'élever à la dignité de chef de famille et en remplir les devoirs en assurant l'avenir de leurs
» enfants. Il n'y a pas un domestique de ferme
» qui ne puisse, en quelques années, amasser

(1) *Etude sur le métayage dans la Mayenne* : Annuaire de la Société des Agriculteurs de France, 1881, p. 604.

» des ressources suffisantes pour prendre la direc-
» tion d'une métairie et mettre à profit l'expérience
» qu'il a pu acquérir.

» Dans quelle industrie a-t-on trouvé une com-
» binaison plus ingénieuse, plus pratique, plus con-
» forme aux besoins d'une saine démocratie que
» cette antique institution du métayage, grâce à
» laquelle le simple ouvrier peut, après quelques
» années, être assuré de devenir patron à son
» tour? »

2. Indépendance du métayer. — Beaucoup d'au-
teurs, hantés par les origines du métayage, ne voient
dans le métayer d'aujourd'hui que le serf de l'ancien
régime, qui n'a pas encore conquis complètement son
émancipation. D'après eux, le fermage constitue pour
le paysan, le suprême degré de l'échelle sociale, et
ce n'est qu'en l'atteignant qu'il conquiert son entière
liberté. « Le métayage, disait de Gasparin (1), est un
» état agricole inférieur au fermage, supérieur aux
» cultures serviles ; mais c'est un état nécessaire,
» forcé, qui ne mérite pas le blâme de ceux qui sont
» plus heureux, mais qui doit exciter toute l'ému-
» lation des pays qui y sont retenus, afin de s'élever
» plus haut, et faire l'envie des nations qui, réduites
» encore au système des corvées ou à celui de
» l'esclavage, ne peuvent arriver à une plus grande
» perfection qu'en passant par ce degré d'adminis-
» tration agricole ».

Ainsi, pour cet auteur, le métayage n'est qu'une

(1) *Métayage*, p. 89.

transition naturelle entre le servage et le fermage ; ce dernier mode d'exploitation étant regardé comme donnant une indépendance plus complète.

La cause de l'erreur vient de ce que l'on confond, sous le nom de fermage, deux choses bien différentes. Il faut faire une distinction :

Si on compare les métayers aux fermiers généraux, il est bien évident que l'indépendance de ces derniers est bien plus grande. Possédant ordinairement de gros capitaux, en même temps qu'une certaine instruction, les fermiers généraux occupent dans la société un rang qui ne peut pas raisonnablement être comparé à celui qu'occupent les métayers. Il y a toute la différence qui sépare le patron de l'ouvrier. Il n'est donc pas douteux que dans ce genre de fermage, le colon est bien moins indépendant que le fermier.

Mais si on compare le métayer avec le petit fermier cultivant lui-même le domaine qu'il a loué, on s'aperçoit bien vite que leur indépendance est sensiblement la même. Le peu de fortune qu'ils ont acquis et le peu d'instruction qu'ils ont reçu les placent l'un et l'autre sur le même rang dans la Société.

D'autre part, le propriétaire n'a que la direction de l'entreprise, et beaucoup de détails restent forcément dans les attributions uniques du colon. Il n'est pas rare d'ailleurs de voir des propriétaires eux-mêmes demander à leurs métayers des conseils sur la direction générale de l'exploitation, surtout s'ils sont intelligents.

La direction du propriétaire ne peut être que fort générale ; elle concerne seulement la conduite du domaine dans son ensemble ; elle ne pourrait être de tous les instants ni s'étendre à tous les détails sans beaucoup d'inconvénients. Aussi, le métayer est-il le plus souvent la partie dirigeante des travaux et bien des choses dépendent - elles uniquement de son initiative.

Le colonage partiaire procure donc au cultivateur la liberté dans le travail. Il n'est pas comme un journalier auquel on indique heure par heure ce qu'il doit faire. Il n'est pas comme le domestique et le tâcheron qui exécutent chaque jour les ordres qu'on leur donne sans pouvoir les contrôler, souvent même sans chercher à les comprendre. Ceux-ci travaillent sans autre souci que celui de gagner au jour le jour le salaire promis. Leur sujétion est absolue.

Le métayer au contraire est libre de régler son temps et d'agir à sa guise pourvu qu'il respecte la culture : « Sans doute, comme le dit fort bien le » même comte de Gasparin, il a des ordres à recevoir de son maître pour l'ordre des cultures, parce » que celui-ci est intéressé directement à leur succès ; sans doute, il jouit de moins d'indépendance » que les fermiers ; cependant les ordres qu'il reçoit » ne peuvent jamais être de nature à ne pas subir de » modification par sa propre opinion et ses intérêts » sont mis aussi dans la balance ».

Il n'est point en somme comme l'ouvrier et le maître-valet dans une position subalterne et cette circonstance peut le rendre fier de son état.

3. Le métayage supprime le chômage, en créant la permanence des engagements.

Le bail à colonie, nous dit Bastiat (1), a un caractère essentiel de perpétuité, ou du moins sa durée dépend entièrement de l'activité, de l'esprit d'ordre et de la probité du colon partiaire.

Pourvu qu'il travaille bien la terre et exécute loyalement les conditions de son contrat, il n'y a aucune raison pour qu'il soit expulsé, et, en aucun cas, ses charges ne sont aggravées. Il y a donc une place pour l'espérance dans le cœur du métayer. Il profitera de chacun de ses efforts ; chaque goutte de sueur qui tombe de son front aura sa récompense. Il peut montrer ses champs avec orgueil et confiance au propriétaire, il n'a pas à craindre que le bon état des cultures enflamme sa cupidité.

Tout changement de colon partiaire préjudicie au propriétaire. Le cultivateur que vous renvoyez travaillera mal pendant la dernière année ; pendant l'année suivante le nouvel exploitant du domaine ne retirera qu'un profit restreint, soit qu'il connaisse mal les ressources de la métairie, soit qu'il manque d'avances, de cheptel ou d'outils.

De son côté le colon changera le plus rarement possible soit qu'il craigne les frais et les ennuis du déménagement, soit que les incertitudes de l'inconnu l'épouvantent. Il est attaché à la terre qui le nourrit, qu'il cultive à sa guise, qu'il considère comme un peu la sienne.

Les métairies passent du père au fils et au petit-

(1) *Journal des Economistes*, XIII, p. 232 et s.

fil, bien plus souvent que les fermes dont les mutations sont très fréquentes.

§ II. *Le métayage, la famille et la population.* --

1. Le métayage resserre les liens de la famille au lieu d'en disperser et d'en isoler les membres, comme le salariat.

Cet effet résulte de ce que la métairie exige un travail collectif et présente des occupations à portée de toutes les forces et de toutes les aptitudes. Le colon, sa femme, ses enfants y trouvent chacun un travail approprié. Grands et petits ont leur place marquée dans la métairie. Les plus jeunes gardent les troupeaux dans les pâtures mal closes. Les hommes tiennent la charrue ou manœuvrent la faux, les femmes s'occupent du ménage. Chacun joue un rôle différent, agit dans son propre intérêt et bénéficie de l'activité commune.

Le métayer peut élever une famille nombreuse dans de bien meilleures conditions que l'ouvrier.

Il a ce grand avantage de trouver dans les travaux divers du domaine une occupation toujours attrayante, utile et propre à développer de bonne heure dans la jeune génération, le goût des choses sérieuses. Toute la famille s'élève sous les yeux des parents et les enfants contractent de bonne heure l'habitude d'occupations utiles et le goût du travail.

Comparons à ce point de vue la famille du métayer à celle d'un simple journalier : « Le journalier, dit » Rérolle, est contraint de chercher un peu partout » un emploi pour chacun des siens. Ses fils, dès leur

» jeune âge, serviront de bergers ; il les placera chez
» des inconnus, qui peut-être les brutaliseront, qui
» les nourriront mal, et jamais n'auront aucun souci
» de leur éducation et de leurs mœurs. Ses filles
» iront loin du toit paternel dans des fermes à per-
» sonnel multiple, où l'on a de la moralité une idée
» souvent bien primitive ».

2. Le métayage est favorable à l'accroissement de la population.

(A une époque où chacun déplore en France la diminution de la population, cette qualité du métayage mérite de fixer l'attention).

On conçoit parfaitement, qu'en présence du besoin de confortable et même du luxe grandissant, la vie devienne de plus en plus coûteuse et difficile. Les habitants des villes et même les fermiers pensent qu'il vaut mieux avoir moins d'enfants, pour leur laisser à chacun une plus large part de la fortune qu'ils ont acquise.

Le métayer, au contraire, peut se permettre d'avoir une nombreuse descendance. Car les enfants qui sont l'effroi du petit propriétaire redoutant le morcellement de son domaine, et des ménages pauvres des villes, ne sont pas à sa charge. Ses dépenses ne s'en trouvent pas augmentées. La famille s'élève sans grands frais, puisque ce qu'elle consomme, la terre le donne largement. Le métayer a la jouissance du jardin annexé à l'habitation ; il prélève sur la récolte la provision de légumes nécessaire à sa nourriture, et garde presque tout le laitage pour lui.

Ses enfants sont au contraire pour lui une source nouvelle de revenus, une richesse. Ils lui évitent la nécessité d'avoir des domestiques ; dès leur plus jeune âge, il peut les occuper aux menus travaux des champs, et dans bien des circonstances, ils tiennent la place d'une personne vigoureuse et forte. A quinze ans, ils gagnent largement leur vie, et leurs jeunes bras remuant et fouillant cette terre si féconde contribuent à grossir le pécule commun. Si, dans une métairie qui exige huit ou dix travailleurs, tout le personnel est exclusivement composé des membres de la famille, le métayer sera dans l'aisance, car il n'aura pas à payer ces gages de domestiques qui sont une des plus lourdes charges de l'exploitation, et le travail sera mieux exécuté.

On fait même observer que le métayer aura intérêt à avoir plus d'enfants que l'exploitation n'en nécessite, afin de combler les vides qu'amèneront la conscription et les mariages.

Enfin, quand vient l'âge où les forces trahissent le chef de famille, ses enfants le remplacent dans son pénible labeur et soutiennent sa vieillesse. C'est à ce moment surtout, qu'une nombreuse famille est un précieux trésor pour le métayer, car il est bien mieux secouru que s'il n'a qu'un enfant. Ce qu'un seul ne peut faire, car souvent sur lui pèse la lourde charge d'une famille également nombreuse, plusieurs s'en acquittent plus facilement. La petite pension nécessaire au métayer, pour couler ses derniers jours dans le calme et le repos, est péniblement servie par un fils, même exploitant lui-même une métairie,

alors qu'elle revêt le caractère d'une modeste redevance si elle est répartie entre quatre ou cinq enfants.

§ III. *Le métayage et le paupérisme.* — Dans les pays de métayage, on rencontre bien certains individus réduits accidentellement à l'indigence, mais non pas une classe entière de la population plongée dans la misère à l'état permanent, parce que le travail ne lui procure pas des ressources suffisantes.

Au contraire on a vu, dans les pays de fermage, le paupérisme faire d'effrayants ravages.

« On a reconnu, dit Rérolle, que dans les pays de » métayage la crise agricole avait été bien moindre » que dans les pays de fermage, que les populations » ouvrières y vivaient plus unies ».

Aussi la Société des Agriculteurs de France, revenant comme Bastiat sur ses impressions premières, a depuis déjà longtemps manifesté officiellement le désir de voir se généraliser cette association féconde du capital et du travail.

Mais bien avant que la crise agricole eût provoqué la réhabilitation du métayage on s'était ému de l'extension prise par le paupérisme dans certaines provinces.

Dans le Nord de la France, en Angleterre, l'agriculture était florissante, les fermiers s'enrichissaient et cependant à côté de cette incomparable prospérité et en même temps qu'elle, la misère grandissait. On ne rencontrait plus seulement quelques pauvres disséminés au travers des campagnes, comme au temps passé, mais des milliers de malheureux.

« Tout le monde connaît les pages un peu humoristiques, mais si souvent citées, dans lesquelles à la fin du siècle dernier, le célèbre agriculteur anglais, Young, dépeignait sous de bien vilains traits les paysans du Bourbonnais. Voici ce que Taine a écrit sur la patrie de l'illustre voyageur : « L'agriculture, quand elle est exercée en grand et devient une industrie savante, introduit par contre-coup dans les campagnes le régime et les misères des manufactures ; les enfants s'étiolent, restent ignorants, deviennent vicieux. Dans un district de Lincolnshire, sur 400 cottages, 200 n'ont qu'une chambre, où toute la famille couche pêle-mêle ». « Je ne connais pas un seul de nos cantons agricoles, ajoute M. de Larminat (1), où l'on trouverait aujourd'hui cette hideur ».

Faut-il croire que le métayage s'oppose au développement du paupérisme ?

1. Le métayage supprime le salariat. — Le fermage a pour corollaire l'augmentation du nombre des journaliers. C'est parmi ceux qui n'ont pas de travail fixe, ceux qui louent leurs services au jour le jour, ceux dont le chômage ou la maladie peuvent à chaque instant supprimer les modiques ressources, ceux que la vie aventureuse rend insoucians et prodigues, que la misère fait le plus de victimes. Le métayage, en excluant en grande partie le salariat, diminue le nombre des indigents.

On connaît les principaux inconvénients du salariat.

(1) De Larminat, p. 49.

L'imprévoyance naît souvent de la certitude de recevoir à peu près régulièrement une rémunération en argent. Beaucoup d'ouvriers comptent sur la paye de la semaine suivante et se hâtent de dépenser la somme qu'ils viennent de recevoir. Le métayer, au contraire, n'est pas assuré du résultat de la récolte ; avant de recevoir le prix de vente de celle-ci, il lui faudra pourvoir à bien des dépenses : rarement, le métayer est prodigue.

D'ailleurs, ce n'est qu'après la moisson, qu'ensuite de lutttes laborieuses contre les difficultés des saisons que le métayer réalisera ses gains. Il sera économe de cet argent, dont il appréciera d'autant plus la valeur qu'il connaîtra mieux l'intensité de l'effort nécessaire pour l'obtenir. Il n'aura ni la prodigalité, ni l'insouciance de celui qui touche un salaire hebdomadaire.

L'épargne est parfois forcée chez le métayer. Il est un usage qui veut que le preneur ne touche pas le produit de la vente des bestiaux ; ce produit, après la foire, est versé intégralement entre les mains du bailleur. Le compte du premier est crédité d'autant et ce n'est qu'à la fin de l'année qu'interviendra le règlement définitif. Le propriétaire devient en quelque sorte le banquier du métayer.

Grâce à cet usage, la fortune du cultivateur augmente et en même temps son goût de la dépense diminue ; car, chaque fois qu'il voudra obtenir une somme d'argent, il lui faudra formuler une demande, et s'il ne lui est rien dû, indiquer un motif plausible.

Plus tard, quand il aura amassé quelque bien, il

conservera ses habitudes d'économie forcée ; il ne dissipera pas tout de suite, comme le font trop souvent les fermiers, le produit des premières ventes.

D'autre part, l'ouvrier qui loue son travail au jour le jour, et compte pour vivre sur son salaire quotidien, est à la merci du chômage et de la maladie. Un métayer a son travail assuré à l'année ; de plus, l'exploitation étant montée peut marcher quelque temps, même pendant la maladie du colon ; le reste du personnel travaille un peu plus pendant ce temps et le profit ne sera pas sensiblement moindre : c'est là l'avantage du travail collectif de la métairie.

La participation aux bénéfices donne au métayer une ardeur inconnue aux ouvriers qui doivent recevoir un salaire fixe, toujours le même quoiqu'ils aient fait.

2. Le métayage contribue moins que le fermage au développement du luxe.

« Les fermiers, dit Rérolle, ont une certaine disposition d'esprit qui les porte à se croire plus haut
» placés dans la hiérarchie sociale que les colons
» partiaires. A raison de leur indépendance absolue,
» beaucoup se considèrent comme des personnages ;
» ils courent les foires et les marchés, fréquentent
» les cabarets, travaillent moins et dépensent plus.
» La ménagère néglige ses occupations agricoles pour
» le souci de sa toilette. Chacun veut les imiter, leur
» exemple se généralisant, les besoins se multiplient,
» le luxe s'accroît et à la première crise, la misère
» est d'autant plus intense que le confortable était
» plus grand ».

Cette observation de Rérolle peut sembler quelque peu exagérée : bon nombre de fermiers échappent à cette critique. Mais il est certain que le métayer n'est pas exposé aux mêmes occasions de dépenses, et la fréquence de ses versements à son propriétaire ne lui laisse pas en main d'aussi grosses sommes disponibles...

Le salaire en nature répond mieux aux besoins de subsistance de la famille que celui en argent. Le premier ne peut être aussi facilement dissipé en un jour d'orgie ; il assure un état stable, une position moins sujette aux variations que produisent toujours la hausse et la baisse des denrées ; il met à l'abri des crises agricoles. Qu'importe au métayer que le pain qu'il consomme vaille 15 fr. ou 30 fr. l'hectolitre, s'il a sa provision de l'année ? Les bénéfices qu'il pourrait réaliser si sa production dépassait ce qui lui est indispensable seront diminués, mais il n'est atteint que dans son superflu, et il n'est plus question du pain quotidien toujours assuré.

3. Le métayage s'oppose enfin au développement du paupérisme, parce qu'il oblige les propriétaires à résider une partie de l'année tout au moins sur leurs terres et qu'il prévient ainsi l'exportation des revenus (1).

Cette tendance à fuir les campagnes ne préjudicie pas seulement au propriétaire qu'elle prive de tous les agréments de son droit de propriété, mais encore au cultivateur qui reste sans instruction et

(1) Cf. De Gasparin, *Métayage*, p. 60.

sans capitaux, livré à ses seules forces, et surtout à la province productrice d'une richesse qui est consommée ailleurs.

Le colonage partiaire, par cela seul qu'il contraint le possesseur à en surveiller l'exploitation et qu'il l'intéresse au succès des cultures (ce n'est que quand on voit ses champs tous les jours qu'on peut comprendre la nécessité de certaines améliorations et qu'on les entreprend d'une façon utile et suivie), le colonage partiaire, disons-nous, nous paraît le meilleur remède contre l'absentéisme. L'absentéisme, cette plaie douloureuse qui éternise la misère dans les campagnes, en leur enlevant chaque année tout l'argent qu'elles produisent.

Grâce à la monotonie de la vie aux champs, beaucoup de riches ne se décident à paraître dans leurs propriétés que pendant les chaudes journées de l'été. S'il en est quelques-uns qui continuent à y vivre de la vie sociale, comprenant que c'est un devoir pour chacun de dépenser sur la campagne une partie de la fortune que leur fait la campagne, combien à côté, leurs revenus touchés, courent semer à pleines mains, à Paris et dans les grandes villes, souvent même vont prodiguer follement à l'étranger cet argent dont manque l'agriculture, cet argent qui permettrait au village de sortir enfin de sa pauvreté fatale et de son dénûment absolu, pour participer à son tour aux avantages de la civilisation !

Dans les villes, il y a des promenades, des quais, des ponts, du pavé, du bitume... tout cela est lavé

chaque jour, arrosé, balayé, illuminé à faire pâlir les rayons douteux de la lune : c'est au mieux.....

Il ne faut au campagnard qu'un chemin boueux, où il ne peut passer qu'en sabots.....

La ville a ses revenus....., le village n'en a pas...

La ville, c'est le propriétaire....., le village c'est le paysan.....

La ville a ses biens, ses propriétés, ses ressources propres....., le village n'a rien....

..... Elle a ses hôpitaux, ses musées, ses bibliothèques, tous ses édifices publics, le village n'a rien. Et comme il n'a rien, c'est lui qui paie toujours, afin que l'on puisse avec les deniers de la campagne épuisée, donner davantage encore aux villes qui ont tout. C'est à la ville que l'on trouve l'argent et les capitaux, et c'est au village que l'on trouve l'impôt.....

Pour tous les propriétaires, le métayage, au point de vue social, est donc d'une grande utilité. Il les force à résider sur leurs terres et à ne pas y habiter sans occupation; à apprendre l'agriculture et à y acquérir une capacité professionnelle nécessaire pour avoir la confiance des cultivateurs; à faire entrer dans leurs mœurs un dévouement aux classes ouvrières, trop souvent peu compris et méconnu, qui est cependant un devoir d'accomplissement indispensable pour la bonne harmonie sociale. « En » récompense, écrit le président de la Société » d'agriculture de l'Allier (1), il leur donne la con- » sidération des hommes de la campagne et en

(1) De Garidel, 1^{re} lettre, p. 8.

» dehors même de leurs propres domaines, une
» influence incontestable sur ceux d'entre eux, — et
» il en existe encore heureusement beaucoup, — que
» la passion politique et l'esprit de parti n'aveuglent
» pas ».

§ IV. *Rapprochement des classes.* — Dans les temps troublés, comme ceux que nous traversons, où les divergences d'opinions rendent les rapports si difficiles entre hommes de condition différente « il n'y a, » selon l'heureuse expression de Montesquieu (1), » qu'une société de perte et de gain qui puisse réconcilier ceux qui sont destinés à travailler avec ceux » qui sont destinés à jouir ».

Le métayage mieux que tout autre système tend à atteindre ce but.

1. En effet le métayage est le mode d'exploitation qui favorise de la manière la plus équitable la distribution de la richesse.

La participation aux bénéfices semble la rémunération du travail la plus idéale et la plus pratique.

L'ouvrier qui use ses forces dans un labeur incessant s'indigne de recevoir un maigre salaire, toujours le même, alors que la fortune de son patron grandit démesurément. Il se croit un droit acquis à une part de la richesse qu'il a créée au détriment de sa santé et de son existence ; il proclame qu'au jour de l'inventaire chacun doit partager au prorata de ses efforts et de ses apports.

Cette participation qui est le vœu le plus ardent

(1) Montesquieu, *Esprit des Lois*, livre 13, ch. 3.

des populations ouvrières, rencontre souvent l'approbation des directeurs d'usine. Ces derniers considèrent avec raison que le travailleur intéressé au succès de l'entreprise fera plus de besogne, que les mal-façons deviendront rares et la surveillance aisée.

Le métayage est précisément le type de l'association du capital et du travail, tant cherché par les utopistes de notre siècle.

« En admettant que le fermage, dit Bastiat, fut une
» organisation agricole plus favorable que le métayage
» au perfectionnement de l'agriculture et à l'accroissement de la richesse, on ne peut nier qu'il ne
» recèle quant à la distribution des produits, le plus
» grand de tous les inconvénients. Loin d'appeler
» toutes les classes de travailleurs au partage équitable des produits, loin de les faire participer
» toutes aux avantages des progrès agricoles, de
» manière à ce que l'accroissement des richesses ne
» fut autre chose qu'une augmentation de bien-être
» justement réparti, il n'aboutit, au contraire, qu'à
» enrichir le riche et à appauvrir le pauvre, éloignant
» sans cesse l'une de l'autre ces deux extrémités de
» la chaîne sociale et créant ainsi cette incommensurable distance, qui sépare l'extrême opulence de
» l'extrême misère ».

2. Relations journalières du propriétaire et du colon. — L'isolement, l'antagonisme ne peuvent être l'idéal de la vie agricole et manufacturière. Ce serait sottise de s'y tenir quand l'intérêt des parties est de s'entendre.

Comment le métayage substitue-t-il peu à peu à cet isolement, et à cet antagonisme l'harmonie des rapports et la communauté des intérêts ?

L'harmonie des classes sociales ne peut se faire que par leur pénétration et pour qu'elles se pénétre, le plus simple bon sens dit qu'il faut que ceux qui sont en avant se retournent et tendent une main fraternelle à ceux qui suivent péniblement à l'arrière garde.

L'isolement des classes amène peu à peu une hostilité implacable ; des deux côtés, on affecte une réserve pleine de raideur ; des deux côtés, on dissimule sa haine ; aussi, la première discussion arrive-t-elle tout de suite à un degré d'impétuosité et de violence qui pousse aux dernières extrémités. L'ouvrier est toujours prêt à déposer son outil, le patron à montrer la porte.

Les économistes qui ont étudié la condition des travailleurs ont conseillé les rapprochements entre ouvriers et patrons, employeurs et employés, comprenant que les haines seraient moins vivaces, si les occasions de se parler et de s'entendre étaient plus fréquentes.

Cette multiplication des rapports d'homme à homme est une conséquence forcée du contrat de colonage :

Le propriétaire qui habite au milieu de ses métayers entretient avec eux des relations journalières que la permanence des engagements rend continuels.

Le propriétaire et le métayer ont des entrevues constantes, puisqu'ils doivent délibérer et s'entendre

sur chaque opération culturale, puisque, sans leur consentement mutuel, aucun mouvement d'étable n'est possible. Souvent, ils se réunissent, causent et discutent sur l'utilité ou l'opportunité des travaux à exécuter dans l'exploitation. Ces seuls rapports de juxtaposition matérielle suffiraient peut-être à amener un commencement d'intimité et avec le temps des échanges de sentiments et de sympathies. Ces rapports, au reste, ne peuvent être qu'amicaux, à raison de l'espèce de société qui unit l'employeur et l'employé.

Le métayer n'est plus, comme le travailleur urbain ou le manouvrier rural, contraint à l'obéissance passive. Sans doute, le propriétaire qui fournit la terre, l'instruction théorique, la majeure partie des capitaux, exercera la haute direction, et fera en quelque sorte fonction de gérant ; mais par cela même son autorité sera paternelle et tempérée. En aucun cas, le cultivateur ne sera tenu de se soumettre aveuglément à toutes ses injonctions ; il ne lui doit obéissance que dans la mesure de son bail.

« On trouve ici, dit le comte de Gasparin, bien » plus l'autorité du père de famille que celle du » maître ».

Olivier de Serres (1) donnait de sages conseils au propriétaire de son temps : « N'entres pas en » piques avec votre métayer à peu d'occasions, mais » supportes doucement ses petites imperfections. » Gardes cependant votre autorité, afin de ne l'accoutumer à désobéir et à ne craindre. N'exiges

(1) *Théâtre de l'agriculture*, p. 57.

» de lui outre son deu, rien qui lui préjudicie ; lui
» montreres au reste l'amitié que lui portes, louant
» son industrie, sa diligence, et vous réjouissant de
» son profit, trouvant bon qu'il gaigne honnestement
» avec vous pour l'affectionner toujours mieux ».

3. Intérêts communs. — « L'esclave est secrètement l'ennemi de son maitre, le métayer en est l'associé ». Sismondi (1) exprimait ainsi d'une manière heureuse, l'un des grands avantages du colonoage partiaire, l'union dans l'effort, l'identité dans l'aspiration.

Sous ce régime, les intérêts des deux parties se confondent : ce qui est utile à l'un est utile à l'autre. La prospérité du métayer est entièrement liée à la prospérité du propriétaire. Ils sont solidaires. Soumis aux mêmes lois économiques, aux mêmes hasards de la culture, ils profitent ou souffrent des mêmes événements. Ils courent les mêmes dangers, redoutent les mêmes ennemis : la récolte prochaine n'est-elle pas leur fortune commune ? Leur vie est ainsi faite de jouissances et d'aspirations communes.

On a cependant nié cette communauté d'intérêts.

Le colon, a-t-on dit, a avantage à développer la culture extensive, à économiser le plus possible la main-d'œuvre et à augmenter le rendement net. L'intérêt du propriétaire est de pousser à la culture intensive, à l'accroissement de la main-d'œuvre, à l'augmentation du revenu brut. Le colon aime les résultats immédiats, les cultures simples, peu coûteuses ; le

(1) Sismondi : *Etudes*. I. 430.

propriétaire préfère le développement progressif et continu de la fertilité du sol, les cultures plus productives.

Ces remarques pouvaient être exactes à une époque où le métayer n'entrevoyait dans son travail que le moyen d'assurer son pain quotidien ; aujourd'hui où les disettes ne sont plus à redouter, le métayer a des aspirations plus hautes, il veut retirer de son exploitation les plus gros bénéfices possibles ; il est prêt à toutes les améliorations, à tous les changements de culture. C'est toujours lui dans la Basse-Marche qui trouve ne pas avoir assez d'engrais ou de machines. Il quitte le petit domaine pour un plus grand afin de pouvoir entretenir un personnel plus considérable et réaliser de plus gros produits par un travail plus intensif.

Insensiblement, et peut-être malgré lui, le propriétaire qui vit au milieu de ses métayers s'intéresse à ce qui touche à leur bonheur et à leur avenir. Il leur rend quantité de bons offices. Ces rapports bienveillants, souvent même affectueux, rapprochent les distances. « J'ai vu, écrit Bastiat (1), un propriétaire inviter ses métayers au jour de l'an, » suivant un usage antique ». Ce qui avait fait l'admiration de Bastiat est, dans la Basse-Marche, une pratique presque générale. La maison du « maître (2) » est constamment ouverte au métayer. Il y

(1) Bastiat, *Journal des Economistes*, tome XIII.

(2) Dans la Basse-Marche et le Limousin, tous les métayers, grands ou petits, disent, en parlant de leur propriétaire : « Le maître », ou en s'adressant à lui : « Notre maître ».

Cette appellation ne signifie nullement que le métayer se

vient fréquemment, pour rendre compte de ce qu'il a fait, demander conseil quand il veut entreprendre quelque chose, les jours de marchés, de foires ou de fêtes. Il y trouve toujours bon accueil et bon gîte. Un vieil usage veut qu'au premier jour de chaque année, le métayer-vienne apporter à son « maître », avec ses souhaits de nouvel an, un don de joyeuse année (1), et ce jour-là il a son couvert mis à une table plantureusement servie.

Devoirs de direction et d'assistance d'un côté, de déférence et de probité de l'autre sont toujours remplis et l'harmonie générale règne.

On y gagne des deux côtés, et mutuellement on se reconnaît d'autres sentiments et d'autres intérêts communs dont l'existence ne se serait point sans cela révélée.

La communauté d'intérêts, en poussant le propriétaire et le colon vers un même but, par des routes parallèles, éloigne la défiance et l'envie; elle ne laisse point se produire cette sourde irritation qui travaille la classe salariée et qui se manifeste de temps en temps par de terribles explosions de l'émeute.

Le propriétaire vit en paix, sûr du lendemain et libre de tout soupçon. Le métayer ne roule pas de

trouve encore dans une condition servile. Moins que quiconque, il n'entend faire abstraction de sa liberté et de son indépendance.

C'est au contraire une expression familière, filiale, quoique toujours respectueuse. Le métayer ne tient pas à dire : « Monsieur » à son propriétaire.

(1) Ce cadeau offert par le métayer consiste ordinairement dans une volaille : poulet, chapon.

sinistres arrières-pensées. Il y a inégalité de fortune, mais identité d'aspirations (1).

En résumé, la communauté d'intérêts, le besoin que les parties contractantes ont l'une de l'autre, identifient en quelque sorte le métayer avec son domaine et avec la famille de son maître. Les rapports deviennent très doux, la supériorité est inoffensive. Les efforts communs dans le travail, l'assistance dans les nécessités de la vie commandent naturellement le respect et l'affection.

Qui ne voit que dans de pareilles conditions l'antagonisme social se trouve sinon supprimé, du moins singulièrement affaibli ?

Quand on lit, page à page, l'enquête faite en 1902, par la Société des Agriculteurs italiens, on est frappé de voir, au milieu des résumés de tant de troubles violents un certain nombre de petites phrases comme les suivantes :

« Grèves dans toutes les parties de la Lombardie, sauf dans la province de Sondrio, où domine le métayage (colonat tertiaire), dans les 9/10 de la campagne.

» Toutes les grèves de la province de Bergame se sont produites dans la partie irriguée ; car c'est le métayage qui domine dans la partie sèche.

» Beaucoup de grèves dans la province de Mantoue, où le métayage est rare...

» Bellune : métayage, pas de grèves. De même à Trévise et à Udine.

(1) « Où retrouver cette harmonie, dit Bastiat, dans le pays » de fermage ? Non... ». *Journal des Economistes*, XIII, p. 235.

» Vérone : grèves dans la partie basse ; dans l'autre partie, métayage, pas de grève.

» Forli (qui appartient cependant à l'Emilie) : métayage, pas de grève.

» Massa Carrara : pas de grèves, les paysans étant mieux traités qu'ailleurs : métayage ».

Ce sont là des exemples cités entre beaucoup d'autres ; qui nous montrent combien le métayage est propice à l'éclosion des sentiments d'humanité d'un côté et de reconnaissance de l'autre !

Ainsi, l'un des plus heureux effets du métayage est non seulement de faire du cultivateur un homme libre, établi, ayant une position sociale enviable, mais surtout d'en faire l'associé du propriétaire, souvent son ami dévoué et reconnaissant.

Et cependant, n'y a-t-il pas des hommes assez fous pour mépriser une situation si appréciable et courir à la ville s'exposer aux angoisses de la faim et de la maladie ?

« L'homme quitte la campagne, écrit Gabriel Hanotaux, il préfère s'enfermer dans les villes où il prend plaisir à s'intoxiquer... Que la terre maternelle n'exerce pas sur lui une attraction plus forte, que la douceur de l'existence au grand air, le calme des occupations rustiques, la solidité des établissements et la sécurité du lendemain, que cette espèce de bain d'apaisement où la nature vous plonge, ne le retiennent pas ou ne le ramènent pas, lorsqu'il est parti, cela est presque incompréhensible ! On peut donc s'obstiner à tourner le dos au bonheur !... »



CHAPITRE VI

L'Exode rural et le Métayage

Depuis fort longtemps, c'est un des lieux communs de la littérature contemporaine que l'exode rural, l'émigration des campagnards vers les villes.

Il n'est guère possible d'ouvrir un journal agricole, sans y trouver une plainte amère sur la rareté et la cherté de la main-d'œuvre.

Les démographes de leur côté se répandent en lamentations sur le dépeuplement des villages au profit des centres urbains.

Les hygiénistes s'inquiètent des dangers de l'agglomération des hommes par centaines de milliers, au point de vue du développement de la tuberculose et de l'alcoolisme, ces deux grandes causes de la morbidité et de la mortalité.

Les conservateurs s'épouvantent de voir grandir d'année en année les foyers d'agitation socialiste.

Et ces préoccupations diverses ont un tel caractère de généralité que débordant les publications spéciales, elles se sont répandues à profusion dans la presse quotidienne et se reflètent même de plus en plus fréquemment dans les œuvres purement littéraires.

Pour que le phénomène de l'exode rural ait de

pareilles répercussions, il faut qu'il ait pris une importance tout à fait anormale....

§ I. *Importance de l'exode rural.* — Ce serait une erreur de croire que l'émigration des campagnards vers les villes constitue un fait nouveau.

Sans parler des émigrations analogues qui ont marqué la fin de l'antiquité, et comme l'a montré Karl Bücher (1), la fin du Moyen-Age, de nombreux témoignages établissent que bien avant le xix^e siècle, on se préoccupait de la désertion des campagnes et de l'affluence des populations rurales dans les grands centres.

Dès le xvi^e siècle, Guy Coquille constatait ce phénomène de la dépopulation des campagnes au profit des villes.

Si l'on se reporte au xviii^e siècle, à l'époque où l'on commençait à s'enquérir méthodiquement, soit par l'observation, soit par des statistiques approximatives des mouvements de la population, on trouve que ce phénomène de la dépopulation des campagnes faisait déjà l'objet des préoccupations publiques.

Les plaintes des physiocrates sur la rareté de la main d'œuvre dans les districts ruraux résonnent encore amèrement (2). Quesnay, dans son article célèbre sur les fermiers, dans l'Encyclopédie, constate que les plus énergiques et les plus intelligents parmi les paysans émigrent dans les villes. Il attribue ce

(1) *Etudes d'histoire et d'Economie politique*, p. 315 et s. (Paris, Alcan, 1901).

(2) Levasseur : *La Population française*, I, p. 207 et s. (Paris, Rousseau, 1891).

fait aux dépenses d'argent que font à Paris et dans les grandes villes les courtisans et les nobles.

Dans les *Ephémérides du Citoyen*, publiées en 1765, on pouvait lire : « Quelles sont parmi nous les causes qui concordent à diminuer le nombre des agriculteurs ? ou pour mieux dire quelles sont les causes qui n'y concourent pas ? »

« La guerre, la marine, la finance, la justice, le commerce, les arts, les églises même, arrachent tour à tour les enfants de nos cultivateurs aux hameaux qui les ont vu naître ».

Jean-Jacques Rousseau (1) pouvait s'appuyer sur des faits incontestables lorsque, prêchant le retour à la nature, il dénonçait les villes comme des foyers de dépopulation : « Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. Au bout de quelques générations, les races périssent ou dégénèrent ; il faut les renouveler et c'est toujours la campagne qui fournit à ce renouvellement ».

Voltaire lui-même n'a pas manqué de nous tracer le tableau de l'émigration des campagnes à son époque :

« Le fils de mon manœuvre, en ma ferme élevé,
A d'utiles travaux, à quinze ans enlevé,
Des laquais de Paris s'en va grossir l'armée ;
Des sergents de l'impôt, il obtient un emploi ;
Il vient dans son hameau, tout fier, de par le roi,
Fait des procès-verbaux, tyrannise, emprisonne,
Ravit aux citoyens le pain que je leur donne,
Et traîne en des cachots le père et les enfants... »

(1) Emile. Livre 1, p. 36.

Cependant, en 1823, Mac Culloch, étudiant la situation de la population, en présence de l'extrême morcellement de la propriété dans notre pays, écrivait : « Dans un demi-siècle, la France sera devenue la plus grande nichée de pauvres de l'Europe et partagera avec l'Irlande l'honneur de fournir à tous les pays du monde des domestiques et des prolétaires vivant au jour le jour ».

On sait combien était fausse cette prédiction. L'excédent de population rurale que l'on constatait à cette époque s'est dissous pour ainsi dire sans secousses, sans crise d'aucune sorte, et ce sont aujourd'hui des plaintes exactement inverses que l'on a à relever.

Le rapport du Ministre de l'Intérieur au Président de la République française du 31 décembre 1901 constate que « l'accroissement de population des » grandes agglomérations continue à se produire au » détriment des campagnes par un déplacement de » la population rurale vers les centres industriels et » commerciaux (1) ».

C'est elle, la cité géante, qui attire et absorbe insatiablement les hommes, les produits et l'argent des campagnes :

L'*argent*, sous forme d'impôts, d'épargnes centralisées dans les banques, de rentes ;

Les *produits*, affluant non seulement de toutes les parties du royaume, mais de toutes les parties du monde : produits exotiques, fruits des tropiques,

(1) *Journal officiel*, 8 janvier 1902, p. 100.

viandes congelées arrivant à pleins bateaux des antipodes ;

Les *hommes*, enfin, déracinés de la terre natale, réquisitionnés par la caserne, le magasin et la fabrique, hallucinés par la Ville Lumière comme ces oiseaux marins qui, le soleil tombé, volent éperdus sous la clarté des phares !

* * *

Le véritable moyen de se rendre compte de l'importance de la dépopulation des campagnes de France, est de se livrer à une étude des mouvements statistiques de la population rurale (1).

Les statistiques officielles que l'on peut consulter sur ce point, à partir de 1846, considèrent comme population rurale, celle qui est comprise dans les communes de moins de 2.000 habitants agglomérés.

Les résultats statistiques du recensement général de la population, effectué le 24 mars 1901 nous permettent d'établir le tableau comparatif des populations rurale et urbaine de la France pour les années suivantes :

	POPULATION RURALE	POPULATION URBAINE	TOTALE
1851	26.647.711	9.135.459	35.783.170
1881	24.575.506	13.096.542	37.672.048
1891	24.031.900	14.311.048	38.342.948
1901	23.004.755	15.957.190	38.961.945

(1) Nous avons eu recours, pour établir les chiffres que nous donnons :

1^o Au recensement du 24 mars 1901 ;

2^o Aux résultats de l'enquête agricole de 1892 ;

3^o A la statistique annuelle du mouvement de la population publiée par les soins du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

(Le dénombrement de 1906 ne nous a été que d'un secours peu efficace).

En comparant le nombre des habitants qui ressortissent de l'une ou l'autre catégorie, on observe que la population rurale composait, en 1851, presque les 3/4 de la population totale, tandis qu'en 1901 la proportion était inférieure à 60 %.

Si ces chiffres nous permettent de nous rendre compte du mouvement de concentration des populations dans les villes, nous ne pouvons en tirer aucune conclusion exacte en ce qui concerne la situation de l'agriculture.

En effet, la population rurale comprenant indistinctement tous les habitants des communes de 2.000 habitants et au-dessous, ne renferme pas seulement des cultivateurs. Ceux-ci, avec leurs familles, y sont sans doute en majorité, mais on y trouve aussi un grand nombre de rentiers, de commerçants, d'industriels, et autres individus qui tous sont étrangers à la profession agricole. De même dans la population urbaine figure un certain nombre d'agriculteurs exploitant dans la banlieue des grandes villes et néanmoins recensés comme faisant partie des habitants des villes.

Il y a lieu, par conséquent, de distinguer la population agricole proprement dite de la population rurale.

Nous voyons alors que la population dite agricole atteint un chiffre bien inférieur à celui de la population globale des communes rurales, et qu'elle n'a cessé de diminuer depuis 1876 (1) :

(1) Résultats généraux de l'enquête agricole de 1892. (Introduction III, partie 8, § v, pp. 388-399).

	POPULATION AGRICOLE	POPULATION NON AGRICOLE
En 1876	18.968.605	17.932.183
— 1881	18.249.209	19.422.839
— 1886	17.698.432	20.520.471
— 1891	17.435.888	20.907.060

Il convient enfin de faire une dernière distinction et de séparer nettement les individus exerçant directement la profession agricole (nous les qualifierons avec les statistiques de population agricole active), et les membres de leur famille, sans profession, vivant avec eux, ou les domestiques attachés à leur personne.

Cette population active agricole est elle-même en régression.

Les résultats statistiques du recensement du 14 mars 1901, nous indiquent qu'elle comprenait :

En 1896 : 8.430.059 personnes

En 1901 : 8.176 569 — seulement.

Ainsi, en France : émigration des campagnes au profit des villes, diminution de la population rurale, c'est-à-dire celle des communes au-dessous de 2.000 habitants ; diminution également, d'après les statistiques, de la population agricole et surtout de la population agricole active, telle est la situation générale.

* * *

En ce qui concerne le département de la Haute-Vienne, d'après ce même recensement de 1901, sa population se serait accrue d'une façon remarquable depuis 1801.

On comptait, en effet, dans la Haute-Vienne :

En 1801 : 245.150 habitants

— 1851 : 319.379 —

— 1861 : 319.595 —

— 1881 : 349.332 —

— 1891 : 372.876 —

— 1901 : 381.753 — , le dénombrement de 1906 accuse 385.732 habitants.

Il est certain que le recensement du 12 mars 1911 marquera un mouvement ascendant dû, comme toujours, à l'augmentation de la population de la ville de Limoges.

Quant à la population active du département de la Haute-Vienne, elle se répartit de la façon suivante :

	POUR 1896	POUR 1901
Agriculture.....	106.742 p.	99.724 p.
Industrie.....	50.134 —	55.513 —
Commerce	8.843 —	10.489 —
Professions libérales.	12.838 —	13.080 —
Service domestique..	4.652 —	7.361 —

Il y a donc une augmentation de la population active dans toutes les sections, sauf dans l'agriculture.

On constate que la diminution porte à la fois sur l'élément féminin et sur l'élément masculin. Voici les chiffres :

	EN 1896	EN 1901	(DIMINUTION)
Population active agricole	—	—	—
masculine.....	66.306 p.	65.121 p.	— 1.185 p.
Population active agricole			
féminine.....	40.436 p.	34.603 p.	— 5.833 p.

* * *

Quant à la population de l'arrondissement de Bellac, elle est en complète régression; on comptait :

En 1801 :	76.425 habitants	
— 1851 :	84.682	—
— 1901 :	82.533	—
— 1906 :	81.716	—
— 1911 :	80.159	— (environ) (1).

Les autres arrondissements, sauf celui de Limoges, sont d'ailleurs dans le même cas et voient décroître leur population d'année en année.

Comment expliquer cette diminution ?

En général, la dépopulation peut avoir deux causes, l'excédent des décès sur les naissances, l'émigration.

Or, la première cause n'agit pas ici. En effet, en 1909, on comptait dans l'arrondissement de Bellac, 1.752 naissances contre 1.246 décès, c'est-à-dire un excédent de 506 naissances. De plus, le *Journal officiel*, du 25 mai 1911, a publié quelques résultats statistiques du mouvement de la population pour 1910; nous y avons relevé, pour le département de la Haute-Vienne, un excédent de 2.172 naissances sur le chiffre total des décès.

(1) Les résultats du dénombrement de 1911 n'ont pas encore été publiés; nous devons ces chiffres, pour l'arrondissement de Bellac, à MM. les secrétaires des mairies des 65 communes.

Reste donc comme seule cause de la dépopulation de notre arrondissement de Bellac, l'émigration.

Quelle est l'étendue du mouvement d'émigration ?

Sur quels éléments porte-t-il ?

Aucune statistique ne nous permet de donner les chiffres de l'émigration dans l'arrondissement de Bellac. Nous pourrions, il est vrai, prendre comme base de calcul la diminution de la population pendant une année, en retrancher l'excédent des naissances pour la même année et en conclure que le résultat obtenu correspond au chiffre de l'émigration.

Obtiendrions-nous ainsi des résultats conformes à la réalité ?

En tous cas, nous ne connaîtrions pas encore quelles catégories de personnes émigrent et c'est là pour nous le point intéressant.

Aussi, au lieu de chiffres, nous bornerons-nous à exposer la situation telle qu'elle nous est apparue.

§ II. *Causes de l'exode rural.* — « Malgré tout ce » qu'on a dit de la légèreté et de l'inconstance » humaine, — disait Adam Smith, — il paraît » évident par l'expérience que, de tous les bagages » possibles, l'homme est le plus difficile à déplacer (1) ».

C'est ce que constatent tous les auteurs qui se sont

(1) *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations.* Trad. Garnier, chap. VIII, p. 151.

occupés de l'exode rural et notamment Heinrich Sohnrey, éditeur de la revue agricole "*Das Land*" (1).

Ce n'est pas de gaieté de cœur que le paysan quitte sa chaumière, abandonne sa charrue ou sa bêche, pour descendre dans les mines, s'enfermer dans les filatures ou les tissages, se loger dans les ruelles infectes des grandes agglomérations. Il est obstinément attaché à son coin de terre. Mille liens l'y rattachent et il ne se résoud à les rompre qu'à la dernière extrémité.

Se fixer à la ville, c'est sortir de sa famille, changer de métier, quitter sa résidence ; c'est s'adapter à de nouvelles conditions de logement, à de nouvelles occupations, à un nouveau genre de vie : c'est l'inconnu, c'est l'incertain devant lequel on tremble et on hésite.

Ce ne sont pas toujours les charmes de la vie urbaine, les séductions du travail industriel et le désir de voir du pays qui hallucinent le paysan et lui font prendre le chemin de la grande ville. Il y a des circonstances impérieuses qui le contraignent à aller chercher de quoi vivre en d'autres lieux.

1

Pour déraciner les terriens, pour transformer en travailleurs nomades ou en prolétaires industriels les

Voir en ce sens :

(1) Sohnrey : *Der Zug vom Lande und die sociale Revolution*, p. 136. (Leipzig Werther, 1894), et Kautsky, *Question agraire* (trad. Milhaud et Polack, pp. 239 et s., Paris, Giard et Brière, 1900).

paysans sédentaires de l'ancienne agriculture, il faut que l'économie rurale primitive ait été bouleversée, il faut que la propriété paysanne ait été détruite et que tous les liens qui attachaient les travailleurs agricoles à la terre aient été brisés.

C'est un fait bien connu que le développement des agglomérations industrielles urbaines tend à éliminer la propriété paysanne. Cette élimination ne se produit pas toujours, comme en Angleterre, au profit de la grande propriété et de la grande culture. Néanmoins, dans toutes les régions où l'influence de l'industrie et le voisinage des villes ont fait hausser la valeur vénale du sol, la propriété paysanne cultivée en faire valoir direct ne représente plus qu'une faible et décroissante fraction du territoire.

Ces changements dans le mode de faire valoir n'a pas précisément pour effet immédiat de réduire le nombre des habitants de la campagne, mais en relâchant ou en supprimant les liens qui attachent le cultivateur à la terre, la disparition de la propriété paysanne lui rend l'émigration plus facile, le jour où les conjonctures économiques lui rendent cette émigration nécessaire ou avantageuse. Et inversement, il suffit parfois qu'un ouvrier possède une maisonnette ou une parcelle de terre, pour empêcher qu'il aille s'établir dans les centres industriels.

« La cause maîtresse de la poussée d'émigration parmi les travailleurs ruraux, dit Sohnrey (1), c'est le manque presque complet des conditions d'existence les plus élémentaires dans les localités de plats

(1) Op. cit.

pays, spécialement le manque d'un lopin de terre lui appartenant en propre, sur lequel l'ouvrier puisse prendre racine ; le manque d'un « allmend » suffisant, qui élève les perspectives sociales du travailleur et lui crée des liens avec la communauté ; enfin, le manque d'un logis convenable, dans lequel puisse se développer une vie de famille réconfortante ».

Il suffit quelquefois, pour arrêter l'émigration d'une famille, de la « culture d'un jardin potager » fournissant à la famille, les légumes, les fruits et » les plantes aromatiques ; d'élevages d'abeilles, de » volailles et autres petits animaux tirant surtout » leur nourriture du parcours autorisé par le patron » ou par les propriétaires voisins ; de l'engraissement » d'un ou deux porcs, nourris selon les cas, par le » ménage, le jardin, le parcours et des combinaisons » variées ; enfin, de l'exploitation d'une ou deux » vaches laitières dont la nourriture provient d'une » prairie possédée ou louée par la famille, du parcours dans les bois communaux et de diverses » subventions qui varient à l'infini..... (1) ».

Il arrive assez fréquemment encore qu'un villageois ensemeence son champ avec le concours des métayers, ses voisins, qui font les labours et conduisent les engrais ou la récolte. Ce villageois, petit artisan ou journalier, cultive ses quelques arpents avec sa femme dans le temps qu'il n'est pas occupé ailleurs. Il plante des pommes de terre, sème des légumes ou du blé. Il met à profit les fumiers, que lui et sa

(1) Le Play : *Organisation du travail selon la coutume des ateliers et la loi du Décalogue*, p. 168. (4^e édition, Paris, Dentu, 1877).

famille ont eu soin de ramasser partout où ils les trouvent, et sans être riche, ce villageois peut faire les frais convenables à cette petite culture. Ces petites moissons qu'il obtient à peu de frais lui fournissent la plupart des premières denrées nécessaires à la vie, et son travail, celui de ses enfants, ce que sa femme peut gagner à la couture ou à la lingerie, mettent toute cette famille dans une espèce d'aisance et lui permettent d'échapper à la triste nécessité de s'exiler.

Dans les régions purement agricoles, le morcellement excessif aboutit généralement aux mêmes conséquences que l'expropriation complète. Les propriétaires parcellaires sont plus disposés que tous les autres ruraux à l'émigration vers les villes. Dans son livre sur la *Propriété paysanne*, M. A. Souchon établit par des tableaux comparatifs, empruntés au recensement agricole, que, pendant la période décennale 1882-1892, le nombre des agriculteurs a subi une diminution plus forte dans les dix départements où l'étendue moyenne des exploitations est la plus faible que dans les dix départements où elle est la plus forte (1).

Ce résultat est d'autant plus frappant, qu'il est conforme à de précédentes observations obtenues par une méthode tout à fait différente, puisque Zola, en s'appuyant, non pas sur les enquêtes agricoles, mais sur le dénombrement de 1891, et en recherchant les départements qui tendent le plus vite à se dépeupler, avait montré

(1) Souchon. *Propriété paysanne*, p. 23.

que le plus souvent ces départements appartiennent à des régions de petite propriété, comme celle de l'Est et du Nord - Est, alors que la population de la Bretagne et de certaines parties du Sud-Ouest, également peu morcelées, sont particulièrement stables.

II

A la décadence de la propriété paysanne vient s'ajouter comme autre cause de l'exode rural la disparition des occupations associées à l'agriculture.

Celle-ci est, en effet, par essence, une industrie saisonnière. La main-d'œuvre qu'elle réclame est relativement considérable à certaines époques de l'année, très réduite au contraire à d'autres, et cette opposition s'accroît d'autant plus que les conditions climatiques sont plus favorables. Selon l'expression de K. Marx : « Il y a toujours trop d'ouvriers pour les besoins moyens, toujours trop peu pour les besoins exceptionnels de l'agriculture (1) ».

A l'origine, l'agriculteur, aidé des siens, ajoute à sa récolte les produits de la forêt ou de la rivière et consacre ses loisirs forcés à la confection domestique de la plupart des choses qu'il consomme ou qu'il emploie. Lors même que la division du travail et la production des valeurs d'échange ont pris un grand développement dans les villes, l'union du travail et la production des valeurs d'usage dominant encore dans les campagnes.

Chaque famille se suffit à peu près à elle-même ; elle se loge dans une maisonnette de bois provenant

(1) *Le Capital*, I, ch. xxv, p. 365.

de la futaie la plus proche, et se procure sur place le chaume et le torchis ; elle trouve dans la forêt voisine le bois nécessaire à la cuisson de ses aliments, elle file, tisse, transforme en vêtements le lin ou le chanvre de sa récolte, elle se nourrit avec son blé, ses pommes de terre, ses légumes ; elle cuit son pain, fait son vin ou son cidre, échange ses œufs ou son beurre contre les rares marchandises qu'elle se procure au dehors. Elle produit tout ce qu'elle consomme et consomme tout ce qu'elle produit, ne vendant que le strict nécessaire pour faire face à des dépenses d'argent très limitées.

Plus tard, lorsque la division du travail se développe et que des relations plus fréquentes s'établissent entre les villes et les campagnes, l'association du travail agricole et manufacturier continue sous d'autres formes.

Un certain nombre de campagnards deviennent accessoirement ou principalement des producteurs industriels travaillant pour la consommation locale ou vendant leurs produits sur le marché de la ville voisine, mais cette production industrielle, par suite de l'état rudimentaire des moyens de transport, reste intimement liée au travail agricole.

Le paysan moissonne l'été, l'hiver il devient bûcheron, ou se fait charbonnier. Laboureur le matin, le soir il creuse des sabots ou tresse des paniers. Il pose sa faux pour courir surveiller le tic tac de son moulin ou mettre sa toile sur son métier. Nul instant n'est perdu.

Aussi longtemps que ces industries primitives

parviennent à se maintenir, fournissant aux campagnards un supplément de ressources et du travail pendant la saison mauvaise, l'exode rural ne s'impose pas comme une nécessité inéluctable et se limite généralement au trop plein de la population.

Mais avec le développement des agglomérations urbaines et l'extension prise par la division du travail, toutes ces industries rurales primitives ont été réduites, transformées ou supprimées :

Le moulin à vent ne montre plus qu'une carcasse dépouillée de ses ailes, les filatures à main ont disparu devant la concurrence victorieuse du travail mécanique, ainsi d'ailleurs que la cordonnerie et la confection des vêtements. Et les cultivateurs trouvent intérêt à acheter les choses dont ils ont besoin plutôt que de les confectionner, et renonçant à des industries que la concurrence capitaliste rend trop peu rémunératrices, se livrent exclusivement à l'agriculture.

Mais l'agriculture, industrie saisonnière par excellence, avons-nous dit, ne peut, à elle seule, fournir des occupations régulières à tous les travailleurs pendant toute l'année.

Aussi, est-il indispensable que les ouvriers agricoles, les petits cultivateurs ou leurs enfants, sous peine d'être livrés à la misère ou condamnés à l'exode, parviennent à trouver des ressources ou des occupations accessoires qui leur permettent de « joindre les deux bouts ».

III

A ces deux causes de l'émigration rurale : décadence de la propriété paysanne, disparition des

occupations associées à l'agriculture, on en a voulu joindre une troisième, le machinisme. Depuis une trentaine d'années, dit-on, tous les recensements constatent en même temps que la diminution des agriculteurs, le développement du machinisme; et on en a tiré la conclusion que les machines réduisaient forcément la main-d'œuvre. Sans doute, les faneuses, moissonneuses, et surtout les batteuses mécaniques, permettent de faire en peu de temps et avec peu d'hommes des travaux qui exigeaient jadis beaucoup de temps et beaucoup d'hommes, mais il en est d'autres qui ne diminuent point le nombre des employés ou ouvriers : ainsi, les semoirs mécaniques et les charrues perfectionnées dont le principal avantage est de rendre le travail plus fructueux.

Et d'ailleurs, n'est-ce pas l'émigration provoquée par d'autres causes qui a précédé et nécessité les transformations de la technique agricole ?

IV

A ces causes initiales et toujours prépondérantes vient s'ajouter l'action de quantité d'autres facteurs politiques, économiques et moraux dont il faut s'abstenir de méconnaître l'importance :

Défectuosité de logement, besoin d'indépendance ou esprit d'imitation, désir d'échapper à la monotonie de l'existence rurale, capillarité sociale qui pousse les ouvriers les plus intelligents vers des industries moins pénibles, tentation de chercher fortune sur des champs d'action plus vastes, ce sont là autant de causes adjuvantes de l'exode rural. Enfin, le développement des routes, l'apparition des che-

mins de fer, ont facilité les échanges, élargi l'économie locale et amené une nouvelle répartition de la population.

V

Il est une autre cause de l'émigration des campagnes, cause d'ordre purement moral, qui a peut être exercé une action plus décisive sur leur dépopulation : c'est la mentalité particulière d'un grand nombre d'agriculteurs, surtout de jeunes agriculteurs. Ils n'ont pas quitté la terre, parce qu'ils ne pouvaient plus gagner leur vie et qu'ils manquaient du nécessaire ; ce qui les a poussé à l'émigration, ce n'est pas la misère de la vie rurale, ce sont surtout les douceurs et les enchantements apparents de la vie urbaine.

Ils ont été attirés par les splendeurs des villes comme le papillon par la lumière ; au fond de leurs chaumières, ils se sont mis à rêver de théâtres splendides, de cafés étincelants, de fêtes brillantes, de luxe et de plaisirs, et quand ils se sont réveillés, qu'ils ont jeté un coup d'œil attristé sur leur humble chaumière, sur ses murs nus et gris, sur la chandelle fumeuse et sur leurs haillons de travail, ils se sont sentis envahis d'une immense nostalgie et n'ont plus eu qu'une idée : aller à la ville à tout prix, les yeux fermés, sans même savoir à quelle porte frapper.

Qu'on appelle cela comme on voudra, de la fièvre, de l'hallucination, du vertige si l'on veut, peu importe ; mais le phénomène moral n'est pas niable, et c'est lui qui entraîne notre pays comme

tant d'autres à la dérive, lui qui explique la constitution de ces formidables agglomérations, de ces villes tentaculaires, comme les appelle si justement le poète Verhaeren, qui tendent de plus en plus dans les pays civilisés à attirer à elles et à absorber à des distances immenses, toute la vie, toute la sève des régions qu'elles dominent.

Ce mouvement d'attraction irrésistible a redoublé de puissance depuis que le service militaire obligatoire a fait passer tous les enfants de la campagne par la garnison des villes. C'est là qu'ils prennent des goûts nouveaux, des habitudes auxquelles ils ne peuvent plus ensuite renoncer, et comme ils ne peuvent y donner satisfaction que dans les villes, ils ne pensent qu'à y rester. Si par hasard ils retournent à la charrue, ce n'est pas pour longtemps, ils s'ennuient bientôt de la vie monotone des champs, trouvent tout ce qui les entoure au-dessous d'eux, hommes et choses, et ils saisissent la première occasion pour s'évader. Leur grande ambition est de devenir bureaucrates, facteurs, garçons de magasin ou employés de chemins de fer.

Tout le monde, en effet, est d'accord pour reconnaître que l'encasernement, dans les villes, détourne un grand nombre de ruraux du pénible labeur agricole :

« Le petit troupier — dit le commandant E. Man-
» ceau. (*Notre armée. Essai de psychologie militaire*,
» Paris, bibl. Charpentier, 1901) — qui compare la
» vie de chez lui à celle de la caserne, trouve à celle-
» ci une douceur qui le grise et l'énerve. Après en

» avoir goûté, il prend en aversion le travail des
» champs, si pénible et si incertain, dont une heure
» de grêle ou une nuit de gelée enlève tout le profit.
» Il aspire à continuer, après sa libération, le train-
» train régulier dont il jouissait à la caserne. S'il ne
» reste pas soldat, c'est que les rigueurs de la dis-
» cipline l'effarouchent, et aussi un certain sentiment
» d'instabilité, d'insécurité, mais il cherche à entrer
» en condition, à devenir domestique, cocher ou
» quelque chose d'analogue, c'est-à-dire à trouver
» une place où il ait des occupations régulières,
» calmes, rémunératrices, avec des avantages assu-
» rés, une nourriture convenable et une dépense de
» forces modérée.

» L'oisiveté qu'on fait aux militaires pendant leur
» séjour sous les drapeaux les corrompt et les
» amollit : si les campagnes se dépeuplent, c'est que
» les paysans perdent sous l'uniforme les habitudes
» laborieuses de leur classe ».

Il est vrai que l'on ne peut souscrire à cette affirmation que le service militaire constitue la seule cause de l'exode rural, car la poussée vers les villes se manifeste chez nombre de campagnards qui n'ont jamais porté le fusil et dans les pays qui ne connaissent pas les armées permanentes, comme le Canada et les Etats-Unis.

L'explication se trouve dans les causes générales qui ont déterminé la constitution du marché international, et par voie de conséquence, la dissolution de l'ancienne économie rurale.

Ce n'est pas seulement la mentalité des hommes

qui a été pervertie par les mœurs nouvelles, les femmes n'ont pas échappé à la contagion de l'exemple. Elles aussi ont été empoignées et séduites par le spectacle des villes où elles ont pris l'habitude d'aller chercher de la distraction et du plaisir ; elles en ont rapporté le goût de la vie élégante et amusante, de la toilette et des fêtes. Au retour, le village leur a paru maussade, la ferme sale et triste, et les travaux de la terre répugnants ; les cavaliers de la campagne, lourds et pesants d'esprit et de corps, n'ont pu soutenir la comparaison avec les beaux messieurs séduisants et sémillants qui avaient fait des frais pour leur plaire. L'humble fonction de fermière leur a semblé indigne d'elles et elles n'ont plus voulu, parmi les gars de leur village, que ceux qui s'étaient élevés aux hautes dignités d'employés ou de fonctionnaires.

§ III. *Les émigrants ?* — I. Les premiers émigrants sont ceux « à stations périodiques », suivant la distinction établie par Le Play.

« Ils partent chaque année dans le courant du mois de mars, passent la belle saison à travailler, et au mois de décembre reviennent dans leurs familles. Dès que les enfants ont atteint 15 ou 16 ans, ils accompagnent leur père et apprennent son métier. Les enfants plus jeunes, les femmes et les vieillards doivent, pendant ce temps, s'occuper des travaux de la propriété, qui souffre évidemment de ce manque de bras plus valides ».

Ce groupe comprend surtout ceux qui se livrent à

l'industrie du bâtiment, tailleurs de pierre, couvreurs, charpentiers, terrassiers, peintres, plâtriers, cimentiers, maçons surtout. Ce métier a l'avantage d'être périodique, puisqu'on ne peut l'exercer que pendant la belle saison ; l'émigrant pourra donc revenir chaque année au pays.

Ce n'est pas ici le besoin qui détache l'homme de la terre qui l'a vu naître ; c'est plutôt un grain d'ambition personnelle. Et cette ambition s'aiguise devant le taux élevé des salaires ouvriers dans les villes, en même temps que parlent bien haut d'autres considérations moins matérielles, moins intéressées, mais non moins humaines. Il faut toujours compter avec le penchant de l'homme au plaisir et avec la loi du moindre effort. Les villes n'offrent-elles pas, en apparence au moins, cette vie facile et ces multiples attractions que grossit encore le tableau outrancier tracé par les camarades à leur retour ? Et ceux-ci, sans parler de leurs économies, n'en ont-ils pas rapporté cette désinvolture, ce bagout, cet extérieur qu'on résume dans le mot dégourdi, et qui leur donne du relief aux yeux de leurs naïfs compatriotes ? Si le labeur de l'ouvrier paraît rude quelquefois, on s'aperçoit bien vite aussi que ses soirées sont libres, qu'il a un jour de repos la semaine et que mille distractions se disputent ses moments de loisirs.

Les cantons où l'émigration temporaire est la plus intense, sont ceux de Châteauponsac, Bessines, Saint-Sulpice-les-Feuilles et Magnac-Laval.

La plupart de ces ouvriers vont à Paris ou dans les Charentes, quelques-uns à Lyon ou à Bordeaux.

Ils sont économes et réussissent assez souvent à acquérir l'aisance, sinon la fortune. Il y a quelques années, ils demeuraient très attachés à leur pays et ne manquaient pas d'y revenir passer la mauvaise saison. Beaucoup, maintenant, emmènent femmes et enfants, et émigrent sans esprit de retour.

En général, d'ailleurs, tous les ouvriers de métier émigrent avec une facilité de plus en plus grande. Le service militaire les emmène de leur village, le régiment les promène dans les grandes villes où ils voient leurs compagnons de métiers mieux rétribués ; enfin, l'attrait de la ville les enlève définitivement à la campagne.

II

Puis, ce sont les artisans dont la clientèle se réduit à mesure que la population décroît et qui transportent leur industrie dans les lieux plus favorisés.

Dans le compte rendu de la séance tenue par la Société nationale des Agriculteurs de France, le 20 février 1901, M. Dufaure signalait déjà les difficultés qu'on éprouvait dans nos campagnes, à trouver sur place des ouvriers de métiers, charrons, mécaniciens, chaudronniers, etc. Il y a encore parfois quelques ouvriers de métiers, mais comme aucun apprenti ne s'est formé, on prévoit le moment prochain où il n'y en aura plus du tout à la campagne. M. Dufaure insistait beaucoup sur la situation difficile qui en résultait pour les propriétaires, les agriculteurs, les viticulteurs.

M. Emile Chevalier confirme absolument l'opinion, malheureusement trop vraie, de M. Dufaure. « Le fait ne s'observe pas seulement dans la région qu'habite ce dernier, c'est-à-dire dans les Charentes, il est général en France ».

La faute n'imcombe-t-elle en partie aux propriétaires qui ne font souvent rien pour les retenir? Le propriétaire a la déplorable tendance de tout faire faire à la ville. Madame veut avoir les salons de son château et sa chambre à coucher aussi bien meublés que son appartement à Paris, et le menuisier du village ne reçoit aucune commande. Il en est de même du charron, du cordonnier, etc... On fait tout venir de la ville où l'on envoie même ressemeler les souliers des enfants. Et ce n'est pas seulement le châtelain qui agit ainsi ; tous les gens aisés de la campagne ont cette tendance, que les grands magasins et les colis postaux ont beaucoup développée.

III

Mais de toutes les classes rurales, c'est naturellement celle qui a le moins d'attache avec le sol, (et peut-être parce qu'elle n'en a pas du tout), le prolétariat des journaliers et des domestiques à gages, qui fournit les plus gros contingents à l'émigration vers les villes et les centres industriels.

Les uns vont s'y établir définitivement ; les autres y vont travailler tous les jours, ou bien y restent pendant toute la semaine, ne rentrant chez eux que

le dimanche, ou bien encore s'absentent pour des délais plus longs, voire même pour une grande partie de l'année. La rapidité des moyens de locomotion, la facilité des transports, les tarifs réduits, voilà les avantages mis à la disposition des ouvriers pour leur permettre de se déplacer avec une facilité incroyable.

La conséquence en est la diminution des ouvriers agricoles dans les pays d'agriculture.

En France de 1862 à 1892 — date du dernier recensement agricole — le nombre des journaliers est tombé de 2.003.744 à 1.210.081, celui des domestiques agricoles de 2.095.777 à 1.837.174, soit une perte totale de près d'un million, si on retranche les chiffres relatifs à l'Alsace-Lorraine : 117.000.

Malgré les augmentations de salaire, l'utilisation croissante des femmes et des enfants, les économies de travail humain réalisées par l'introduction des machines ou l'extension de la praticanure (1), le problème de la main-d'œuvre se pose dans des conditions toujours plus difficiles, et dans toutes les régions de grande culture les fermiers sont obligés d'avoir recours à des ouvriers du dehors, à des « gangs » de travailleurs nomades, pour la fenaison, la moisson, les vendanges, l'arrachage du lin, la cueillette du houblon, la récolte du riz, des betteraves ou des pommes de terre.

Ainsi, 40 à 50 mille ouvriers belges venant des arrondissements les plus pauvres de la Flandre se ré-

(1) En Angleterre, si les campagnes sont généralement désertes, c'est parce que les hommes ont été chassés par les moutons.

pandent chaque année dans les départements du nord et même du centre, pour y faire les travaux de la moisson, du sarclage, ou de l'arrachage des betteraves.

De même des quantités d'ouvriers espagnols se rendent dans les départements du midi, à l'époque des travaux de la vigne ; et en Corse ce sont des ouvriers agricoles italiens qui sous la conduite de leur « caporala » viennent pendant la bonne saison combler le déficit de la main-d'œuvre.

§ IV. *Situation du métayage devant l'émigration.* — Quelle est, à ce point de vue, la situation faite à la Basse-Marche, pays de métayage ?

Les effets désastreux de l'émigration s'y font moins sentir que dans les régions où l'on pratique la culture directe, même dans celles où règne le fermage.

Les domaines sont largement pourvus de chefs intelligents et habiles.

Dans beaucoup de familles, il est vrai, un ou plusieurs enfants abandonnent le métier paternel et prennent un « état » ou vont servir à la ville ou au château voisin (surtout les jeunes filles), mais les familles sont nombreuses et le père est toujours secondé par un fils ou un gendre intelligent, qui savent le jour venu « mener » la ferme avec succès.

Le métayer, cultivant avec les membres de sa famille, recourt peu ou point à des salariés. Rares sont les métairies où l'on trouve plus de quatre

domestiques et fort nombreuses sont celles où il y en a tout au plus un ou deux.

Voici les établissements agricoles classés suivant le nombre des employés ou ouvriers dans la Haute-Vienne :

En 1901 : 6.005 établissements n'ont aucun salarié.

16.313	—	en ont de 1 à	4
1.647	—	— de 5 à	10
20	—	— de 10 à	20
6	—	— de 21 à	100

1 établissement dont le nombre des salariés est inconnu.

Ces domestiques sont pour la plupart des jeunes gens de 18 à 20 ans qui cumulent les fonctions et sont tout à la fois bouviers, charretiers, moissonneurs, etc... point de spécialisation des tâches. Peu ou point d'hommes mûrs : bien que la situation de valets de métayers se soit améliorée depuis dix ans, aucun ne consent à rester dans cette condition. Ils prennent la direction d'une métairie ou émigrent.

En dehors de ces domestiques à l'année, le métayer serait très heureux de trouver pour la saison de la fenaison et de la moisson des domestiques au mois ou des journaliers.

Il n'en existe pas.

Autrefois les travailleurs de cette catégorie étaient nombreux : C'était le sabotier ou le tisserand du village voisin qui, l'été venu, abandonnaient le « métier » ou la « gouge » pour s'occuper comme journaliers aux travaux agricoles et se procurer ainsi un supplément de ressources.

C'étaient surtout les nombreux bûcherons, scieurs

de long, charbonniers, que la forêt voisine déversait dans les domaines, au moment de la moisson.

Que sont-ils devenus tous ces artisans robustes, tous ces campagnards ardents au travail, maniant la faux aussi bien que l'outil ?

Il n'en reste aucun. Le dernier coup de cognée a été porté au dernier des arbres ; la scierie mécanique elle-même doit chômer ; la grande filature a tué le petit métier, la machine a remplacé l'homme : plus de cloutiers, plus de cordiers, et partant plus de journaliers agricoles pour les travaux de l'été.

La Basse-Marche souffre de la pénurie de cette main-d'œuvre, qu'on peut appeler supplémentaire, et dont l'agriculture, industrie saisonnière par excellence, ne saurait se passer.

D'autre part les domestiques à l'année sont très peu nombreux et très recherchés.

On donne aux hommes de 400 à 450 francs par an et aux femmes de 200 à 250 francs.

De tous côtés déjà affluent des plaintes : plaintes des propriétaires trop prévoyants qui se lamentent de voir rester sans effet la clause du bail d'après laquelle la métairie doit avoir un certain personnel ; plaintes surtout des métayers désespérés de voir le plus clair de leurs revenus distribué en gages à des valets dont ils sont les esclaves !

En effet, l'exode profite à ceux qui restent et le résultat le plus immédiat, c'est l'élévation des salaires. Cependant, ceux qui restent ne sont pas toujours les meilleurs. En tous cas, ils abusent de la situation, et sa-

vent imposer des conditions exorbitantes, tout en faisant preuve d'une mauvaise volonté manifeste. Un exemple entre mille : — Quand on bat à la machine, dès le coup de sifflet qui annonce la fin du travail, tout le monde s'arrête net. J'ai vu des gens qui avaient la fourche levée pour mettre la paille sur une charrette, s'arrêter net et déposer tranquillement leur charge jusqu'au lendemain, plutôt que d'achever le mouvement commencé (1).

Naturellement, pour que les maîtres supportent de pareilles attitudes, il faut que la disette de main-d'œuvre les mette absolument à la merci de leur personnel.

Le *Journal de l'Agriculture*, du 5 mai 1900, rapportait dans cet ordre d'idées les faits suivants :

« Dans le Sud du département de l'Aude, —
» région assez accidentée et médiocrement riche, —
» par suite de la difficulté de se procurer de la
» main-d'œuvre, en présence de l'émigration vers
» les Pays-Bas de l'Aude et de l'Hérault, où l'appel-
» lent les salaires élevés, distribués par la viticul-
» ture, on a été amené à adopter certains modes de
» règlements des travaux qui ont paru intéressants
» à relever. Dans le but de retenir le cultivateur du
» sol, on l'intéresse à l'exploitation par une sorte de
» participation. Dans la région de Belpèch, en par-
» ticulier, le personnel gagiste se compose de domes-
» tiques de ferme, improprement appelés métayers,

(1) Voir discussion au Landtag Prussien, en 1899, de l'interpellation Szmula sur le manque de bras dans l'agriculture : J. Agnet, *Question de la main-d'œuvre agricole : Journal d'Agriculture pratique*, 1901, p. 610.

» qui ont beaucoup plus d'analogie avec l'institution
» des maitres-valets, qu'avec le colonage partiaire...
» Dans le paiement des « métayers », on trouve
» toujours des gages fixes représentés par le blé, le
» maïs, et la terre donnée au maitre-valet et sur
» laquelle il cultive des haricots, des pommes de
» terre, etc..., et ensuite des gages variables avec
» les bénéfices réalisés sur l'exploitation ».

Ainsi, pour retenir les travailleurs dans leur exploitation, les fermiers de l'Aude ajoutent aux formes anciennes de la rémunération, des formes nouvelles et plus perfectionnées du salariat.

Dans bien d'autres régions, les fermiers ont dû renoncer à leurs exploitations et les propriétaires ont fait appel à des métayers.

* * *

Les métayers sont mieux armés que les fermiers pour cette lutte. Mais ne faut-il pas craindre qu'ils ne succombent dans ce combat inégal, et tout au moins qu'ils ne se lassent et abandonnent leur tenure ?

Déjà, leurs fils, leurs filles, sont moins attachés à la terre qui les a vu naître. Beaucoup s'enfuient vers la ville voisine, pour de là gagner bientôt la capitale ; ils deviennent domestiques, prennent un métier, se créent une situation et sont heureux de venir, dans le pays montrer qu'ils « ont réussi », allumant ainsi bien des convoitises, faisant naître bien des espérances qui seront déçues un jour peut-être ?

Si on ne trouve plus, au sein des familles de métayers, suffisamment de chefs intelligents pour

assumer la lourde tâche de diriger un domaine, où les prendra-t-on ?

* * *

Que devient cette vaste armée d'émigrants après s'être engagée sur le chemin de l'exil ?

Les uns se font cochers, valets de chambre, concierges ou parviennent à trouver une place dans l'administration civile ou militaire.

D'autres entrent aux chemins de fer, ou s'embauchent dans les carrières, charbonnages, fabriques.

Enfin, la grande partie d'entre eux contribue à former une population flottante : « C'est l'infanterie » légère du capital jetée suivant les besoins du » moment, tantôt sur un point du pays, tantôt sur » un autre. Quand elle n'est pas en marche, elle » campe. On l'emploie à la bâtisse, aux opérations » de drainage, à la fabrication de la brique, à la » cuite de la chaux, à la construction des chemins, » des routes, des ponts... (1) ».

Tous désertent l'agriculture et la campagne avec l'espoir d'améliorer leur situation et spécialement de gagner des salaires plus forts.

Leur espérance est-elle fondée ? Ne s'agit-il point de différences purement nominales compensées par de plus grandes fatigues et par le coût supérieur de l'existence dans les grandes agglomérations ?

D'aucuns l'affirment et soutiennent que l'émigration vers les villes est le résultat d'un faux calcul, d'une ignorance complète des multiples inconvénients

(1) Karl Marx. *Le Capital*, 1, ch. xxi, p. 293. (Paris, La Châtre, 1867).

de la vie urbaine, d'une déplorable méconnaissance des avantages de la vie rurale : « O fortunatos » *nimum sua si bona norint agricolas !* »

Certes il en est qui se trompent qui échouent dans leurs entreprises, qui ne parviennent pas à s'adapter à leur milieu nouveau et finissent par renforcer le prolétariat des capitales, mais ces centaines de milliers d'hommes participant à l'exode rural en France ne nous démontrent-ils pas que dans leur esprit les avantages de l'émigration dépassent les inconvénients qu'elle peut entraîner ? « De tout temps dit Bonne- » mère (1) les poètes, les philosophes et les mora- » listes ont vanté les charmes de la vie champêtre, » les plaisirs vrais et sans mélange du village, les » mœurs naïves et pures des simples paysans... Hô- » tes obstinés des villes, ils ont placé aux champs » tout ce qui manquait autour d'eux, les biens de » tout genre, les vertus de tout ordre, les félicités de » toute espèce. Ont-ils jamais vérifié sur les lieux la » réalité de leur éternelle paraphrase du vers célè- » bre : *O nimum.....* » ?

Le bonheur est le but de la vie humaine. L'un des plus éloquents écrivains du christianisme, saint Augustin lui-même le reconnaissait : « Nulla est homini causa philosophandi nisi ut beatus sit ». Or qu'est-ce que le bonheur, sinon la satisfaction des passions, des penchants, des besoins natifs et légitimes de l'homme dans les limites des restrictions de la raison, du droit et de la morale ?

Beaucoup raisonnent de la sorte et courent à la

(1) Bonnemère : *Histoire des Paysans*, t. II.

ville à la recherche de ce bonheur qui les fuit sans cesse.

§ V. *Conclusion.* — D'ailleurs ceux qui pouvaient exercer une influence sur leur esprit, n'ont-ils pas été les premiers à leur donner l'exemple de l'émigration ?

L'imitation joue ici un rôle très important : le peuple copie l'habitude des classes élevées. C'est ce que M. Tarde a fort bien montré : « De tout temps, dit-il, les classes dominantes ont été ou ont commencé par être des classes modèles » ; puis citant des exemples, il ajoute que le supérieur se fait imiter par l'inférieur, le patricien par le plébéien, le noble par le roturier, le clerc par le laïque, le parisien par le provincial, l'homme des villes par le paysan (1).

Cette classe de bourgeois ruraux autrefois si nombreuse s'est malheureusement de plus en plus raréfiée dans les cinquante dernières années. L'attraction des villes s'est exercée sur elle encore plus que sur les simples paysans. Beaucoup de propriétaires riches ont quitté l'agriculture pour l'industrie où l'on gagnait plus d'argent et où l'on trouvait une existence plus large, des habitudes plus luxueuses. Ceux qui ne sont pas devenus industriels ont suivi l'exemple des autres et ont cherché aussi à la ville des jouissances plus relevées, une société plus choisie, plus raffinée. Les femmes ont eu leur large part dans ce mouvement d'exode vers les villes et elles sont en

(1) Tarde : *Les lois de l'imitation*, ch. vi, p. 224 et s. (Paris, 1890, Alcan, édit.),

grande partie responsables de l'absentéisme qui a si puissamment contribué à la dépopulation des campagnes.

* * *

A côté des séductions irrésistibles de la ville, il est une autre raison qui a puissamment contribué à activer l'émigration bourgeoise et à faire le vide dans les campagnes, c'est la maladie grandissante du fonctionnarisme.

C'est avec une véritable fureur que les fils de bourgeois, bientôt suivis par les enfants du peuple, se sont rués depuis vingt ans sur les fonctions publiques.

A la naissance de chaque enfant, le père et la mère se mettaient à rêver de la place qui serait la plus digne de lui : magistrat, polytechnicien ou sous-préfet. A partir de ce jour, toute la vie de la famille était réglée sur cette conception grandiose ; il fallait bien aller à la ville pour suivre de près l'éducation du petit prodige et s'y créer des relations avant de le lancer dans la carrière. On abandonnait ainsi la campagne sans esprit de retour et on détournait la tête pour ne plus la voir.

La maladie a gagné les couches profondes de la population, écrit M. Méline, et rien ne peut donner une idée plus juste de son intensité que la statistique des demandes d'emplois adressées à la préfecture de la Seine :

35.000	demandes de places de cantonniers ;
7.000	— de garçons de bureau ;
5.000	— de concierges d'écoles.

Soit au total et pour une même année : 50.000 postulants pour... 400 places.

Ainsi entraînés par l'exemple que leur donnent les grands propriétaires fonciers, les paysans s'éloignent de la terre pour aller vivre dans les cités immenses et tumultueuses.

« La plaine est morne et ses chaumes et ses granges
Et ses fermes dont les pignons sont vermoulus
La plaine est morne et lasse et ne se défend plus
La plaine est morne et morte, et la ville la mange... »

(Verhaeren : *Les Campagnes hallucinées*).



CHAPITRE VII

Les Fermiers Généraux

§ I. *Origine du grand fermage ou fermage général.*
--- Beaucoup de propriétaires ont donné le mauvais exemple en délaissant la campagne pour la ville. Les uns ont préféré les placements en propriétés urbaines ou valeurs mobilières au patrimoine foncier qu'ils tenaient de leurs pères. Les autres ont conservé leurs propriétés rurales ; mais ils vivent à la ville et ne visitent pas leurs domaines, trop heureux si, de temps à autre, ils y font de courtes apparitions pour toucher leurs fermages.

L'absentéisme du propriétaire rural a un caractère particulièrement important ; c'est pour lui que le terme a été créé, c'est à lui qu'on pense généralement lorsqu'on l'entend prononcer, c'est celui auquel il a été fait, dans les ouvrages de science sociale et d'économie politique, de fréquentes allusions.

C'est que cet absentéisme est à la fois un absentéisme de l'individu, de la richesse, du travail, de la production et de la consommation. De plus, ses conséquences sont très apparentes, comme d'ailleurs ses manifestations. Enfin, il est très ancien, et a, dès longtemps, préoccupé ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui étudient la vie des peuples.

Au xviii^e siècle, le marquis de Mirabeau s'en

plaignait beaucoup : « Tout le monde, s'écriait-il, a voulu devenir homme de cour ou de ville et alors adieu les champs (1) ». A. Young constate le même phénomène quand il écrit : « Un grand seigneur » eut-il des millions de revenu, vous êtes sûr de » trouver des terres en friche. Celles du prince de » Soubise et celles du duc de Bouillon sont les plus » grandes de France, et tous les signes que j'ai » aperçus de leur grandeur sont des bruyères, des » landes, des fougeraies ». — « Les grands propriétaires, dit un autre contemporain, attirés et » retenus dans nos villes par les jouissances du luxe, » ne connaissent rien de leurs terres ».

L'absentéisme du propriétaire rural a retenu également l'attention des philosophes et des littérateurs contemporains :

Tolstoï, dans *Résurrection*, montre le prince russe absentéiste, son régisseur allemand et les paysans. M. René Bazin, dans *La terre qui meurt*, met en scène des cultivateurs et des terres abandonnées de ceux dont l'instruction et la fortune devaient les rendre prospères.

Pour bien déterminer les conséquences particulières de l'absentéisme du propriétaire rural, il faudrait passer en revue toute l'économie rurale et suivre tout le développement historique du régime des terres. Les travaux sur ces matières sont abondants et il en est beaucoup de notables ; aussi, nous contenterons-nous d'envisager l'absentéisme du pro-

(1) L. Brocard : *Doctrines économiques et sociales du marquis de Mirabeau dans l'Ami des hommes*, p. 115.

priétaire dans ses rapports avec la forme des tenures et des amodiations.

* * *

L'absentéisme détermine une nouvelle forme d'amodiation : le grand fermage avec tenure paysanne à métayage.

En effet lorsque l'association de l'exploitant et du propriétaire ne peut s'accomplir soit que le propriétaire ait une fonction ou un emploi qui le retiennent au loin, soit qu'il ne tienne pas à vivre sur ses terres et ne veuille pas avoir le souci de l'administration de ses domaines, à quel régime va-t-il soumettre la culture de ses propriétés ?

Le plus souvent il n'est pas cultivateur, il ne connaît même pas les limites de ses champs. Il ne s'est fait propriétaire, s'il ne l'est devenu par succession, que pour acquérir un capital certain à l'abri des mauvaises chances du crédit public ou de l'industrie particulière. Ce qu'il demande avant tout à ce capital, c'est un produit exact, un revenu fixe et net, porté et compté en espèces métalliques ayant cours, à son domicile ou chez son banquier à tel jour de l'année.

Le bail à colonage ne lui donnant qu'une part de fruits toujours incertaine ne lui offrirait point ces avantages. D'ailleurs, quand bien même, peu soucieux des progrès agricoles, il laisserait son métayer libre d'exploiter à sa guise, il devrait tout au moins veiller aux partages pour empêcher les fraudes, à la comptabilité pour éviter les erreurs. C'est là le minimum de son rôle et c'est là ce qu'il veut surtout éviter.

Transformer ses métayers en fermiers ? Il n'y songe pas ! Quelle garantie offrent-ils ? Ont-ils une « sur-

face » suivant l'expression consacrée ? Ont-ils des « biens au soleil » sur lesquels on puisse prendre bonne et dûe hypothèque ? Non..... Alors se présentent à lui des petits propriétaires disposant de quelques capitaux, qui seront ses intermédiaires entre lui et ses métayers et lui serviront chaque année régulièrement une rente fixe : ce sont les fermiers généraux.

Cette situation est fréquente dans la Marche, le Limousin, le Berry, le Bourbonnais, le Charolais, le Nivernais, l'Auvergne, le Quercy, le Périgord, l'Agenais, dans toute la région du Centre et aussi dans le Midi.

On la retrouve très souvent en Sicile, quelquefois en Toscane et dans les provinces voisines.

Elle n'était point inconnue sous l'ancienne monarchie. Arthur Young nous raconte que le monopole « se pratique ordinairement dans les diverses provinces où il y a des métayers ; les gens riches » prennent à rente de grandes étendues de terres » qu'ils sous-louent en petites portions à des métayers » qui les leur payent la moitié du produit. J'ai » entendu, dit-il, plusieurs plaintes là-dessus dans » la Marche, le Berry, le Poitou, l'Angoumois, » et les autres provinces ne sont pas exemptes de » cette pratique : elle paraît provenir des difficultés » inhérentes au système de culture par métayers ; » mais c'est une méthode abominable bien connue » en Irlande, d'où ces hommes mitoyens sont presque tous bannis ».

A son tour, Turgot nous dit qu'il ne « faut pas

» confondre les fermiers exploitants avec les fermiers
» qui afferment de la plupart des seigneurs la totalité
» de leurs terres. Ces derniers perçoivent les rentes
» des tenanciers, font les comptes avec les métayers,
» courent les risques de perte et de gain, et rendent
» une somme fixe au propriétaire ; mais ils ne sont
» point laboureurs et ne font rien valoir par eux-
» mêmes (1) »

Voilà, en somme, fort bien défini le caractère de la fonction ! Le fermier n'est point ce qu'on entend par ce mot dans le Nord de la France. Le fermier général ne cultive pas, il spéculé.

Intendant à forfait, il paie au propriétaire la rente fixe que celui-ci demande de la terre et, pour en déterminer la quotité, il calcule la valeur de la portion de fruits qu'il aura à partager bon an mal an avec le colon. La différence entre le prix de ferme qu'il paie au bailleur et les revenus des domaines qu'il perçoit constitue son bénéfice. Son intérêt est donc de promettre un prix de ferme très faible et de tirer beaucoup d'argent du colon.

§ II. *Situation et conditions du fermage général dans la Basse-Marche.* — Le nombre des fermiers généraux est relativement très élevé dans l'arrondissement de Bellac. De notre enquête, il ressort qu'il y aurait 87 fermiers généraux répartis de la façon suivante : 14 dans le canton de Bellac, 2 dans celui de Bessines, 2 dans celui de Châteauponsac, 21 dans le canton du Dorat, 10 dans celui de Magnac-Laval,

(1) *Œuvres de Turgot*, p. 276.

16 dans celui de Mézières-sur-Issoire, 12 dans celui de Nantiat et enfin 10 dans le canton de St-Sulpice-les-Feuilles. Mais le chiffre total de 87 fermiers généraux est erroné. La statistique a été faite par commune, et comme beaucoup de fermiers généraux ont à bail des métairies situées dans des communes différentes ou même des cantons différents, ils se trouvent mentionnés deux ou trois fois. En définitive, le nombre des fermiers généraux se ramène à 45, ayant pris à bail 184 métairies réparties, savoir : 28 dans le canton de Bellac, 7 dans celui de Bessines, 6 dans celui de Châteauponsac, 38 dans le canton du Dorat, 19 dans celui de Magnac-Laval, 43 dans celui de Mézières, 26 dans le canton de Nantiat et enfin 17 dans celui de St-Sulpice-les-Feuilles.

Ceci représente donc environ quatre métairies pour un fermier général. Beaucoup n'en ont qu'une seule et peu nombreux sont ceux qui en possèdent plus de 10.

Les baux sont toujours faits pour une longue durée : 9, 12, 15 et souvent 18 années. Les baux de trois ans ne paraissent employés que dans le cas où ils n'ont pour objet qu'une seule métairie.

L'entrée en jouissance du fermier général est fixée au 11 novembre comme pour les métayers. D'ailleurs, les conditions de ce contrat sont semblables à celles du contrat de métayage. Le cheptel fourni par le propriétaire au fermier fait l'objet d'une expertise préalable. Le fermier a la jouissance du fonds et des bâtiments, mais il ne doit faire aucune coupe dans les bois. Il est entièrement substitué dans les droits

du propriétaire en ce qui concerne le choix des métayers et la direction des cultures, mais par contre il doit en assumer toutes les charges : payer les impôts, faire les avances pour la culture, etc... Seul, l'entretien des bâtiments reste une obligation du propriétaire.

Celui-ci, outre la redevance fixe que doit lui payer son fermier à des époques déterminées, stipule assez fréquemment des redevances en nature : œufs, poulets, canards et des prestations de service que chaque année devra lui fournir le métayer.

§ III. *Les inconvénients du système.* — Cette institution a été universellement attaquée et critiquée. L. de Lavergne, dans *l'Economie rurale de la France depuis 1789* dit que des fermiers généraux analogues aux middlemen d'Irlande prenaient à bail de grandes étendues de terre à la fin de l'ancien régime, mais ne s'occupaient nullement de la culture.

On s'est demandé d'autre part si, puisque le propriétaire en concédant son droit de jouissance au fermier a exigé de lui la redevance la plus élevée possible, celui-ci, à son tour, ne va pas imposer aux colons avec lesquels il traite directement les conditions les plus onéreuses et réduire ainsi à la plus simple expression la portion de fruits leur revenant?

Là où la coutume a maintenu le paiement de la prestation colonique, le fermier général pourrait peut-être pressurer le colon. Il pourrait stipuler une prestation qui soit hors de proportion avec les revenus du domaine et mettre ainsi la main sur les mai-

gres économies du colon. Mais lorsqu'il ne peut faire jouer le système de la prestation colonique, comme dans la Basse-Marche, il semble qu'il lui soit très difficile de dicter aux métayers des conditions exorbitantes. Il est contraint de suivre la coutume, de se plier aux usages.

« Sans doute, répond M. Rieffel (1), le fermier » n'use envers le colon que des droits dont le propriétaire aurait pu user lui-même : mais il en use » en spéculateur comme l'usurier envers l'emprunteur nécessaire. Comme le métayage n'est pas » pour lui un but, mais simplement un moyen, il » opprime les métayers et leur impose les plus dures » conditions ».

Il cite, comme exemple, l'arrondissement de Saint-Amand dans le Berry « où il n'y a pas de vrais fermiers, mais des fermiers généraux se mêlant peu » de culture et se contentant de surveiller, courant » les foires, et exerçant des prélèvements en argent » sur les métayers qui ne peuvent s'y refuser ».

Et il ajoute : « Le colon et le fermier vivent dans » un état continu de défiance et d'hostilité. En » résumé, si dans quelques localités exceptionnelles, » les fermiers intermédiaires rendent des services » réels, dans d'autres, ils passent pour de véritables » fléaux ».

M. Chevallier a affirmé aussi que ce système donnait lieu à des plaintes unanimes (2).

(1) *Manuel du propriétaire de métairie.*

(2) *Exposition universelle de 1900, à Paris : Rapports du Jury international, groupe XVI, 2^e partie, p. 101.*

Une brochure de propagande d'un syndicat de métayers de Bourbon-l'Archambault (Allier), après avoir énuméré les conditions léonines que les fermiers généraux imposent aux métayers, s'exprime ainsi : « Si seulement les fermiers généraux qui font des conditions pareilles, qui veulent seuls avoir la direction de la culture, qui veulent sans contrôle acheter et vendre, connaissent tous bien la culture. Mais combien ne font ce métier là que pour tâcher de vivre en rentier au détriment des travailleurs de la terre, et ne connaissent absolument rien sur les meilleures manières de la cultiver. Des fermiers généraux, on en voit sortir de tous les corps d'état : des bouchers, des boulangers, des épiciers, des marchands de vins (surtout), des savetiers même. Et tous ces gens-là se ruent à la curée. A celui qui arrivera premier pour savoir dépouiller un malheureux sans défense ! »

Que dire, ajoute-t-on à cela, des fermiers exploitant par colons partiaires, qui sont dépourvus de capitaux, de moyens d'action, d'instruction ? de ceux qui n'ont rien appris dans les livres (où d'ailleurs on apprend peu en cette matière), parce qu'ils sont illettrés ? de ceux qui ne se sont point instruits par l'exemple d'une bonne culture, parce que jamais ils ne sont sortis de la contrée qu'ils habitent et que leur expérience se borne à la pratique journalière du pays ? Valent-ils mieux en fait d'impulsion et de direction que les métayers eux-mêmes ? Ils valent moins, en ce sens, que ces derniers ont du moins l'habitude personnelle du travail.

Les critiques, on le voit, sont universelles. Tous les auteurs qui se sont occupés de l'agriculture et ont écrit sur le métayage s'accordent pour ne voir en cette pratique qu'inconvénients graves et abus abominables :

C'est M. Léonce de Lavergne qui, en parlant de la région du Centre, s'exprime ainsi : « On y rencontre » des fermiers généraux qui afferment des terres » entières, plusieurs même quelquefois, et qui » deviennent ainsi localement des personnages importants. Ces fermiers, simples intermédiaires de » fait, et, ne s'adonnant pas à l'agriculture, ne sont » que des spectateurs. N'ayant aucun lien durable » qui les rattache au sol, ils ne comptent que sur le » présent, rançonnent les métayers, augmentent par » là la détresse des cultivateurs en pays pauvre, » tandis que le propriétaire, attentif à toucher sa » rente aux échéances, les laisse faire ».

Santangelo Spoto parle dans les mêmes termes des fermiers généraux de Sicile : « L'agriculteur qui a vu » les moissons naître et mûrir, qui en a conçu l'espoir de clore l'année agricole avec un peu de » réserve dans son grenier pour l'hiver, reste ordinairement sans ressources, plus pauvre et plus » affamé qu'avant. Toutes ses espérances s'évanouissent : la rapacité du fermier général, comme le » sable qu'entraîne le fleuve, a tout emporté (1) ».

Pour beaucoup, dans les régions où l'on trouve cette forme de fermage, le colon vit dans une misère

(1) *Réforme Sociale*, n° du 1^{er} février 1887.

profonde et sans issues. « On répute riche, nous dit
» Méplain, le métayer qui, au jour de la moisson
» nouvelle, compte encore sur son grenier quelques
» sacs de blé de la récolte précédente ; aisé, celui
» qui, à la même époque, n'a rien, mais ne doit
» rien. Le plus grand nombre emprunte du fermier,
» en avance sur la moisson prochaine, le pain qu'il
» mange chaque jour. On ne lui laisse que le néces-
» saire, et comme l'avidité des spéculateurs est insa-
» tiable et sans pitié, le sous-traitant abandonne à
» peine aux malheureux le pain noir et les pommes
» de terre qui le nourriront. Quant aux aliments qui
» soutiennent et raniment les forces, il n'y touche
» qu'en fraude, le jour où, entraîné au cabaret par
» un désir brutal, il se gorge de l'un et s'enivre de
» l'autre.

» Parfois, à certaines époques, leur sort a rappelé
» la détresse presque fabuleuse des paysans Irlandais,
» exploités eux aussi par des entrepreneurs de cul-
» ture. — Heureusement, l'exemple des propriétaires
» qui font valoir directement par métayers, a eu pour
» effet de modérer l'exigence des sous-traitants.

» En résumé, le propriétaire s'assure contre les
» risques du faire-valoir, le fermier spéculé sur la
» clémence ou l'intempérie des saisons, le colon se
» ruine. Il engage la moisson future, puis il vend sa
» charrue pour payer ses dettes ; bientôt il quitte la
» métairie et devient journalier : le dernier terme du
» prolétariat ».

« La triple association du propriétaire, du fermier
» et du colon, est déplorable : c'est la combinaison

» la plus funeste qu'on puisse rencontrer : elle réduit
» à peu près le colon français à la condition du colon
» irlandais. Partout où elle s'est établie, elle a été la
» cause première de la misère des métayers et de la
» détresse de l'agriculture (1) ».

On ajoute à tout cela que la condition du métayer ne peut être que déplorable. Sa situation n'est-elle pas précaire ? Son bail est d'une année, trois au plus, il finit avec celui du sous-traitant, quelquefois avant. Les générations ne se succèdent plus dans la métairie, comme au cas d'exploitation directe. Chaque sous-traitant a ses colons et, comme il les ruine promptement, il en change souvent. Les conventions du colonage perdent ainsi ce caractère de perpétuité, qui est un de leurs principaux avantages. Par suite, ce cultivateur, en quelque sorte nomade, ne s'occupera pas des améliorations foncières, il vivra au jour le jour, sans se soucier du lendemain. Toute innovation lui devient odieuse. D'ailleurs, ne sait-il pas qu'à mesure que la production augmenterait, il lui faudrait en rendre la meilleure part sous forme de prestation ?

On a prétendu enfin que le sous-traitant pesait bien à tort sur l'agriculture, puisque son intervention, absolument nulle dans la culture, se bornait à la vente et à l'achat des bestiaux.

Ainsi, incapacité, spéculation et usure d'un côté, insécurité, misère et méfiance de l'autre, tel serait

(1) Méplain : *Introduction*.

le triste bilan de cette malheureuse association du fermier général et du métayer.

* * *

Ce noir tableau n'est pas exact, tout au moins dans la Basse-Marche, région où l'on rencontre de très nombreux fermiers généraux.

Sans doute, comme le dit Méplain, il en est qui se font prodigieusement accroire de ce qu'une petite expérience leur donne une certaine habileté, et ne se rendent pas assez compte que c'est là, au reste, un art d'observation dans lequel le colon paysan, naturellement observateur, les a vite dépassés ; mais, la plupart sont de véritables agriculteurs connaissant leur métier, s'occupant du travail des terres, capables de concevoir et de produire des améliorations foncières.

Il serait facile de réfuter les unes après les autres les critiques qui visent les rapports du fermier général avec le métayer, et de montrer combien elles sont erronées en ce qui concerne les fermiers généraux de notre région.

Mais n'est-il pas d'autres inconvénients inhérents au système même du fermage ?

Le preneur exploite le domaine à sa guise ; il gère son exploitation comme il l'entend — sauf quelques restrictions dérivant de son bail ; — il fait de ses récoltes l'emploi qui lui convient et se considère comme libéré de toute obligation vis-à-vis du pro-

propriétaire lorsqu'il lui a versé le prix de sa location. De son côté le propriétaire qui n'est pas intéressé dans l'exploitation de sa propre terre, n'en prend plus nul souci. Ses capitaux, s'il en a, iront au commerce, à l'industrie, et rarement seront mis à la disposition du fermier trop pauvre pour pouvoir disposer de fonds et en faire bénéficier la ferme. Du reste fut-il assez riche — cela se présente souvent dans la Basse-Marche — pour faire des avances que nécessitent l'achat des engrais, les frais de plantation, etc... quel intérêt aurait-il à poursuivre des améliorations dont les résultats profiteraient à d'autres ? Il prendrait la peine... et son successeur récolterait les bénéfices ! Que nenni ! il n'entend pas de cette oreille et, en fait de transformations et d'améliorations, il n'entreprendra que celles dont les résultats ne se feront pas attendre, celles dont les fruits se recueilleront assez promptement pour qu'il puisse en jouir pleinement avant l'expiration de son contrat. Le propriétaire pourra même s'estimer très heureux si, dans les dernières années du bail, son fermier ne néglige pas la terre et ne la lui rend pas fatiguée par les cultures les plus épuisantes.

La longue durée du bail est un des plus sûrs moyens d'intéresser le fermier à faire de la bonne culture ; mais ce moyen n'est pas souverainement efficace et une législation plus libérale s'impose pour régler les rapports du propriétaire et de son locataire, en permettant au fermier de retrouver sous forme d'indemnité, en fin de bail, la plus-value qu'il aura donnée

à la terre, soit au moyen de son capital, soit au moyen de son travail.

A maintes reprises, des tentatives ont été faites en vue de régler la situation du propriétaire et du fermier, en cas d'améliorations faites sur le fonds loué ; améliorations ne constituant pas seulement une meilleure exploitation du sol, mais une véritable modification donnant une plus-value à l'immeuble cédé à bail. Il a été fait sans doute de louables efforts en vue de remédier aux inconvénients d'une jurisprudence restée toujours indécise — pour le plus grand dommage des deux parties — et dont le moindre des inconvénients est d'enrayer toute initiative de la part de l'exploitant ; mais rien de pratique n'a été édicté à ce sujet.

En cas de plantations, de constructions, de drainages ou autres ouvrages effectués par le fermier en cours de bail, quelle est en effet la situation qui lui est faite à sa sortie ? Aux termes de la loi, le propriétaire du fonds a le droit ou de conserver les plantations, constructions et ouvrages, ou d'obliger le fermier à les enlever. Si le bailleur conserve les travaux faits, il n'a qu'à rembourser la valeur des matériaux et le prix de main-d'œuvre, sans égard à la plus-value que le fonds a pu recevoir.

Si, au contraire, — ce qui est toujours son droit — il opte pour le second moyen, c'est-à-dire s'il oblige le fermier à supprimer les plantations, constructions ou autres travaux, la suppression s'opère aux frais du fermier ; il ne lui est dû aucune indem-

nité ni pour la construction, ni pour la suppression ; le propriétaire a même le droit de demander des dommages-intérêts si, de ce fait, il a éprouvé un préjudice. Il suffit, pour que le fermier soit tenu à réparation, qu'il n'ait pu remettre exactement les choses en leur état primitif.

De telle sorte que le mince avantage accordé au fermier dans le premier cas n'est qu'apparent ; car en le menaçant de lui faire enlever sans indemnité des matériaux qui, la plupart du temps, n'ont de valeur que par la destination à laquelle ils avaient été affectés, c'est l'obliger à traiter sur la valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre aux conditions qu'on lui imposera, si dures soient-elles ?

Il est inadmissible et injuste qu'une indemnité ne soit pas assurée au fermier qui a fait, avec ou sans l'autorisation du propriétaire, des travaux dont l'utilité était incontestable, puisqu'ils ont donné une plus-value reconnue au fonds loué.

Ainsi, par le fait de la loi, une exploitation qui pourrait être bonne, car le fermier général mérite le nom d'agriculteur et les produits qu'il obtient sont souvent de premier ordre, cette exploitation va devenir imparfaite, sinon mauvaise. L'intermédiaire ne soignera la terre que pour la durée du bail ; quand arriveront les dernières années, il négligera la fumure ; dès les premières, il laissera périliter tout ce qui ne donne pas un revenu rapide, certain, et dont la détérioration n'aura que des conséquences lointaines, car il ne cherche qu'un rendement momentané.

Mais ne remarque-t-on pas, en définitive, que c'est là une situation qu'on retrouve aussi bien avec le fermage ordinaire qu'avec le fermage général, et qu'on ne peut en tirer argument contre ce dernier ?

* * *

On a enfin soulevé une dernière critique : on a affirmé que le fermier général était un parasite, et que par son existence il était une charge pour le pays. On l'a comparé au tâcheron, aux « middlemen » et on a demandé la suppression de cette triple association du métayer, du fermier et du propriétaire.

En industrie, le marchandage qui avait donné lieu à des plaintes unanimes, fut aboli en France par le décret du 2 mars 1848. Le Gouvernement provisoire, après avoir entendu le rapport de la commission du Luxembourg, considérait que « l'exploitation des » ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits » marchands, était essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité ». Ce décret fut mal appliqué. A l'heure actuelle, la Cour de Paris ne condamne le marchandage que s'il est abusif et déloyal (1). C'est, qu'en effet, il y a eu des économistes pour le défendre. Ils font remarquer que les tâcherons paient souvent plus cher les journées de leurs ouvriers que les entrepreneurs eux-mêmes. Mais ceci ne prouve nullement que les ouvriers ne soient point exploités ! Les tâcherons

(1) M. Jay : *Revue d'Economie politique*, février 1900.

emploient des ouvriers d'élite, auxquels ils demandent une plus grande quantité de travail pour le même temps, qu'ils surveillent constamment et renvoient s'ils ne travaillent pas. L'augmentation de salaire n'est donc pas proportionnelle à l'augmentation de travail exigé. Les ouvriers ont donc raison de considérer que les bénéfices de tâcheron sont prélevés sur leurs salaires et de demander la suppression complète du marchandage. « Le sous-entrepreneur, disait M. Millerand, ne fait entreprise que de main-d'œuvre, ce qui signifie, en pratique, qu'une main-d'œuvre qui vaut 1.500 fr., sera prise par le tâcheron pour 1.200 ou pour 1.000 fr. Quelle sera dès lors l'obligation double de ce tâcheron? C'est de réaliser d'abord le bénéfice de l'entrepreneur, c'est-à-dire la différence entre la valeur réelle de la main-d'œuvre et le prix qu'il en a donné. C'est ensuite, car sans cela il ne travaillerait pas pour faire une sous-entreprise, d'ajouter à ce premier bénéfice un autre bénéfice pour lui. Où prendra-t-il ces deux bénéfices ? (1) »

C'est aussi au moyen des sous-entreprises que des pays comme l'Angleterre, et les Etats-Unis principalement, ont vu se développer un mode de production appelé « sweating system », qui a donné lieu aux pires abus. « Le sweating system est un système, disait un tailleur américain, d'après lequel le travail est donné par le manufacturier à un entrepreneur ou marchandeur (contractor) et par l'entrepreneur à

(1) *Conseil supérieur du travail*, 8^e session, décembre 1898, p. 44.

l'ouvrier qui l'exécute; le mot veut dire que l'entrepreneur fait « suer » quelque argent aux gens qu'il emploie (1) ».

Le marchandeur fait travailler ses ouvriers à domicile, de sorte qu'il évite ainsi de se conformer aux lois protectrices du travail. Aussi, a-t-on demandé que désormais les lois protectrices du travail s'appliquent aussi bien à cette forme d'industrie qu'aux fabriques, afin de faire cesser cette exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs.

En agriculture, les intermédiaires, c'est-à-dire les fermiers généraux, ne peuvent commettre aucun des abus reprochés aux tâcherons, même là où existe la prestation colonique. Ils ne peuvent imposer au colon des conditions plus défavorables que celles passées dans les usages du pays.

En Irlande, cependant, ils ont été la véritable cause des crises sociales et de la détresse du peuple. Mais en Irlande, le middlemen n'est pas un agriculteur, à la différence du « gros » fermier français. Le Landlord, possesseur de terres en vertu de confiscations ou par suite des chances de la politique, haï et détesté des paysans, traitait avec un fermier général. A son tour, le fermier général ou « middlemen », sous-louait à de petits fermiers les terres qu'il avait affermées. Il arrivait même que ces sous-contrats étaient très nombreux et qu'il y avait, par conséquent, plusieurs middlemen pour une même terre. Dans la première partie du XIX^e siècle il y avait,

(1) Cité par E. Lavasseur : *Revue d'Economie politique*, p. 896.

la plupart du temps, quatre sous-contrats. « A l'expiration de chacun de ces baux, du haut en bas de l'échelle, tous ces middlemen s'exploitaient et la charge retombait toujours sur le tenancier (1) ».

Ce tenancier, toujours très malheureux, n'avait pour tout abri qu'une hutte en terre et ne cultivait que des pommes de terre.

Ce genre d'exploitation mettait les pauvres agriculteurs dans un état de concurrence perpétuelle, ils n'auraient su vivre sans un petit terrain et ne pouvaient l'obtenir qu'en enchérissant les uns sur les autres.

Enfin, si on ajoute que les landlords et bien souvent les middlemen n'habitaient pas l'Irlande et qu'ils dépensaient en dehors de l'île l'argent qui aurait été si nécessaire à l'amélioration du sol, on comprend facilement combien cette disette de capitaux devait accroître la crise agraire et réduire les fermiers à la misère (2). Aussi, ces malheureux n'avaient-ils qu'une ressource, mendier ou voler ; ils préférèrent se soulever en masse.

Nous ne pouvons pas ici entreprendre l'étude de la question agraire en Irlande, nous devons nous

(1) Le Carpentier : *La question agraire en Irlande* (Revue politique et parlementaire, 1903).

Paul Fournier : *La question agraire en Irlande*, p. 44.

(2) Dès 1776, A. Young disait que les intermédiaires, les Middlemen, étaient la cause de « the most oppressive species of tyrant that ever lent assistance to the destruction of a country ».

borner à un rapide coup d'œil qui nous permette de faire des comparaisons et établir les différences.

Parmi les lois promulguées pour l'Irlande, celle de 1881 créait une cour agraire à Dublin, chargée principalement de réduire le prix des fermages et d'établir pour l'avenir un taux maximum. Cette loi ne mit d'ailleurs pas fin à la crise, et les Irlandais continuèrent la lutte. En 1891, John Morley, après avoir visité l'île, signala à son retour « le spectre hagard de la famine qui se levait à l'horizon de tout l'Ouest de l'Irlande ». On fit encore des lois pour faciliter l'achat des terres par les paysans ; (M. Paul Dubois prétend que c'est le seul remède propre à mettre fin à la crise agricole) (1).

On peut dire qu'aujourd'hui la situation est meilleure, sans que pour cela la question soit complètement résolue. En effet, on n'a pas osé supprimer les middlemen qui, pourtant, ont été dans une large mesure la cause de la crise agraire de l'Irlande, en faisant élever le taux des fermages et en créant un antagonisme de classes qui eût été bien moindre si les propriétaires avaient affermé directement aux cultivateurs.

En Italie, où le métayage est très répandu, les intermédiaires sont également très nombreux. M. F. Bernard dit que ce ne sont point des agriculteurs, mais de simples financiers, qui garantissent des revenus aux propriétaires du sol, et surtout, malheureusement, aux établissements de bienfaisance. Cette

(1) *Réforme sociale*, 1^{er} mars 1904.

forme de fermage « affitto appalto », ajoute-t-il, est une des plaies les plus graves de l'Italie agricole (1).

§ IV. *Faut-il prendre des mesures contre le fermage général ?* — Le décret du 2 mars 1848 a interdit dans l'industrie l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs : pourquoi, dit-on, une loi semblable n'interviendrait-elle pas en ce qui concerne les fermiers généraux ?

Nous ne voyons pas de raison plausible d'entraver sur ce point la liberté des conventions ; nous pensons qu'il ne faut pas développer outre mesure le rôle de l'État et restreindre constamment l'initiative individuelle.

D'ailleurs, les fermiers généraux peuvent toutefois, et pendant un certain temps encore, avoir leur rôle marqué et leur degré d'utilité dans les pays où le métayage domine, pour remplacer les propriétaires qui sont réellement dans l'impossibilité de gérer eux-mêmes leurs biens.

« Je crois, écrivait de Garidel (1^{re} lettre p. 15), je
» crois dans l'état actuel des choses, le fermier intel-
» ligent et solvable, exploitant par métayers un petit
» nombre de domaines, préférable encore dans les
» cas les plus fréquents, au fermier travaillant direc-
» tement mais sans l'argent et les connaissances
» nécessaires ».

(1) F. Bernard : *Crise agricole italienne ; l'enquête (Journal des Economistes, novembre 1885).*

Les fermiers généraux peuvent rendre de réels services.

On les a vus dans la Basse-Marche se placer résolument à la tête des métayers, entretenir avec eux les rapports les plus cordiaux, leur servir de banquiers au besoin, comme le font la plupart des propriétaires. Ils ont montré qu'ils étaient capables de faire aussi bien que les propriétaires les plus capables, et si les domaines ne sont pas toujours en excellent état, la faute est plutôt imputable au propriétaire, toujours heureux de recevoir le prix de sa ferme à l'échéance, mais peu soucieux d'en prélever une partie pour effectuer des réparations même indispensables.

Beaucoup de fermiers généraux sont en même temps propriétaires et on ne voit pas que les métayers cultivant leurs terres propres aient une condition supérieure à celle faite aux métayers cultivant des terres prises à ferme.

En résumé, il convient de dire que ces fermiers généraux sont pour la plupart fort intelligents et fort honnêtes : il en est que des études spéciales, un apprentissage sérieux ont formé à l'art agricole, qui disposent de ressources suffisantes et consacrent partie de leurs capitaux à l'exploitation.

Si la corporation a mérité les sévères critiques qui lui ont été adressées, il ne faut pas cependant contester l'utilité ou le mérite des fermiers généraux actuels.

Cependant, comme le dit M. de Tourdonnet, quelque intelligent que soit le fermier général exploitant par

métayers, il ne peut améliorer le sol, il ne peut remplacer le propriétaire.

Ce propriétaire pour le paysan, lorsqu'un intermédiaire s'interpose entre eux, n'est qu'un inconnu dont il sait à peine le nom et qu'il n'a le plus souvent jamais vu, c'est même un intrus. Enfin, il a sur ses terres une situation au moins ridicule : il ne sait rien de ce que l'on y fait, en ignore les limites et s'y sent mal à l'aise. Il ne saurait que devenir de plus en plus absentéiste.



CONCLUSION

Ainsi, l'institution du métayage, enfantée par la nécessité, contemporaine de la propriété, adoptée tour à tour par Sparte, Rome, l'Egypte, les Barbares et les Francs, a traversé les âges et est venue s'implanter solidement dans ce petit pays obscur, que les soldats de César appelaient déjà : « Marca Lemo-vicina ». Elle y a survécu à toutes les attaques, à tous les assauts de la critique et s'y est développée avec vigueur et rapidité.

C'est, en effet, dans la Basse-Marche, plus que partout ailleurs, qu'on peut se convaincre des nombreux avantages de cette institution. Dans quel métier l'ouvrier reçoit-il de son patron la marque d'une plus grande confiance ? Dans quel emploi suffit-il de se présenter pour trouver immédiatement et à sa volonté le logement, la nourriture et des capitaux toujours considérables ? Qui ne voit que le métayage est le seul contrat où on n'exige du travailleur que la bonne volonté et l'honnêteté ?

Et cependant il y aurait des hommes assez fous pour renoncer à tous ces avantages sérieux et aller s'exposer aux angoisses de la faim et de la maladie ?

Fort heureusement, grâce à cette institution qui non seulement élève la condition du cultivateur, mais rapproche les classes, réconcilie le capital et le travail et retient à la campagne propriétaires et exploitants, la diminution de la population de la

campagne, toute grave qu'elle soit, n'est pas arrivée à un point tel qu'elle puisse être envisagée comme un péril.

La main-d'œuvre est encore suffisante dans nos métairies de la Basse-Marche, surtout avec le développement de l'outillage agricole.

La diminution actuelle n'est donc pas encore un mal : elle oblige l'agriculteur à mieux utiliser les bras, à diminuer ses frais de main-d'œuvre ; elle conduit à l'emploi de l'outillage perfectionné, tout en permettant de donner de meilleurs salaires ; en un mot, elle force à mieux cultiver. Produire beaucoup avec le moins de dépenses possible, de façon à nourrir la plus grande population, telle doit être le but du cultivateur. Le mal n'est pas d'avoir moins de bras pour obtenir le même produit, loin de là. Quand avec un ouvrier on arrive à faire le travail de deux, il y a progrès.

J. PEYRAUD.

Vu :

Le Président de la Thèse,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.



BIBLIOGRAPHIE

Documents historiques Bas - Latins , Provençaux et Français, concernant principalement la Marche et le Limousin, publiés par A. LEROUX, E. MOLINIER et A. THOMAS (2 vol., Limoges)..... 1883
(Dans le 2^e vol. est cité le mémoire de M. de BERNAGE).

Registres consulaires de Limoges, publiés par MM. E. RUBEN et L. GUIBERT (Limoges, CHAPOULAUD)..... 1884

Chartes, Chroniques et Mémoires, pour servir à l'histoire de la Marche et du Limousin, publiés par MM. A. LEROUX et A. BOSVIEUX (Tulle)..... 1886

Livres de Raison et Registres de famille Limousins et Marchois, publiés par M. L. GUIBERT, avec MM. LEROUX et LECLERC (Limoges)..... 1887

BARNY DE ROMANET (J.-A.-A.) — Histoire du Haut et Bas Limousin 1822

BOSVIEUX (A.). — Anciennes divisions ecclésiastiques, juridiques et administratives de la Creuse,..... 1862

DUVAL (L.). — Esquisses marchaises..... 1879

JOULLIETON. — Histoire de la Marche et du Pays de Combraille (2 vol., 1814 et..... 1815

LEROUX (A.) et C. RIVAIN. — Inventaire sommaire des Archives départementales (Limoges, DUCOURTIEUX et GOUT)..... 1908

LEROUX (A.). — Le Massif Central : Histoire d'une région de la France (3 vol) 1898

LEYMARIE (Achille). — Histoire des Paysans en France (2 parties, Paris)	1856
Histoire du Limousin (Histoire de la Bourgeoisie)	1845
THOMAS (Ant). — Les Etats provinciaux de la France Centrale (2 vol.)	1879
BABEAU. — La Vie rurale dans l'ancienne France (Paris)	1886
BARRAL. — Agriculture et irrigation du département de la Haute-Vienne	1879
BASTIAT. — Considérations sur le Métayage (<i>Journal des Economistes</i>), février	1845
BAUDRILLART. — Le Métayage en France et son avenir (<i>Revue des Deux-Mondes</i>), 1 ^{er} octobre	1885
BEAUNE (Henri). — Droit coutumier Français : La con- dition des Terres (Paris)	1886
BERNARD. — Crise agraire Italienne (<i>Journal des Econo- mistes</i>), novembre	1885
BIOLLAY. — Etudes Economiques sur le XVIII ^e siècle (Paris)	1886
BONNEMÈRE (Eug.). — Histoire des Paysans depuis le Moyen-Age (Paris, 2 vol.)	1856
BOURGUIN. — Les Systèmes socialistes et l'Evolution Economique (3 ^e éd.)	1907
BRISSAUD. — Histoire générale du Droit Français, public et privé (2 vol., Paris)	1904
CAUVÈS (P). — Cours d'Economie Politique (3 ^e éd., 4 vol., Paris)	1893
CHÉNON. — Les Démembrements de la Propriété Fon- cière en France avant et après la Révolution (Paris).	1881
CHEVALLIER. — Exposition internationale de Paris (groupe XVI)	1900

CONVERT. — Agriculture de la Creuse (<i>Journal de l'Agriculture</i>), octobre	1904
DARESTE DE LA CHAVANNE. — Histoire des classes agricoles en France depuis saint Louis jusqu'à Louis XVI (Paris, GUILLAUMIN, 2 ^e éd.)	1858
DONIOL. — Histoire des classes rurales en France (Paris, 2 ^e éd., in-8 ^o)	1867
FUSTEL DE COULANGES. — Histoire des institutions Politiques de l'Ancienne France (Paris)	1891
GARSONNET. — Histoire des Locations perpétuelles (Paris)	1879
DE GASPARIN. — Métayage (Paris, in-8 ^o)	1866
GIDE. — Principes d'Economie Politique (Paris, LAROZE, (12 ^e éd.)	1910
GRELLET-DUMAZEAU. — Du Bail à Métairie perpétuelle.	
JAY. — Le Marchandage et le Décret du 2 mars 1848 (<i>Revue d'Economie Politique</i>), février	1900
DE LAVELEYE. — De la Propriété et de ses Formes primitives (Paris, 4 ^e éd.)	1891
LE CARPENTIER. — La Question agraire en Irlande (<i>Revue Politique et Parlementaire</i>)	1903
LE PLAY. — La Réforme Sociale en France (Tours, 3 vol.)	1887
— Organisation du Travail selon la Coutume des ateliers et la loi du Décalogue (4 ^e éd., Paris, DENTU)	1877
LEVASSEUR. — Le Sweating system aux Etats-Unis (<i>Revue d'Economie Politique</i>)	1896
MÉLINE. — Le Retour à la Terre et la surproduction industrielle (3 ^e éd., Paris)	1905
MÉPLAIN. — Traité du Bail à portion de fruits (1 vol. in-8 ^o)	1850

PIGANIOL DE LA FORCE. — Nouvelle Description de la France (6 vol., Paris).....	1718
RATOUIS DE LIMAY. — Le Métayage et les Baux à Colonage partiaire dans l'Indre.....	1896
RÉROLLE. — Du Colonage partiaire et plus spécialement du Métayage (1 vol. in-8°).....	1889
RIEFFEL (J.). — Agriculture de l'Ouest (Nantes, in-8°)..	1847
SOUCHON. — La Propriété Paysanne.....	
Statistiques décennales Agricoles de 1882 et.....	1892
OLIVIER DE SERRES. — Théâtre d'Agriculture et Mesnage des Champs (Paris).....	1600
SISMONDI. — Nouveaux Principes d'Economie Politique, ou de la Richesse dans ses rapports avec la population (Paris, 2 vol.)	1819
TURGOT. — Œuvres, publiées par DUPONT DE NEMOURS (Paris, 9 vol., 1808 et	1811



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	Pages
INTRODUCTION : La Basse-Marche (Aperçu historique et géographique)	12

CHAPITRE I

Origines du Métayage

§ I. — Traces du Métayage jusqu'à la domination Romaine en Gaule.....	37
§ II. — Période Gallo-Romaine	43
§ III. — Franque	47
§ IV. — Féodale : I. Tenures féodales.	
a) Fief.....	53
b) Tenures roturières...	54
c) Tenures serviles.....	56
2. Tenures foncières.	
a) Métairie perpétuelle. . .	61
b) Bail à rente foncière... ..	69
§ V. — Du xve siècle à nos jours.....	70
§ VI. — Développement du Métayage pendant cette période.....	72

CHAPITRE II

Condition des Métayers de la Basse-Marche particulièrement à la fin du XVIII^e siècle

§ I. — Ressources du Métayer.....	75
§ II. — Influence du Mode de tenure sur sa condition...	86
§ III. — Le Métayage et les Impôts.....	88
§ IV. — Autres avantages du Métayage.....	94

CHAPITRE III

Situation actuelle du Métayage dans la Basse-Marche	98
--	----

CHAPITRE IV

Conditions du Contrat de Métayage

§ I. — Généralités	110
§ II. — Usages : 1. Entrée en jouissances.....	113
2. Apports : (Cheptels, Expertises) ...	115
3. Partage : (Prestation colonique)...	120
4. Redevances et charges accessoires.	123
5. Impôts : (Prestations, portes et fenêtres, impôt foncier).....	125
6. Frais d'exploitation.....	127
7. Durée	128

CHAPITRE V

Le Métayage au point de vue social

§ I. — Le Métayage et la condition du colon :	
1. Il élève la condition du colon dans l'échelle sociale.....	133
2. Indépendance du métayer.....	134
3. Le Métayage supprime le chômage en créant la permanence des engagements	137
§ II. — Le Métayage, la famille et la population	138
§ III. — Le Métayage et le paupérisme.....	141
1. Il supprime le salariat	142
2. Il contribue peu au développement du luxe.....	144
3. Il combat l'absentéisme du pro- priétaire	145

§ IV. — Rapprochement des classes :

1. Distribution équitable des richesses. 148
2. Relations journalières du propriétaire et du métayer..... 149
3. Intérêts communs 152

CHAPITRE VI

L'Exode Rural et le Métayage

- § I. — Importance de l'Exode rural 158
- § II. — Causes de l'Exode : 1. Décadence de la propriété paysanne 167
2. Disparition des occupations associées à l'agriculture 171
 3. Machinisme (?)..... 173
 4. Facteurs économiques.. 174
 5. Attraction des villes ... 175
- § III. — Formes de l'exode : 1. Emigrants à « stations périodiques » 178
2. Ouvriers de métiers et artisans..... 180
 3. Journaliers agricoles... 181
- § IV. — Situation du Métayage devant l'émigration..... 183
- § V. — Conclusion : Les classes bourgeoises n'ont-elles pas donné l'exemple de l'émigration ?..... 190

CHAPITRE VII

Les Fermiers Généraux

- § I. — Origine du Grand Fermage ou Fermage général. 193
- § II. — Situation et conditions du fermage général dans la Basse-Marche..... 197

§ III. — Inconvénients du système.....	199
1. Les tâcherons en France	209
2. Le Sweating-System aux Etats-Unis....	210
3. Les Middlemen en Irlande.....	211
§ IV. — Faut-il prendre des mesures contre le Fermage Général ?.....	214
Conclusion	217
(Bibliographie)	219



